



**Université Toulouse - Jean Jaurès**

**Institut Pluridisciplinaire pour les Études sur les Amériques  
à Toulouse (IPEAT)**

**Master mention Civilisations, Cultures et Sociétés**

**2015 : un tournant pour les migrations vénézuéliennes en Colombie ?**

Mémoire de 1<sup>er</sup> année présenté par :

Marine AVRIL

Sous la direction de :

Julien Rebotier

**Année Universitaire 2019-2020**





## Déclaration sur l'honneur de non-plagiat

Je soussigné·e,

Avril, Marine

Régulièrement inscrit à l'Université de Toulouse – Jean Jaurès - Campus du Mirail

N° étudiant : 21903834

Année universitaire : 2019-2020

Certifie que le document joint à la présente déclaration est un travail original, que je n'ai ni recopié ni utilisé des idées ou des formulations tirées d'un ouvrage, article ou mémoire, en version imprimée ou électronique, sans mentionner précisément leur origine et que les citations intégrales sont signalées entre guillemets.

Conformément à la charte des examens de l'Université de Toulouse – Jean Jaurès Campus du Mirail, le non-respect de ces dispositions me rend passible de poursuites devant la commission disciplinaire.

Fait à : Pornic

Le : 31 août 2020

Signature :

## Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier mon directeur de recherche Julien Rebotier d'avoir accepté d'encadrer ce travail, mais surtout de m'avoir permis de rebâtir ce Mémoire grâce à sa disponibilité, ses pistes et ses nombreux éclairages après un début de rédaction compliqué.

Un grand merci à ma coloc Titaua et à mon chat Maya de m'avoir soutenue et accompagnée pendant cette période difficile qu'a été le confinement. Je remercie également mes camarades de classe Jazmín et Laure pour leur précieuse aide, leurs conseils et tous ces bons comme moins bons moments passés ensemble à l'Université et en dehors pendant cette première année de Master.

Merci enfin à Mathilde pour ses encouragements quotidiens et à Elliot, Lucie, Renata et mes parents pour leur bienveillance tout au long de l'année.

## Liste des sigles

CE	<i>Cédula de Extranjería</i>
CIDH	Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme
CSIS	<i>Center for Strategic &amp; International Studies</i>
DANE	<i>Departamento Administrativo Nacional de Estadística</i>
DAS	<i>Departamento Administrativo de Seguridad</i>
DIEX	<i>Dirección de Identificación y Extranjería</i>
ENCOVI	<i>Encuesta Nacional de Condiciones de Vida</i>
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme
OEA	Organisation des États Américains
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PDVSA	<i>Petróleos de Venezuela SA</i>
PEP	<i>Permiso Especial de Permanencia</i>
PIP	<i>Permiso de Ingreso y Permanencia</i>
RAMV	<i>Registro Administrativo de Migrantes Venezolanos en Colombia</i>
RMRP	<i>Refugee and Migrant Response Plan</i>
R4V	<i>Response For Venezuelans</i>
SAIME	<i>Servicio Administrativo de Identificación, Migración y Extranjería</i>
TMF	<i>Tarjeta de Movilidad Fronteriza</i>
UAEMC	<i>Unidad Administrativa Especial Migración Colombia</i>
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

# Sommaire

<b>Introduction .....</b>	<b>9</b>
<b>I. Sources et méthodologie de la recherche .....</b>	<b>12</b>
A. Les sources.....	12
1. Définition du type de sources .....	12
2. Limites et fiabilité des sources .....	13
B. Cadre théorique et méthodologique .....	15
1. Cadre théorique .....	15
2. Cadre méthodologique.....	18
<b>II. Les flux migratoires vénézuéliens en Colombie : résultats .....</b>	<b>19</b>
A. Diagnostic des flux migratoires analysés.....	19
1. Types de flux .....	20
2. Migrations régulières, irrégulières, permis et statuts des migrants .....	21
3. Migration de retour, double nationalité et expérience migratoire .....	23
B. Le tournant de 2015 : état des lieux de la situation par période .....	25
1. L'avant 2015 : migrations de retour, migrations pour motifs politiques et <i>Brain Drain</i> .....	26
a) Différentes vagues migratoires .....	26
b) Une augmentation des flux vénézuéliens en Colombie ? .....	28
2. L'année 2015 : un tournant migratoire.....	29
a) La crise frontalière .....	30
b) Conséquences et répercussions de la crise frontalière .....	31
3. La période 2017-2019 : forte intensification des flux .....	32
a) 2017 : boom migratoire et explosion de la migration de transit .....	32

b) 2018 et 2019 : maintien de la tendance à l'intensification des flux et explosion de la migration pendulaire.....	34
---	----

**III. Analyse des résultats : pourquoi des migrations vénézuéliennes en Colombie ? .35**

A. La situation politique et économique vénézuélienne .....	36
1. La situation de crise vénézuélienne .....	37
2. Politique internationale et contexte régional .....	40
B. Les relations colombo-vénézuéliennes : entre hostilité et fraternité.....	42
1. Deux pays au passé commun.....	43
2. Contexte migratoire binational .....	44
3. Des relations diplomatiques complexes .....	46

**IV. Discussion : ampleur, spécificités et enjeux de ces migrations depuis 2015..... 49**

A. Caractérisation du phénomène migratoire depuis 2015.....	50
1. Crise migratoire et migrations de masse .....	50
2. L'émigration vénézuélienne : un exode ?.....	52
3. L'attribution des termes « migrations contraintes » et « migrations forcées » .....	53
4. Crise humanitaire et situation d'urgence humanitaire.....	56
B. Enjeux de ces termes au niveau international .....	58
1. Les vénézuéliens en Colombie : migrants ou réfugiés ? .....	58
2. Réponse et action de la communauté internationale .....	61
3. 2015 : un tournant pour l'émigration vénézuélienne dans les autres pays ? .....	63

**Conclusion..... 64**

**Bibliographie..... 69**

**Annexes ..... 75**





## Introduction

En 1980, avec 39 100 individus vivant hors des frontières nationales, le Venezuela – et ses 15 millions d’habitants – était positionné au 22<sup>ème</sup> rang des pays d’émigration d’Amérique latine. De ces émigrés, 96% vivaient aux États-Unis. À cette même période, la Colombie était quant à elle au deuxième rang sur le continent avec environ 673 300 individus émigrés (sur près de 27 millions d’habitants alors), dont 75,5% vivaient au Venezuela<sup>1</sup>.

Au 31 décembre 2019, ces rapports semblent s’être inversés alors que le Venezuela – et ses plus de 32 millions d’habitants – est devenu le premier pays d’émigration d’Amérique latine. On estime à cette date le nombre de réfugiés et migrants vénézuéliens hors du pays à 4 769 498<sup>2</sup>, dont 1 771 237<sup>3</sup>, la plus grande partie, se trouve en Colombie.

Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), les migrations vénézuéliennes contemporaines à travers l’Amérique latine représentent « *l’exode le plus important de l’histoire récente de cette région*<sup>4</sup> ». Et selon Walter Stevens, ambassadeur de l’Union Européenne à l’ONU, « *il s’agit de la crise des réfugiés et des migrants la plus rapide de l’histoire de l’Amérique latine, du moins de l’histoire récente*<sup>5</sup> ». Enfin, l’Organisation Internationale pour les Migrations publie en novembre 2019, un rapport dans lequel il est mentionné que « *l’exode des ressortissants vénézuéliens est l’une des plus grosses crises du déplacement externe dans le monde actuellement*<sup>6</sup> ».

Les migrations vénézuéliennes en Colombie représentent un phénomène d’émigration pour le Venezuela et un phénomène d’immigration pour les pays récepteurs de migrants, tels que la Colombie qui est donc depuis quelques années le premier pays d’accueil de migrants vénézuéliens, c’est pour cela que nous ferons le choix d’étudier dans ce travail de recherche les migrations vénézuéliennes vers ce pays en nous concentrant sur les flux migratoires terrestres.

---

<sup>1</sup> Zlotnik, Hania « La migración internacional en las Américas: crece la migración intrarregional » [en ligne] UNAM, No. 5, 1992.

<sup>2</sup> R4V, « Plataforma de coordinación para refugiados y migrantes de Venezuela » [en ligne].

<sup>3</sup> Migración Colombia, « Total de Venezolanos en Colombia corte a 31 de diciembre de 2019 » [en ligne]. 25 février 2020. p. 2.

<sup>4</sup> UNHCR, « Situación en Venezuela » [en ligne], 2019.

<sup>5</sup> News UN, « Exode massif des Vénézuéliens : l’ONU et l’Europe appellent à agir » [en ligne], 23 octobre 2019.

<sup>6</sup> OIM, « L’OIM et la Citi Foundation élargissent leur partenariat pour soutenir la réintégration des Vénézuéliens » [en ligne], 19 novembre 2019.

Il est cependant difficile de déterminer à partir de quel moment a réellement débuté la tendance à la hausse de l'émigration vénézuélienne car la frontière colombo-vénézuélienne est depuis longtemps une des frontières les plus dynamiques d'Amérique du Sud. Bien qu'il ne soit pas possible de délimiter précisément le début de cette tendance, il existe un moment clé dans l'évolution de ces flux, de leurs trajectoires et dans le changement des profils socio-économiques des migrants, qui s'accompagnera dès les années suivantes d'une très forte augmentation des flux.

L'élément déclencheur que l'on considère comme marquant un moment clé et un tournant dans le phénomène analysé correspond à une crise frontalière. Elle éclate pendant l'été 2015 à travers différents événements ayant lieu dans la région frontalière, tels que plusieurs fermetures temporaires de la frontière, obstruant ainsi le passage légal de celle-ci aux points de contrôle habilités ainsi que la déportation d'immigrés colombiens vers la Colombie par le gouvernement vénézuélien. Nous remarquons qu'après cette date a lieu un changement dans les profils socio-économiques des migrants qui vont globalement se paupériser et dans les trajectoires migratoires qui vont connaître une explosion de la migration de transit. En outre, les calculs des soldes migratoires nous montrent que le renversement entre les statuts migratoires de pays récepteur et de pays émetteur s'opère en 2015 pour la Colombie et le Venezuela. C'est donc à partir de cette année-ci qu'il y aura plus de vénézuéliens migrant en Colombie que de colombiens migrant au Venezuela, renversant ainsi une dynamique migratoire considérée comme historique – jusqu'alors en place depuis une cinquantaine d'années.

En effet, la crise frontalière débutant en août 2015 a marqué une réelle rupture sur le plan migratoire parce qu'elle représente le point d'inflexion des flux et des tendances migratoires. En conséquence, une nouvelle dynamique s'est mise en place dans les migrations vénézuéliennes en Colombie à partir de cette date. Nous considérerons donc l'année 2015 comme une année pivot cruciale dans l'évolution de ces flux d'émigration, car même si l'explosion migratoire que nous connaissons aujourd'hui n'a eu lieu qu'à partir de l'année 2017, les changements les plus notables dans les tendances se sont manifestés au cours de cette première année. C'est en cela qu'il est intéressant d'analyser ces flux en démarquant un « avant » 2015 d'un « après » en fonction des caractéristiques propres à chacune de ces deux périodes. Nous prendrons donc comme bornes chronologiques les années 2015 et 2019. Cette dernière date délimitera l'année jusqu'à laquelle seront étudiés les flux migratoires, puisqu'elle nous permettra de traiter le sujet à la fois avec actualité et avec un relatif recul face à la situation qui continue d'évoluer.

Par ailleurs, la complexité de la situation migratoire mène à différentes lectures du phénomène ayant lieu depuis 2015, qui est parfois analysé comme un cas de migrations forcées, un exode, des migrations d'ordre purement économique, ou encore comme une émigration correspondant à une situation de crise humanitaire vénézuélienne. L'attribution de ces termes que l'on trouve très souvent dans la presse pour se référer aux migrations vénézuéliennes est complexe sachant que leurs définitions et leurs emplois varient selon les points de vue et les critères sélectionnés pour l'analyse. Nous discuterons ces termes et tenterons ainsi également de proposer une lecture critique et étayée de la caractérisation de ces flux migratoires depuis le tournant de 2015.

Il s'agira ainsi dans ce Mémoire de première année de se demander en quoi l'année 2015 a constitué un tournant dans les tendances et flux migratoires ainsi que dans les profils socio-économiques des migrants vénézuéliens en Colombie en comparant les années 2015-2019 à la période antérieure. La division de ces années en plusieurs phases nous permettra d'analyser l'évolution de la situation migratoire pour en observer des tendances et mieux comprendre la magnitude du phénomène actuel. Pour cela, nous étudierons les rapports annuels et chiffres mis à disposition par les autorités migratoires colombiennes ainsi que par différents organismes internationaux tout en tâchant d'apporter un regard critique sur les sources et leurs limites. La discipline à laquelle se rattache ce sujet de recherche est donc la géographie et les thématiques qui y sont étudiées sont la migration et la démographie.

Dans une première partie, nous définirons les sources choisies pour cette étude des flux migratoires et nous proposerons un cadre théorique et méthodologique propre au phénomène. Puis, dans une seconde partie nous présenterons chronologiquement les résultats correspondant à l'analyse des flux migratoires dont il est ici question en interprétant les chiffres et en détaillant également les spécificités propres à chaque type de flux et à chaque procédé ou statut migratoire. Dans une troisième partie nous analyserons les résultats obtenus en cherchant à comprendre l'existence, l'intensité, la soudaineté et la trajectoire de ces flux et pourquoi un tel tournant est survenu en 2015 à travers la recontextualisation du phénomène migratoire étudié en proposant des pistes qui auraient pu les motiver. Enfin, dans une dernière partie nous mettrons en perspective ces différents termes attribués de manière récurrente dans la presse ou dans des rapports colombiens et internationaux aux migrations vénézuéliennes afin d'apporter un second regard critique sur des sources - cette fois qualitatives après avoir étudié les sources quantitatives - pour comprendre quels sont les enjeux de la caractérisation de ces migrations.

# Partie 1

## I. Sources et méthodologie de la recherche

### A. Les sources

#### 1. Définition du type de sources

Dans le souci d'analyser de la manière la plus complète possible les flux migratoires vénézuéliens vers la Colombie et le changement dans leur dynamique ayant eu lieu depuis 2015, nous traiterons dans ce travail de recherche différents types de sources. Celles-ci seront tout d'abord quantitatives, puis par la suite qualitatives. L'absence de publications de rapports migratoires du gouvernement vénézuélien depuis quelques années ne nous permet pas d'obtenir les informations nécessaires à cette recherche par son intermédiaire, les sources que nous analysons ci-dessous proviennent donc uniquement du gouvernement colombien et d'organismes internationaux.

Les données chiffrées que nous utiliserons sont ainsi mises à disposition et calculées par des organismes migratoires colombiens, tels que le DANE (*Departamento Administrativo Nacional de Estadística*) qui réalise des sondages auprès des ménages et des recensements de population en Colombie depuis 1996 ; le DAS (*Departamento Administrativo de Seguridad*), qui était auparavant l'autorité migratoire de Colombie avant de devenir en 2011 l'entité *Unidad Administrativa Especial Migración Colombia* (UAEMC), communément appelée Migración Colombia, dont nous analyserons également les données chiffrées. Cette entité possède une section spéciale dédiée au Venezuela qui rend compte des informations relatives à l'immigration vénézuélienne en Colombie. Ces chiffres qu'elle publie sous forme de bilans disponibles en ligne sont, par conséquent, des données très précieuses et utiles à ce travail de recherche. Enfin, nous utiliserons également les chiffres mis à disposition sur la plateforme R4V, qui a été créée par l'ONU dans le but de mieux coordonner l'action de l'UNHCR et de l'OIM dans le cas de l'émigration vénézuélienne<sup>7</sup>. Cette plateforme nommée R4V « *Response for Venezuelans* » recense et actualise les chiffres relatifs à l'évolution de la situation

---

<sup>7</sup> Wilson Center, « Understanding the Venezuelan Refugee Crisis » [en ligne], 13 septembre 2019.

vénézuélienne. On y trouve les informations correspondant au nombre d'immigrés vénézuéliens présents dans les autres pays de manière légale, ainsi que le nombre de demandeurs d'asile et de réfugiés par pays de manière statistique.

Enfin, les données qualitatives que nous prendrons comme second type de sources viennent d'un corpus générique qui est constitué de lectures périphériques auxquelles nous aurons recours pour analyser les résultats obtenus. Ce corpus se compose d'articles de presse provenant de différents journaux occidentaux ou d'analyses réalisées sur le phénomène migratoire colombo-vénézuélien par des experts en migration et spécialistes de l'Amérique latine. Ces données que nous exploiteront correspondent ainsi aux divers termes et expressions qualitatives que ces sources emploient et attribuent aux flux migratoires étudiés. Elles nous permettront de voir de quelles différentes manières est perçu et présenté le changement ayant eu lieu dans les migrations vénézuéliennes depuis l'année 2015 puisque le vocabulaire caractérisant et catégorisant ces flux varie beaucoup d'une source à l'autre, ce qui témoigne de la complexité du phénomène mais surtout de ses enjeux sur le plan international.

## **2. Limites et fiabilité des sources**

Malgré l'abondance des études réalisées sur les migrations vénézuéliennes lors des dernières années et l'amélioration des services migratoires colombiens pour calculer et organiser ces flux, l'information disponible est toujours incomplète et discutable. Ainsi, la principale difficulté à laquelle ce travail de recherche se trouve confronté est sûrement la fiabilité des sources et des données dont nous disposons pour traiter le sujet. Les limites des sources quantitatives viennent, d'une part, du fait que les flux migratoires sont difficilement quantifiables et, d'autre part, du fait que les données chiffrées varient parfois énormément d'une source à l'autre. Par ailleurs, les informations qualitatives livrées au sujet des migrations vénézuéliennes par des journalistes dans la presse mais aussi par des spécialistes peuvent parfois refléter les intérêts qu'ont à faire valoir les organismes ou entités qui les publient.

Il est en effet complexe de rendre compte de manière chiffrée des flux migratoires puisqu'ils sont calculés à partir d'approximations statistiques qui impliquent par conséquent une marge d'erreur. Les registres annuels du DAS, DANE et de Migración Colombia fournissent des informations sur la mobilité des individus à travers les frontières nationales, ils ne renseignent donc que les flux migratoires légaux - qui sont comptabilisés, alors que les flux

migratoires illégaux ne peuvent être qu'estimés. L'information est donc partielle et approximative mais elle permet tout de même de repérer les tendances et schémas migratoires malgré le manque de données correspondant à ce dernier type de flux. Une autre limite à laquelle nous serons confrontés est liée au phénomène de la double nationalité car dans le contexte colombo-vénézuélien, les individus vénézuéliens qui se nationalisent en Colombie n'apparaissent ensuite plus sur les registres étrangers, il est donc difficile de les comptabiliser.

Par ailleurs, certaines caractéristiques migratoires enregistrées par les organismes colombiens dépendent des informations livrées par les migrants aux différents points de contrôle. Elles peuvent parfois ne pas correspondre entièrement à la réalité, il faut donc également considérer ce critère avec un relatif recul, notamment pour ce qui concerne le motif de la migration.

Il est également nécessaire d'analyser les chiffres livrés par les différents organismes avec une certaine distance, car comme le dit le journaliste et spécialiste d'Amérique latine Maurice Lemoine vis-à-vis du cas vénézuélien « *tant le HCR que l'OIM les établissent à partir de données que leur communiquent les pays récepteurs. Tous hostiles au Venezuela et donc enclins à gonfler l'ampleur du phénomène pour accréditer l'idée d'une catastrophe humanitaire*<sup>8</sup> ». L'absence de données provenant du gouvernement vénézuélien constitue ainsi une autre limite à ce travail de recherche puisque l'information disponible et traitée ne nous parvient que par les pays récepteurs d'émigrés vénézuéliens mais pas par le pays émetteur. Il n'est donc pas possible de confronter les données publiées par la Colombie et le reste de la communauté internationale à celles qu'auraient estimées les autorités vénézuéliennes. En effet, même si le chef d'État vénézuélien a indiqué dans un discours en septembre 2019 que « *han dicho que se han ido tres o cuatro millones. Nosotros tenemos nuestras cifras, y en los últimos tres años han salido entre 300.000 y 700.000 venezolanos*<sup>9</sup> », les informations provenant du Venezuela se sont données de manière verbale et n'ont pas fait l'objet de rapports fiables du SAIME (*Servicio Administrativo de Identificación, Migración y Extranjería*) ni de l'INE (*Instituto Nacional de Estadística*) qui n'a pas publié de recensement de population depuis 2011. Le vice-premier ministre vénézuélien Yván Gil a aussi démenti ces chiffres publiés par la Colombie en affirmant dans plusieurs interviews que les deux tiers des migrants étaient des colombiens immigrés au Venezuela ou correspondent à des migrations pendulaires de courte

---

<sup>8</sup> Lemoine, Maurice, *Venezuela, chronique d'une déstabilisation*, Editions Le Temps des Cerises, Montreuil, 2019. *op. cit.* p. 510.

<sup>9</sup> Europa Press, « Maduro acusa a la ONU de "mentir" y dice que solo han salido del país "entre 300.000 y 700.000" venezolanos » [en ligne]. 20 septembre 2019.

durée<sup>10</sup>. Il dénonce également une exagération des chiffres présentés par l'ONU et l'UNHCR qui se sont révélés être, selon lui, des organismes mettant leur action au service de leur position politique au cours des dernières années dans le cas vénézuélien.

Au regard de ces informations et analyses de la situation parfois divergentes, nous nous efforcerons de prendre la mesure des migrations vénézuéliennes en Colombie à travers une lecture critique des données vis-à-vis des producteurs de sources dans le but de traiter ces flux depuis la position la plus objective possible.

## **B. Cadre théorique et méthodologique**

Il s'agira dans cette partie d'exposer la méthodologie et les apports théoriques utilisés pour l'analyse des tendances et des trajectoires migratoires vénézuéliennes en Colombie.

### **1. Cadre théorique**

Nous verrons dans un premier temps les définitions pertinentes et nécessaires qui permettront de traiter le sujet de recherche, puis les théories de la migration sur lesquelles nous nous appuierons pour l'analyse des flux.

Tout d'abord, la migration est un des éléments faisant partie de la mobilité et se rapporte à de multiples allers-retours entre la région de départ et la région d'arrivée, elle ne peut donc être réduite à un mouvement à sens unique<sup>11</sup>. Nous verrons par ailleurs que la migration de retour et la mobilité pendulaire sont, dans le cas étudié, des exemples de ces déplacements de population pluriels, voire parfois quotidiens. En outre, l'entrée de vénézuéliens sur le territoire colombien, de manière définitive ou non, constitue un flux d'immigration pour la Colombie et d'émigration pour le Venezuela. Un migrant est défini comme « *une personne qui quitte son lieu de résidence habituelle pour s'établir à titre temporaire ou permanent et pour diverses raisons, soit dans une autre région à l'intérieur d'un même pays, soit dans un autre pays,*

---

<sup>10</sup> France24 « Yván Gil : las cifras de migraciones venezolanas no tienen bases científicas » [en ligne]. 4 décembre 2019.

<sup>11</sup> Géo Confluences, « Migrations » [en ligne], ENS Lyon.

*franchissant ainsi une frontière internationale*<sup>12</sup> », il devient donc immigré en s'installant dans le pays de destination. C'est ainsi un individu qu'on caractérise par sa mobilité et son changement de lieu de résidence.

Les théories de la migration sont très nombreuses et relèvent généralement du domaine de la sociologie, de l'économie et de la géographie. Pour s'appuyer sur des théories, il convient tout d'abord de déterminer de quel type de migrations il s'agit. Les migrations vénézuéliennes en Colombie constituent un cas particulier puisqu'elles correspondent à des migrations internationales mais aussi à un cas de migrations frontalières. Il s'agit donc d'un cas de migrations internationales entre pays frontaliers qui présentent ainsi des caractéristiques inhérentes à la migration internationale contemporaine et certaines des propriétés des migrations interrégionales latino-américaines<sup>13</sup>.

Afin d'expliquer les motifs déterminant la migration, les théories des migrations distinguent différents niveaux d'analyse : d'un côté l'approche macro-structurelle et de l'autre l'approche micro-individuelle. La macro permet de comprendre les flux migratoires de manière globale en analysant les schémas migratoires afin d'en remarquer des tendances. À l'inverse, la micro permet d'envisager la migration comme un mouvement répondant à des facteurs sélectionnés et recherchés sur le plan personnel par le migrant<sup>14</sup>.

À l'échelle micro-individuelle, la théorie néoclassique des migrations relie la décision individuelle de migrer au calcul coût-bénéfice de la migration. Selon cette théorie, la migration dépend fortement de l'offre et de la demande du marché du travail en lien direct avec la différence salariale entre deux zones géographiques. C'est avant tout une théorie économique, puisqu'elle aboutit à la conclusion que sans différence de revenus entre deux régions géographiques, il n'y aurait pas de flux migratoires<sup>15</sup>.

Le cadre conceptuel de Everett Lee de 1966 qui se base sur la distinction de facteurs *Push and Pull* met également en exergue l'importance du calcul individuel déterminant la migration<sup>16</sup>. Selon Lee, les pays d'émigration possèdent des « push factors », c'est-à-dire des

---

<sup>12</sup> OIM, « Termes clés de la migrations » [en ligne].

<sup>13</sup> Santana Rivas Daniel, « Geografía de la inmigración venezolana en Colombia entre 1993 y 2008. » [en ligne], Ar@cne, n°124, Université de Barcelone, septembre 2009.

<sup>14</sup> Piché, Victor, « Les théories migratoires contemporaines au prisme des textes fondateurs » [en ligne], in *Population*, janvier 2013, Vol. 68, p. 153-178.

<sup>15</sup> Cadwallader Martin T., *Migration and residential mobility: Macro and Micro approaches*, The University of Wisconsin Press, Londres, 1992. p. 8.

<sup>16</sup> Piché, Victor, « Les théories migratoires contemporaines au prisme des textes fondateurs » [en ligne], in *Population*, janvier 2013, Vol. 68, p. 155. *op. cit.*



facteurs poussant la population à quitter le pays pour s'installer dans un autre pays plus attractif possédant, à l'inverse, des « pull factors ». Les « push factors », peuvent être des évènements tels qu'une crise économique ou politique, une catastrophe naturelle etc. A contrario, les « pull factors » sont généralement liés à une croissance économique élevée, un bon système de santé, la stabilité politique etc. Il est pertinent d'analyser cette théorie au regard du contexte de crise ayant lieu au Venezuela. Même si la Colombie ne présente à priori pas les critères économiques et sociaux d'un pays de forte attraction, le Venezuela présente dans l'actualité de nombreuses caractéristiques considérées comme étant de répulsion sur le plan économique, social, sanitaire et politique.

Par ailleurs, les théorisations modernes tendent à mettre en avant le fait qu'une part des migrations répondrait aujourd'hui à une recherche de l'avantage comparatif qu'elles peuvent permettre non seulement à l'individu migrant mais aussi à ses proches restés dans le pays d'origine. La décision de migrer ne serait plus majoritairement prise de manière individuelle mais collective et se présenterait comme une stratégie familiale, c'est-à-dire qu'un membre du foyer migrerait vers une région où le salaire est plus élevé pour y travailler et ainsi permette au reste du foyer d'obtenir une amélioration de son niveau de vie en comparaison aux autres foyers locaux à travers l'envoi de *remesas*. Dans le contexte colombo-vénézuélien, on a en effet constaté que la différence salariale et de niveau de vie entre les deux pays s'est récemment fortement creusée à cause de la dévaluation de la monnaie vénézuélienne et de l'hyperinflation présente dans le pays. Cette théorie pourrait donc expliquer certains déterminants économiques de la migration des vénézuéliens dans le pays voisin.

En outre, d'après la théorie de la causalité cumulative de Douglas Massey de 1990, les réseaux de migrants constitueraient un lien entre les régions de départ et les régions de destination. Les réseaux de migrants réduisent les risques et les coûts de la migration pour les nouveaux migrants, c'est pour cela qu'on parle du capital social des réseaux. Par conséquent, les réseaux « *augmentent les probabilités de migrer*<sup>17</sup> » puisque « *différents mécanismes d'auto-alimentation interviennent pour perpétuer et élargir les flux migratoires au fil du temps*<sup>18</sup> ». La notion de réseaux est importante dans le contexte actuel colombo-vénézuélien parce qu'elle est fortement liée aux relations migratoires anciennes qu'ont entretenues ces deux pays avec la présence d'une forte expérience migratoire et d'une migration de retour.

---

<sup>17</sup> Piché, Victor, « Les théories migratoires contemporaines au prisme des textes fondateurs » [en ligne], in *Population*, janvier 2013, Vol. 68, p. 161. *op. cit.*

<sup>18</sup> *Ibid.*

## 2. Cadre méthodologique

Les disciplines qui étudient les phénomènes migratoires sont la géographie humaine et la démographie. La géographie humaine est l'étude de la population d'un point de vue spatial et géographique, alors que la démographie analyse la population depuis une perspective quantitative et statistique en s'intéressant à trois composantes qui sont : la natalité, la mortalité et la migration.

Comme le fait remarquer Daniel Santana Rivas dans son étude des migrations colombo-vénézuéliennes, un débat méthodologique existe en géographie de la population entre les partisans des analyses théoriques et ceux des analyses quantitatives, même si cette dernière correspond à la méthodologie qui est actuellement la plus utilisée<sup>19</sup>. Il explique aussi que pour étudier au mieux ces flux internationaux entre pays voisins, il est nécessaire d'adapter spécifiquement le cadre théorique et méthodologique à ce cas particulier. Nous adopterons donc une méthodologie quantitative en analysant les chiffres disponibles au regard des différentes théories exposées, des producteurs de sources et du contexte migratoire, historique, politique, économique et social colombo-vénézuélien.

Nous nous intéresserons à la fois à la distribution absolue des migrants vénézuéliens sur le territoire colombien, mais aussi à la distribution relative de cette population pour ainsi mieux saisir la magnitude de leur présence par rapport aux locaux. Nous renseignerons les données relatives aux affluences (les entrées et les sorties du territoire colombien) et les données relatives à la présence des vénézuéliens sur le territoire analysé (le nombre estimé d'immigrés) selon les périodes. Enfin, nous nous baserons sur l'évolution des soldes migratoires en fonction des différentes phases d'observation. Selon l'OIM, la migration nette correspond à :

la différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire d'un pays et le nombre de personnes qui en sont sorties pendant la même période. Synonyme de « solde migratoire » et de « balance migratoire ». La migration nette est qualifiée d'immigration nette lorsque l'immigration l'emporte sur l'émigration, d'émigration nette lorsque l'émigration l'emporte sur l'immigration<sup>20</sup>.

Les calculs de population sur une année donnée nous indiquent si le solde migratoire est positif ou négatif. Un solde migratoire annuel se calcule de la façon suivante :

---

<sup>19</sup> Santana Rivas Daniel, « Geografía de la inmigración venezolana en Colombia entre 1993 y 2008. » [en ligne], Ar@cne, n°124, Université de Barcelone, septembre 2009. *op. cit.*

<sup>20</sup> OIM, « Termes clés de la migrations » [en ligne]. *op. cit.*

Population au 1<sup>er</sup> janvier (t+1) = Population au 1er janvier t + (Naissances de l'année t – Décès de l'années t) + (Immigration de l'année t – Emigration de l'année t)<sup>21</sup>

Enfin, pour cerner en quoi l'année 2015 a constitué un tournant dans les migrations vénézuéliennes en Colombie, nous comparerons les années 2015-2019 à la période antérieure dans un ordre chronologique. Puis, dans le but d'analyser l'évolution des flux migratoires sur la période étudiée, nous tenterons de proposer un découpage de celle-ci en plusieurs phases afin de distinguer les différentes tendances ou vagues migratoires notables.

## **Partie 2**

### **II. Les flux migratoires vénézuéliens en Colombie : résultats**

Au 31 décembre 2019, pour une population vénézuélienne d'environ 32 millions d'habitants, le nombre de réfugiés et migrants vénézuéliens se trouvant hors du pays correspondait à 4 769 498 individus, desquels 1 771 237 se trouvaient en Colombie<sup>22</sup>. Ce dernier chiffre sera au cœur du propos de ce Mémoire. Est-il considérable ? Comment le comprendre et qu'implique-t-il ? Quelles en sont ses origines et ses explications ?

#### **A. Diagnostic des flux migratoires analysés**

De quels types de flux parle-t-on lorsque qu'on traite les migrations vénézuéliennes en Colombie ? Nous examinerons ici ces différents types afin de voir lesquels ont augmenté et lesquels ont diminué si tel est le cas, selon les périodes et de quoi cela pourrait-il venir. Puis, nous passerons en revue les divers statuts et permis octroyés aux migrants par les autorités colombiennes dans le but de construire un panorama général de la situation migratoire dont il est ici question.

---

<sup>21</sup> Cornuau Frédérique, Dunezat Xavier, « L'immigration en France : concepts, contours et politiques » [en ligne], *Espace, populations, sociétés*, février 2008. p. 331-352.

<sup>22</sup> Migración Colombia, « Total de Venezolanos en Colombia corte a 31 de diciembre de 2019 » [en ligne]. 25 février 2020. *op. cit.* p. 2.

## 1. Types de flux

Comme nous l'avons vu, ce sont avant tout des migrations internationales, par opposition aux migrations internes car elles impliquent le passage d'une frontière, en l'occurrence, de la frontière colombo-vénézuélienne. De plus, le Venezuela et la Colombie se situent dans une même région du monde étant l'Amérique du Sud, les flux migratoires existant entre ces deux pays sont donc des flux Sud/Sud<sup>23</sup>.

Nous remarquons la distinction entre trois types de flux que nous traiterons distinctement : les migrations visant l'installation permanente, les flux migratoires quotidiens dits « pendulaires » ou « circulaires » dans la zone frontalière et enfin la migration de transit qui est le passage à travers un ou plusieurs pays avant de s'installer ensuite dans un autre.

La mobilité pendulaire se constitue d'individus vivant et se déplaçant dans la zone frontalière pouvant réaliser parfois plusieurs déplacements par jour d'un pays à l'autre. Elle est enregistrée et calculée par Migración Colombia grâce à la TMF (*Tarjeta de Movilidad Fronteriza*) qui autorise le déplacement de ces individus dans la zone frontalière délimitée par les autorités migratoires colombiennes. Nous remarquons qu'en 2018, environ 47% des vénézuéliens réalisant des mobilités pendulaires ont fait une demande de TMF dans le but de traverser la frontière vers la Colombie pour y acheter des aliments et produits de première nécessité<sup>24</sup>. Il est important de noter que ces individus ne sont pas comptabilisés en tant que population immigrée, on mesure alors ce type de mobilité grâce aux entrées et aux sorties du territoire ainsi qu'au nombre de détenteurs de la TMF.

Les migrations de transit ne sont pas non plus comptabilisées dans la population immigrée puisqu'elles représentent le passage des émigrés vénézuéliens par le territoire colombien afin d'atteindre un tiers pays, tels que l'Équateur, le Pérou, le Chili ou l'Argentine etc. Selon Migración Colombia, les migrations de transit se font principalement à pied ou en transports en commun et trois principales routes auraient été identifiées entre Cúcuta et l'Équateur. Toujours selon l'autorité migratoire colombienne, le transit par la Colombie durerait approximativement 26 heures en transports en commun et de 10 à 15 jours à pied<sup>25</sup>.

---

<sup>23</sup> Wihtol De Wenden, Catherine, *L'immigration découvrir l'histoire, les évolutions et les tendances des phénomènes migratoires*, Groupe Eyrolles, Paris, 2017. p. 26.

<sup>24</sup> Migración Colombia, « Colombia y Venezuela, más que 2 200 kilómetros de frontera: especial de 3 años » [en ligne], 3 septembre 2018. p.10.

<sup>25</sup> *Ibid.* p.16.

## 2. Migrations régulières, irrégulières, permis et statuts des migrants

Dans le cas des flux migratoires vénézuéliens en Colombie, les migrations pendulaires, de transit, et à vocation de permanence apparaissent à la fois de manière régulière et de manière irrégulière.

La migration régulière est définie selon l'OIM comme la « *migration internationale effectuée en conformité avec le cadre légal du pays d'origine, de transit et de destination*<sup>26</sup> ». Pour se trouver en Colombie de manière légale, les vénézuéliens doivent avoir présenté leur passeport à un des points de contrôle frontaliers habilités et ne pas dépasser la limite de la durée de séjour qui leur est autorisée. Le PIP (*Permiso de Ingreso y Permanencia*) est une autorisation d'entrée et un titre de séjour qui est délivré aux vénézuéliens entrant légalement dans le pays. Il a une validité de 90 jours, sauf s'il est renouvelé sur demande (*Prórroga de Permanencia*) pour une seconde période de 90 jours supplémentaires. La durée maximum de séjour est donc de 180 jours à l'année. La *Cédula de Extranjería* (CE) est le document d'identité qui est donné par les autorités migratoires colombiennes aux étrangers possédant un visa de plus de 90 jours, elle fait office de carte de résident.

Par opposition, la migration irrégulière est la « *migration internationale contrevenant au cadre légal du pays d'origine, de transit ou de destination*<sup>27</sup> ». Il est également intéressant de faire remarquer qu' « *il y a migration clandestine soit en cas d'entrée irrégulière sur le territoire d'un État, soit en cas de maintien sur le territoire d'un État au-delà de la durée de validité du titre de séjour, soit encore en cas de soustraction à l'exécution d'une mesure d'éloignement*<sup>28</sup> ». La migration irrégulière ou clandestine s'obtient à travers deux sources différentes, soit avec les données statistiques que réalisent les autorités migratoires à partir d'estimations du nombre de vénézuéliens entrant par des zones de la frontière qui ne sont pas autorisées, soit en recensant les données des vénézuéliens étant entrés de manière légale et n'étant pas ressortis du territoire par un point de contrôle frontalier au terme de leur durée de séjour autorisée.

---

<sup>26</sup> OIM, « Termes clés de la migrations » [en ligne]. *op. cit*

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> *Ibid.*

Sur les 1 771 237 immigrants vénézuéliens en Colombie à la date du 31 décembre 2019, les autorités migratoires colombiennes ont comptabilisé 754 085 individus en situation régulière et 1 017 152 en situation irrégulière<sup>29</sup>. Cette tendance à l'irrégularité est particulièrement récente puisqu'en 2017, Migración Colombia avait répertorié 755 000 migrants vénézuéliens en situation régulière pour seulement 374 000 migrants vénézuéliens en situation irrégulière<sup>30</sup>. Une forte hausse des flux migratoires illégaux a donc eu lieu entre la fin d'année 2017 et la même période pour l'année 2019. Face à cette migration irrégulière, des vérifications sont effectuées et des sanctions sont fixées par l'organisme migratoire colombien. Pendant l'année 2018, Migración Colombia a réalisé 2 792 sanctions économiques, 674 déportations et 294 expulsions de vénézuéliens hors du territoire national, ce qui est relativement peu compte tenu des entrées quotidiennes illégales importantes pour cette date, mais très élevé en comparaison aux années antérieures où les sanctions étaient peu fréquentes.

Face à cette migration irrégulière importante et croissante, le PEP, *Permiso Especial de Permanencia*, a été mis en place par les autorités migratoires colombiennes en août 2017 comme une alternative permettant de régulariser la situation des migrants vénézuéliens entrés en Colombie de manière illégale avant le 28 juillet 2017, ou étant restés en Colombie après l'expiration de leur titre de séjour (PIP). C'est un permis à vocation de résidence permanente qui a une durée de validité de 2 ans à partir de sa date de délivrance et permet à son détenteur d'accéder au système bancaire du pays, de travailler, d'étudier et de cotiser. Après ces deux ans, le détenteur doit faire une demande de visa auprès du ministère des affaires étrangères ou quitter le pays. En outre, plusieurs versions du PEP ont été octroyées par le gouvernement colombien. La première version a été délivrée à 68 875 vénézuéliens, la deuxième version à 112 597 et enfin la troisième à 233 806 vénézuéliens, soit à un total de 415 298 individus à la date de septembre 2018.

De plus, le RAMV, *Registro Administrativo de Migrantes Venezolanos*, a été ouvert en avril 2018 par le gouvernement colombien dans le but de permettre aux vénézuéliens entrés illégalement sur le territoire de régulariser leur situation.

Par ailleurs, la TMF, la *Tarjeta de Movilidad Fronteriza*, est le permis qui autorise le déplacement des migrants pendulaires dans la zone frontalière délimitée par les autorités

---

<sup>29</sup> Migración Colombia, « Total de Venezolanos en Colombia corte a 31 de diciembre de 2019 » [en ligne]. Février 2020. p. 2.

<sup>30</sup> Migración Colombia, « Colombia y Venezuela, más que 2 200 kilómetros de frontera: especial de 3 años » [en ligne]. Septembre 2018. p.5.

migratoires colombiennes. Ce permis comptait en septembre 2018 environ 1 600 000 détenteurs principalement localisés dans les départements vénézuéliens de Táchira, Zulia, Carabobo, Lara et enfin Barinas<sup>31</sup>. Dans le contexte migratoire colombo-vénézuélien marqué par un passé historique complexe et un certain dynamisme des flux binationaux depuis plus de 60 ans, la TMF s'est imposée comme le procédé le plus adapté à la situation de très forte affluence dans la zone frontalière et d'augmentation croissante de la migration pendulaire à mesure que les pénuries se généralisaient au Venezuela. C'est pourtant un procédé peu commun sur le continent américain qui témoigne ainsi de la particularité du contexte migratoire étudié en plus de la présence d'autres facteurs comme la forte expérience migratoire dans les deux pays, la présence d'une migration de retour et par conséquent l'existence d'une forte population possédant la double nationalité.

### **3. Migration de retour, double nationalité et expérience migratoire**

Les notions d'expérience migratoire, de migration de retour et de double nationalité sont centrales dans le contexte des migrations colombo-vénézuéliennes puisqu'elles témoignent de la complexité et des origines du phénomène migratoire étudié. En effet, les migrations vénézuéliennes ayant lieu en Colombie depuis 2015 ne peuvent se dissocier ni se traiter distinctement des importantes migrations colombiennes ayant eu lieu vers le Venezuela depuis les années 1960.

Par ailleurs, les migrations en chaîne se réalisent de plus en plus avec l'augmentation des mobilités internationales dans le contexte de la Mondialisation. Nous remarquons par conséquent une augmentation des réseaux de migrants dans les pays d'accueil, ayant pour avantage de faciliter l'arrivée et l'insertion du migrant : « *les migrations sont alimentées par des réseaux transnationaux familiaux, essentiellement, mais aussi par les migrants de la même région venus antérieurement, par les liens historiques, linguistiques et géographiques antérieurs (parfois d'origine coloniale)*<sup>32</sup> ». Pour ce qui en est du cas colombo-vénézuélien, ces réseaux sont directement liés à la forte expérience migratoire et aux migrations de retour.

---

<sup>31</sup> Voir annexe 1.

<sup>32</sup> Wihtol De Wenden, Catherine, *L'immigration découvrir l'histoire, les évolutions et les tendances des phénomènes migratoires*, Groupe Eyrolles, Paris, 2017. *op. cit.* p.18.

La migration de retour est la « *migration ramenant une personne à son lieu de départ – pays d'origine ou lieu de résidence habituelle – généralement après un séjour d'une année au moins à l'étranger. La migration de retour peut être volontaire ou forcée. Elle inclut le rapatriement librement consenti*<sup>33</sup> ». Peu d'études quantitatives ont été réalisées sur la migration de retour pour la période antérieure à 2015. Les chiffres disponibles sont donc rares mais selon plusieurs analyses, les premières vagues migratoires de l'émigration vénézuélienne vers la Colombie correspondraient à des flux migratoires de colombiens qui avaient précédemment migré au Venezuela pour s'y installer et ayant, durant cette période, migré de retour vers la Colombie, parfois avec leurs enfants nés au Venezuela et possédant ainsi la nationalité vénézuélienne :

Cifras no oficiales cuentan más de cuatro millones de colombianos que residen en Venezuela, incluyendo los hijos de estos migrantes, es decir, los migrantes de segunda generación con opción de doble nacionalidad; según el presidente Nicolás Maduro, serían más de cinco millones, pero el subregistro es tal que de momento la cifra oficial queda en menos de un millón de colombianos que residen en Venezuela<sup>34</sup>.

Un sondage réalisé en 2008 indiquait que 28,2% des colombiens rentrés au pays provenaient du Venezuela, la migration de retour n'est donc pas récente<sup>35</sup>. De plus, au cours de la même année, Santana Rivas a tenté de mettre au point un moyen de calculer cette migration en mettant en relation les chiffres correspondant aux immigrés vénézuéliens se trouvant dans chaque département colombien avec les colombiens ayant migré au Venezuela dans le passé<sup>36</sup>. Cette migration passée reflète ce qu'on appelle l'expérience migratoire :

la experiencia emigratoria hace referencia al hecho de haber salido de un lugar y haberse establecido allí durante un tiempo. Este término implica un movimiento anterior en el tiempo. La experiencia migratoria es definida operacionalmente como el número de personas que emigraron a un destino en un lapso de tiempo anterior y que ahora son censadas en su país de nacimiento<sup>37</sup>.

Nous savons que la migration de retour correspondrait à 67% des flux totaux d'immigration de vénézuéliens en Colombie pour l'année 2017, contre seulement 30% pour l'année 2018<sup>38</sup>. Selon Christian Krüger Sarmiento, le directeur général de Migración Colombia, à la date d'août 2017 environ 40% des vénézuéliens entrant en Colombie posséderaient la

---

<sup>33</sup> OIM « Glossaire de la migration » [en ligne]. No. 9, Genève, 2007.

<sup>34</sup> Castro Franco, Alexandra (ed.), « Migración de retorno en el contexto de la crisis venezolana », Bogota, Universidad Externado de Colombia, avril 2019. p. 70.

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> Santana Rivas Daniel, « Geografía de la inmigración venezolana en Colombia entre 1993 y 2008. » [en ligne], Ar@cne, n°124, Université de Barcelone, septembre 2009. *op. cit.*

<sup>37</sup> *Ibid.*

<sup>38</sup> Pismataro Ramos Francesca (dir.), « Retos y oportunidades de la movilidad humana venezolana en la construcción de una política migratoria colombiana » [en ligne], septembre 2018, p. 12.



double nationalité, environ 30 à 35% des migrants seraient des colombiens migrant de nouveau en Colombie et donc seulement 30% seraient des citoyens vénézuéliens ne provenant pas d'une migration de retour<sup>39</sup>. La part des flux correspondant à une migration de retour a, en effet, été très conséquente jusqu'à 2017 dans les flux totaux du Venezuela vers la Colombie, mais elle a énormément diminué depuis 2018 en comparaison aux flux de citoyens vénézuéliens n'ayant pas d'origines colombiennes directes.

En outre, comme nous le verrons l'année 2015 représente un tournant dans les migrations vénézuéliennes en Colombie de manière générale, mais aussi dans les profils de migrants colombiens ou vénézuéliens d'ascendance colombienne migrant de nouveau en Colombie :

la migración de retorno de colombianos podría dividirse en dos categorías: por un lado, la de quienes regresaron en los primeros años del chavismo, en una situación económica favorable, y por otro, la de los que están regresando en condiciones menos favorables y de mayor vulnerabilidad desde 2015<sup>40</sup>.

## **B. Le tournant de 2015 : état des lieux de la situation par période**

L'année 2015 est une date cruciale dans l'évolution de l'émigration vénézuélienne, puisqu'elle marque un tournant à travers l'apparition de deux événements : la fermeture temporaire de la frontière par le président vénézuélien et la déportation de citoyens colombiens du Venezuela. Après cette date, les flux migratoires se dirigeant du Venezuela vers la Colombie se sont considérablement intensifiés et un basculement s'est opéré dans les dynamiques migratoires des deux pays. C'est également après cette année-ci qu'on note un changement dans les profils des migrants vénézuéliens en fonction de leurs catégories socio-économiques. Les vénézuéliens migrant en Colombie ne sont ainsi plus les mêmes avant 2015 qu'après cette date.

Il paraît donc intéressant de comparer la période 2015-2019 à la période antérieure sur un modèle passé *versus* actualité, avec l'année 2015 comme moment d'inversement des tendances, statuts et soldes migratoires, marquant le début d'une crise frontalière de 2015 à 2016, puis d'une explosion migratoire ayant lieu depuis 2017.

---

<sup>39</sup> La Republica, « Del total de venezolanos que entra a Colombia, 40% tiene doble nacionalidad » [en ligne]. 17 août 2017.

<sup>40</sup> Castro Franco, Alexandra (ed.), « Migración de retorno en el contexto de la crisis venezolana », Bogota, Universidad Externado de Colombia, avril 2019. *op. cit.* p. 73.

## 1. L'avant 2015 : migrations de retour, migrations pour motifs politiques et *Brain Drain*

Pour ce qui en est des chiffres, l'information disponible avant 2011 (année où naît Migración Colombia) est très variable. Les autorités migratoires colombiennes et les recensements de population ciblaient principalement leur action sur le renseignement de données relatives à l'émigration colombienne internationale et aux déplacements de population internes plutôt qu'à l'immigration dans le pays, encore peu élevée à cette date.

### a) *Différentes vagues migratoires*

La tendance à la hausse de l'émigration de colombiens au Venezuela se poursuit jusqu'en 2013<sup>41</sup>, nous remarquons ensuite une diminution de ces flux s'accroissant jusqu'aux fermetures de la frontière par le gouvernement vénézuélien en 2015 bien que le Venezuela ne fût déjà plus la seconde destination privilégiée des migrants colombiens mais la quatrième pour la période de 2009 à 2013<sup>42</sup>. Les années antérieures à 2015 se caractérisent donc par une baisse des flux migratoires de colombiens vers le Venezuela et parallèlement par une hausse des flux de vénézuéliens vers la Colombie. On parle à l'époque pour ces derniers flux d'une première émigration constituée d'individus d'ascendance colombienne, de travailleurs qualifiés et d'un groupe d'élites et d'opposants politiques aux gouvernements qui vont être de plus en plus nombreux après les événements de 2002-2003

Certains spécialistes des migrations, comme le professeur chercheur à *l'Observatorio de Venezuela*, Ronal Rodríguez, avancent la possible division du phénomène migratoire vénézuélien en quatre phases ou vagues migratoires<sup>43</sup>. La première aurait eu lieu de 1999 à 2002 et aurait été motivée par des raisons principalement politiques poussant des membres de l'élite intellectuelle et des opposants à la politique du nouveau chef d'État, Hugo Chávez, élu en 1998 à émigrer. La seconde vague migratoire se serait déroulée de 2003 à 2009 et aurait été constituée d'individus fuyant les persécutions politiques et socio-économiques. La troisième vague migratoire que décrit Ronal Rodríguez se serait développée entre 2010 et 2014, c'est au cours de cette période que la classe moyenne aurait commencé à quitter le pays. Enfin, la

---

<sup>41</sup> Voir annexe 2.

<sup>42</sup> Pacheco Ríos, Gladys, « Idas y venidas: el flujo migratorio entre Colombia y Venezuela 1999-2015 » [Mémoire], [en ligne]. Universidad militar Nueva Granada, Bogota, 2016.

<sup>43</sup> Pismataro Ramos Francesca (dir.), « Retos y oportunidades de la movilidad humana venezolana en la construcción de una política migratoria colombiana » [en ligne], septembre 2018. *op. cit.*

dernière phase de 2015 à nos jours, correspondrait selon le professeur chercheur à une vague migratoire intense, liée à la « crise humanitaire » ayant lieu au Venezuela.

On peut constater que l'évolution de l'émigration n'a pas exactement été similaire pour tous les pays de destination. La division de celle-ci en plusieurs phases, telle que détaillée précédemment, ne représente pas totalement le déroulement de l'émigration vénézuélienne ayant spécifiquement eu lieu en Colombie. Les migrations vénézuéliennes en Colombie se différencient des tendances constatées pour l'émigration vénézuélienne générale puisqu'elles ont dans un premier temps été motivées par des migrations de retour, ce qui en fait leur particularité car ce type de migration a peu été constaté dans les autres pays. En outre, le phénomène de *Brain Drain* a été plus tardif à se développer en Colombie que dans certains autres pays comme les États-Unis ou l'Espagne, par exemple, d'où la différence de profil socio-économiques entre les migrants vénézuéliens en Colombie et les migrants vénézuéliens dans les autres pays occidentaux pour cette période.

Le *Brain Drain* est un flux composé de travailleurs hautement diplômés et qualifiés qui a connu une hausse significative après 2002. Les grèves dites « du pétrole », le coup d'État et les premières expropriations réalisées par le gouvernement en 2002 représentent, en effet, un changement brutal tant sur le plan politique que social et économique au Venezuela, ayant eu pour répercussion une augmentation de flux de retour (principalement vers la Colombie) de travailleurs qualifiés, d'élites et d'opposants politiques au gouvernement. Des grèves se sont mises en place après la prise en charge des activités de la PDVSA par le gouvernement vénézuélien qui a ensuite expulsé les grévistes et les opposants au régime. Ce sont 17 871 employés de l'entreprise qui sont licenciés en 2003, soit environ 50% de la main d'œuvre et la quasi-totalité de l'équipe de direction de l'entreprise<sup>44</sup>. Une partie d'entre eux a ensuite migré en Colombie au cours de cette période. Pierre de Chantenay analyse ce type de flux et explique en 2015 qu'au Venezuela :

les salaires sont très bas, 30 dollars par mois pour un professeur d'école, ce qui a conduit nombre d'entre eux à quitter le pays. Un professeur d'université gagne 60 dollars au Venezuela, alors qu'il en gagne 5 000 en Équateur. 1 600 d'entre eux sont partis en 4 ans. Le salaire minimum est de 7 522 bolivars par mois. Du coup, 1,5 million de Vénézuéliens se sont expatriés. Le pays perd ses compétences. Des milliers de médecins sont également partis, 10 300 depuis 2003<sup>45</sup>.

---

<sup>44</sup> Pismataro Ramos Francesca (dir.), « Retos y oportunidades de la movilidad humana venezolana en la construcción de una política migratoria colombiana » [en ligne], septembre 2018. *op. cit.*

<sup>45</sup> Chantenay, Pierre, « Le Venezuela, un pays affaibli et divisé » [en ligne] in *Etudes*, juillet-août 2015. p.8.

## ***b) Une augmentation des flux vénézuéliens en Colombie ?***

Par ailleurs, la population vénézuélienne d'origine colombienne et la population colombienne immigrée au Venezuela seraient à l'origine d'une première hausse de flux constituant une migration de retour. La nette augmentation du nombre de cartes de résident (*Cédulas de Extranjería*) délivrées à des citoyens vénézuéliens témoigne de l'augmentation du nombre d'immigrés vénézuéliens ne possédant pas la nationalité colombienne et devant donc faire la réclamation d'une carte de résident pour pouvoir y rester de façon permanente<sup>46</sup>. Le nombre de cartes de résident délivrées à des vénézuéliens a augmenté de manière constante entre le recensement du DANE de 2005 et celui de 2011 et a presque été multiplié par 4 entre 2007 et 2008 avec la crise économique<sup>47</sup>. En outre, quinze nouveaux postes de contrôle frontaliers sont créés au cours de l'année 2008 en raison de l'affluence toujours plus élevée à la frontière.

À partir des années 2000, l'augmentation de la mobilité entre les deux pays se constate aussi bien au niveau des entrées que des sorties, cependant les entrées de vénézuéliens sur le territoire colombien sont déjà plus élevées que les sorties. En 2008, on compte 254 232 entrées légales de vénézuéliens et 233 415 sorties<sup>48</sup>. Le solde migratoire de l'année est donc positif pour l'immigration vénézuélienne en Colombie (d'une valeur de 20 817), mais le solde migratoire total est négatif pour la Colombie qui émet plus de flux d'émigration de sa population nationale qu'elle ne reçoit de flux d'immigration<sup>49</sup>. Cette différence entre les soldes migratoires des deux pays va se réduire petit à petit d'une année sur l'autre jusqu'au basculement de 2015.

Par la suite, le Venezuela sort de manière effective de la CAN en 2011 et Migración Colombia est créée en réponse à la nécessité de mieux mesurer et contrôler la migration et les frontières colombiennes. Pour l'année 2012, l'entité comptabilise 261 343 entrées de vénézuéliens sur le territoire, pour 238 084 sorties. On constate donc une augmentation entre les chiffres de 2012 par rapport à ceux de 2008, mais cette augmentation est encore loin d'être massive comme elle le sera par la suite.

---

<sup>46</sup> Voir annexe 3.

<sup>47</sup> Voir annexe 4.

<sup>48</sup> DANE, «Anuario estadístico 2008 – entradas y salidas internacionales de Colombia » [en ligne]. Bogota, 2012. p. 67.

<sup>49</sup> DANE, « Anuario de movimientos internacionales de viajeros de colombia 2013 » [en ligne]. Bogota, juillet 2014.

Enfin, ce sont en 2014, 291 539 vénézuéliens qui entrent en Colombie et 274 739 qui en ressortent. Le solde migratoire colombien total vers le Venezuela qui était négatif en 2013 avec une valeur de -46 082, se réduit en 2014 avec une valeur de -2 203, avant de devenir positif en 2015 avec 39 587 entrées de plus que de sorties<sup>50</sup>. C'est ici que s'opère le point de basculement. La différence entre les soldes migratoires colombiens qui étaient négatifs depuis une cinquantaine d'années et les soldes migratoires positifs de vénézuéliens en Colombie, s'est réduite avec le temps, jusqu'à ce que survienne un renversement des tendances migratoires en 2015. Le solde migratoire total colombien devient ainsi positif à partir de cette année, qui comptabilise pour la première fois plus d'entrées (de nationaux et de non-nationaux confondus) sur son territoire que de sorties.

## **2. L'année 2015 : un tournant migratoire**

L'année 2015 est fondamentale dans la compréhension du phénomène des flux entre les deux pays, puisqu'elle marque le début d'une crise frontalière et un renversement des tendances, trajectoires et dynamiques migratoires colombo-vénézuéliennes ainsi qu'un changement du profil socio-économique des migrants vénézuéliens. L'élément que l'on considère comme le déclencheur de ce tournant correspond à la crise frontalière de l'été 2015.

Si cette tendance à la hausse de l'émigration avant 2015 s'est majoritairement manifestée par une migration de retour, des flux de *Brain Drain*, des élites intellectuelles, des opposants politiques aux gouvernements et du personnel qualifié de la PDVSA licencié après 2002-2003, la période 2015-2019 recense un groupe de migrants vénézuéliens tout autre. En effet, les migrants sont après cette date majoritairement issus de classes socio-économiques plus pauvres et sont plus nombreux que le groupe de migrants précédent à ne pas provenir d'une migration de retour. L'année marque également un changement dans les trajectoires migratoires, avec une très forte augmentation de la migration de transit de vénézuéliens par la Colombie pour ensuite ressortir vers un tiers pays.

---

<sup>50</sup> DANE, « Anuario de movimientos internacionales de viajeros 2015 » [en ligne]. Bogota, janvier 2017. p. 58-59.

### a) *La crise frontalière*

Une crise frontalière s'est peu à peu installée avec la fermeture temporaire de la frontière par le gouvernement vénézuélien et l'expulsion de plus de 2 200 immigrants colombiens du Venezuela, suivi du retour volontaire en Colombie de plus de 18 000 colombiens avec leurs familles<sup>51</sup>. Le Venezuela ferme sa frontière avec le pays voisin le 19 août 2015, puis deux jours plus tard, le 21 août, le pays déclare l'état d'exception dans la zone frontalière et commence une déportation d'immigrants colombiens présents sur son territoire. La déportation constitue :

en droit des conflits armés, transfert forcé, individuel ou en masse, de personnes civiles hors d'un territoire occupé. Aux termes de la Convention (IV) de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (1949, art. 147) et du Protocole additionnel I relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (1977, art. 85), la déportation constitue un crime de guerre<sup>52</sup>.

Le pays réouvre sa frontière lors du week-end du 30 juillet et du 6 août 2015. Pendant ces week-ends, ce sont plus de 110 000 vénézuéliens qui entrent par jour en Colombie pour se ravitailler en produits de première nécessité. Une première aide humanitaire entre également dans le pays. Ces déportations ainsi que les multiples fermetures et réouvertures de la frontière ont, par la suite, mené à une situation de crise frontalière.

Nous remarquons que les calculs d'entrées et de sorties de vénézuéliens pour cette année-ci sont très variables d'une étude à l'autre. Alors que Migración Colombia comptabilise 329 478 entrées pour 314 666 sorties de vénézuéliens, les rapports publiés par le DANE recensent une affluence totale de 1 255 563 mouvements de vénézuéliens. Le basculement de l'année 2014 à l'année 2015 ne constitue par un tournant au niveau des chiffres d'entrées et de sorties puisque qu'on ne passerait que de 291 539 entrées en 2014 à 329 478. Cette hausse de 13% entre les deux années n'est pas fulgurante ni exponentielle mais elle est tout de même conséquente étant donné le contexte particulier de fermeture de la frontière qui a limité le passage de migrants d'un pays à l'autre. La population vénézuélienne immigrée en Colombie passe ainsi selon Migración Colombia de 23 573 individus en 2014 à 31 471 en 2015, soit une hausse de 34%<sup>53</sup>, ce qui est nettement moins élevé que celles des années suivantes avec 53 747 vénézuéliens recensés en Colombie pour l'année 2016, soit 71% de plus que pour l'année 2015.

---

<sup>51</sup> Migración Colombia, « Especial - Así ha sido la evolución de la crisis migratoria venezolana - corte agosto 31 de 2019 » [en ligne], 24 octobre 2019.

<sup>52</sup> OIM « Glossaire de la migration » [en ligne], N. 9, Genève, 2007. *op. cit.*

<sup>53</sup> Migración Colombia, « Especial - Así ha sido la evolución de la crisis migratoria venezolana - corte agosto 31 de 2019 » [en ligne], 24 octobre 2019. *op. cit.*

L'année 2016 débute également par une nouvelle fermeture de la frontière qui est réouverte le 13 août entre 5h et 20h. On comptabilise lors de cette année-ci une moyenne de 50 000 entrées de vénézuéliens par jour avec un solde migratoire correspondant aux mouvements de vénézuéliens en Colombie d'une valeur de 105 347<sup>54</sup>.

### ***b) Conséquences et répercussions de la crise frontalière***

La Colombie, qui était auparavant un pays émetteur de migrants et qui possédait un solde migratoire négatif depuis plus d'une cinquantaine d'années devient en 2015 un pays recevant plus de migrants internationaux qu'elle n'en émet. Après cette date, les flux migratoires se dirigeant du Venezuela vers la Colombie se sont également considérablement intensifiés. Le Venezuela n'avait jamais été un pays de forte émigration internationale mais il est aujourd'hui un des premiers pays expulseurs de migrants au monde. L'inversion de ces statuts et soldes migratoires entre les deux pays marque un grand tournant dans les relations migratoires binationales et constitue ainsi un point d'inflexion : « *l'actuelle dissémination de Vénézuéliens en Amérique, en Europe et même au-delà apparaît comme un renversement de l'histoire de ce qui a longtemps été perçu comme un Eldorado – au sens propre puis figuré – pour tous types de migrants, paupérisés, aventuriers et/ou persécutés*<sup>55</sup> ».

La tendance à la migration de retour et au *Brain Drain* va peu à peu laisser place à une migration constituée d'individus ne provenant pas forcément d'une migration de retour mais de classes moyennes et inférieures. Alors que la période précédente se constituait en partie de migrants provenant de classes moyennes supérieures et de l'élite intellectuelle, certains spécialistes évoquent après 2015 une « *massification et une paupérisation des flux*<sup>56</sup> ». Fabrice Andreani et Lucie Laplace expliquent que ce basculement du phénomène a pris la forme d'une « *démultiplication sans commune mesure des candidats au départ, mais aussi de diversification tout aussi inédite de leurs profils socioprofessionnels et idéologiques, de leurs lieux de destination, de leurs moyens d'y parvenir et de leurs devenir une fois arrivés à bon port*<sup>57</sup> ». Ce sont ainsi des vénézuéliens venant de catégories sociales variées et plus pauvres qui vont migrer à partir de 2015. Les trajectoires migratoires vont également se multiplier et la migration terrestre va augmenter au détriment de l'avion avec une très forte hausse de la migration de

---

<sup>54</sup> DANE, « Anuario de movimientos internacionales de viajeros 2016 » [en ligne], Bogota, mars 2018. p. 49-52.

<sup>55</sup> Andreani Fabrice, Laplace Lucie, « Quand la (contre-)révolution vote avec ses pieds : penser l'explosion migratoire vénézuélienne », [en ligne]. *Hérodote*, vol. 171, no. 4, 2018. *op. cit* p. 31.

<sup>56</sup> *Ibid.* p. 36.

<sup>57</sup> *Ibid.*

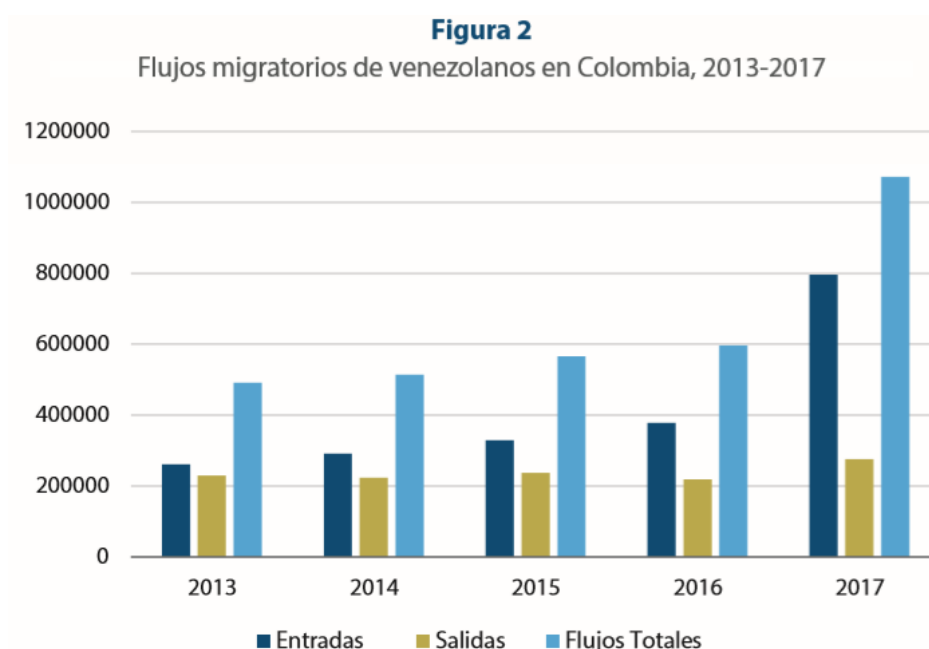
transit. Le changement que constitue cette année dans les trajectoires migratoires s'observe ainsi dans le choix de destinations des émigrés vénézuéliens qui ne seront plus principalement les pays du Nord, tels que les États-Unis ou l'Espagne, mais les autres pays du sous-continent et principalement la Colombie<sup>58</sup>.

### 3. La période 2017-2019 : forte intensification des flux

L'année 2017 représente un véritable boom migratoire dans l'évolution des flux vénézuéliens en Colombie qui ne semblent pas avoir diminué ni changé de dynamique après cette date. Cette tendance à la hausse des flux se maintient donc sur toute la période 2017-2019.

#### a) 2017 : boom migratoire et explosion de la migration de transit

#### Document 1 : Evolution des flux migratoires de vénézuéliens en Colombie, 2013-2017



Fuente: Revista Semana (2018) y El Universal (2017)  
Elaboración propia

Source : KOEHLIN, José, EGUREN Joaquín (Eds.), *El éxodo venezolano: entre el exilio y la emigración*, [en ligne]. Lima, Pérou : Biblioteca Nacional del Perú, Collection OBIMID, volume n°4, décembre 2018. p.101. Disponible sur : [https://www.academia.edu/38151622/Exodo\\_Venezolano\\_completo\\_PDF\\_final](https://www.academia.edu/38151622/Exodo_Venezolano_completo_PDF_final). [Consulté le 22 novembre 2019].

<sup>58</sup> Andreani Fabrice, Laplace Lucie, « Quand la (contre-)révolution vote avec ses pieds : penser l'explosion migratoire vénézuélienne », [en ligne]. *Hérodote*, vol. 171, no. 4, 2018. *op. cit.* p. 38.



Une fois encore pour l'année 2017, les résultats disponibles sont très variables. Migración Colombia a recensé la hausse la plus fulgurante de l'affluence vénézuélienne à la frontière colombienne entre 2016 et 2017 car le nombre d'entrées a plus que doublé entre ces deux années, passant de près de 375 000 à environ 796 000. Nous observons sur ce graphique que la différence entre le nombre d'entrées de vénézuéliens en Colombie et de sorties s'est élargie au cours des dernières années. Alors que le nombre de sorties est quasiment resté le même sur la période 2012-2017, le nombre d'entrées a explosé en 2017. Cette différence entre les entrées et les sorties montre la forte augmentation de l'immigration vénézuélienne en Colombie ou d'une migration de transit par ce pays.

On compte 403 702 vénézuéliens immigrés en Colombie au 31 décembre 2017, ce qui représente une hausse de 651% par rapport à 2016<sup>59</sup>. En outre, Migración Colombia a enregistré à cette même date plus de 796 000 entrées de vénézuéliens sur le territoire. Des migrants vénézuéliens ressortant de Colombie, 34% sont retournés au Venezuela au cours de l'année et 66% se sont dirigés vers un tiers pays, notamment vers l'Équateur. L'année 2017 connaît donc une véritable explosion de la migration de transit avec environ 436 000 vénézuéliens qui entrent en Colombie dans le but d'atteindre par la suite un autre pays de destination finale contre seulement 32 811 en 2016. La migration de transit explose donc entre 2016 et 2017 jusqu'à comptabiliser pour l'année 2018 deux fois plus de sorties de vénézuéliens vers l'Équateur que vers le Venezuela<sup>60</sup>.

Selon les résultats du sondage ENCOVI de la même année, « *en poco más de 616 mil hogares al menos uno de sus integrantes emigró a otro país en el periodo 2012-2017. En total se contabilizó que casi 815 mil personas decidieron emigrar al exterior en ese lapso, de las cuales 90% lo hicieron en el intervalo 2015-2017*<sup>61</sup> ». De plus, Migración Colombia a enregistré en fin d'année 2017 environ 57 000 vénézuéliens détenteurs de la *Cédula de Extranjería*, soit près de 19 000 individus de plus que pour l'année 2016<sup>62</sup> et 69 000 possédants le PEP et ayant donc pour vocation l'installation permanente en Colombie.

---

<sup>59</sup> Migración Colombia, « Colombia y Venezuela, más que 2 200 kilómetros de frontera: especial de 3 años » [en ligne], 3 septembre 2018. *op. cit.* p. 5.

<sup>60</sup> Voir annexe 5.

<sup>61</sup> Gandini Luciana, Lozano Ascencio, Fernando, Prieto, Victoria (dir.), *Crisis y migración de población venezolana. Entre la desprotección y la seguridad jurídica en Latinoamérica*, [en ligne]. UNAM, Mexique, 2019. *op. cit.* p. 44.

<sup>62</sup> Migración Colombia « Radiografía Migratoria Colombia – Venezuela (Corte al 31 de diciembre del 2017) » [en ligne], 19 janvier 2018. p. 7-8.

***b) 2018 et 2019 : maintien de la tendance à l'intensification des flux et explosion de la migration pendulaire***

Pour la fin d'année 2018, Migración Colombia a recensé 1 072 432 immigrants vénézuéliens dans le pays voisin avec 7 311 857 entrées de vénézuéliens en Colombie et 6 594 910 sorties. Le sondage ENCOVI 2018, présente qu'environ 1 130 000 foyers auraient vu un membre de leur famille quitter le Venezuela pour migrer entre 2013 et 2018, soit 515 000 de plus que pour l'année précédente<sup>63</sup>. Nous constatons donc que la tendance à la forte augmentation des flux semble se maintenir de 2017 à 2018. En outre, ce sont plus de 593 000 citoyens vénézuéliens qui sont entrés en Colombie pour ressortir vers un tiers pays. Les autorités migratoires colombiennes indiquent dans un rapport qu'il y aurait eu 486 578 sorties de vénézuéliens vers l'Équateur au point de contrôle frontalier de Rumichaca en 2018<sup>64</sup>, la hausse de la migration de transit se poursuit donc également sur cette année.

Par ailleurs, Migración Colombia a reçu les déclarations de 442 462 vénézuéliens s'étant recensés sur le registre RAMV au cours de l'année 2018. À partir d'août, 47 000 vénézuéliens font la demande du PEP-RAMV, ce sont donc 825 000 vénézuéliens qui entrent légalement sur le territoire colombien en 2018. Cette dernière année a été importante dans l'évolution des flux migratoires colombo-vénézuéliens puisqu'elle a permis de régulariser la situation d'un grand nombre de migrants venant du pays voisin et étant entrés de manière illégale sur le territoire à travers le PEP II et le PEP III.

Enfin, ce sont 1 771 237 vénézuéliens qui ont migré en Colombie à la date du 31 décembre 2019, soit près de 700 000 immigrants de plus que pour l'année précédente. Il faut ajouter à cela les migrations pendulaires qui ne sont pas comptabilisées dans le solde d'immigrés mais qui sont elles aussi de plus en plus importantes sur la période. En 2019 ce sont 4 315 103 vénézuéliens qui sont enregistrés comme porteurs de la TMF contre 1 608 501 en 2018 et 1 300 000 en 2017<sup>65</sup>. L'année 2019 se caractérise donc par une explosion des migrations pendulaires par rapport aux années antérieures.

Nous observons que la population vénézuélienne immigrée en Colombie qui était constituée de 31 471 individus en 2015 est passée à 1 771 237 individus quatre ans plus tard. Ce serait donc plus d'1,7 million d'individus qui auraient quitté le Venezuela pour aller vivre

---

<sup>63</sup> Voir annexe 6.

<sup>64</sup> Migración Colombia, « Todo lo que tiene que saber sobre la migración venezolana » [en ligne]. Novembre 2018. p.17.

<sup>65</sup> Migración Colombia, « Especial - Así ha sido la evolución de la crisis migratoria venezolana - corte agosto 31 de 2019 » [en ligne], 24 octobre 2019.

en Colombie au cours de la période 2015-2019. La population vénézuélienne présente en Colombie a ainsi été multipliée par 56 en quatre ans, ce qui représente une hausse de 5 528%. Ces chiffres - que transmet Migración Colombia et à partir desquels il nous a été possible de réaliser ces calculs - témoignent de la soudaineté et de l'intensité du phénomène migratoire.

Pour conclure, la crise frontalière de 2015 marque indubitablement un tournant dans l'évolution des flux migratoires colombo-vénézuéliens, permettant de constater un avant 2015, d'un après. La période antérieure à 2015 s'est caractérisée par une migration de retour, des flux de *Brain Drain* et de classes socio-économiques moyennes et supérieures constituées d'élites et d'opposants politiques aux différents gouvernements ayant principalement lieu dans un cadre légal. En revanche, la période 2015-2019 a vu une population migrer de plus en plus en situation irrégulière et de moins en moins constituée d'individus provenant d'une migration de retour mais de vénézuéliens de classes socio-économiques moyennes et inférieures. Enfin, la crise frontalière de 2015-2016 a débouché sur une très forte intensification des flux en 2017 que nous pouvons qualifier de boom migratoire au regard de l'augmentation soudaine des chiffres. Par ailleurs, cette forte tendance à l'intensification des flux semble s'être maintenue jusqu'à la fin de la période analysée. Outre les chiffres d'immigration, nous remarquons également une explosion des migrations de transit à partir de 2017 et des migrations pendulaires à partir de 2019. Ainsi, l'intensité et la rapidité de la hausse des flux migratoires constituent la particularité des migrations vénézuéliennes en Colombie après 2015.

## **Partie 3**

### **III. Analyse des résultats : pourquoi des migrations vénézuéliennes en Colombie ?**

Les flux migratoires sont des phénomènes humains, leur étude révèle donc les dynamiques et comportements migratoires de certaines populations. Les chiffres et faits que nous venons de présenter témoigneraient ainsi d'une très forte tendance à l'émigration de la population vénézuélienne se manifestant différemment avant et après 2015, et de façon particulièrement accrue depuis 2017.

Comment expliquer l'existence, l'intensité, la soudaineté et les trajectoires de ces migrations vénézuéliennes ainsi que le tournant ayant eu lieu dans leurs dynamiques en 2015 ? Bien que de nombreuses sources vénézuéliennes comme étrangères aient tenté d'exposer les causes et faits ayant mené à cette situation migratoire, nous ne prétendons pas répondre ici à cette question très large et trop complexe. À la place, nous analyserons les résultats obtenus en passant en revue ces différentes causes qu'on retrouve de manière récurrente dans la presse et dans certaines analyses principalement occidentales afin de proposer des pistes de réflexion et des hypothèses qui pourraient, d'une part, expliquer en partie ces résultats et, d'autre part, les compléter et les étoffer par des éléments de contextualisation.

## **A. La situation politique et économique vénézuélienne**

Tout d'abord, l'analyse historique et contextuelle de l'émigration vénézuélienne est complexe car différentes lectures peuvent en être faites. Nous remarquons néanmoins qu'un grand nombre d'analyses véhiculent l'idée qu'elle soit fortement liée à la situation économique, politique et sociale vénézuélienne actuelle. Comme l'exposent Virginie Baby-Collin, Geneviève Cortes et Laurent Faret, il est inévitable d'analyser ces résultats obtenus au regard du contexte général dans lequel ils ont pris place :

lire de manière dialectique l'évolution des réalités migratoires et des enjeux qui les accompagnent suppose d'analyser les pratiques des individus et des groupes en migration dans le contexte des logiques structurelles et des évolutions historiques dans lesquelles ces mobilités s'inscrivent. [...] Partir de « l'acteur migrant » positionné, le considérer dans un ensemble de champs qui relèvent du politique, de l'économique, du social et du culturel, c'est chercher à comprendre comment la mise en œuvre de son projet renvoie à la fois à des conjonctures spécifiques et à des systèmes de valeur<sup>66</sup>.

Selon une partie de l'opinion publique et certaines analyses de l'émigration vénézuélienne, l'intensité des flux analysés serait une des conséquences de l'effondrement économique du Venezuela, alors que pour d'autres, les chiffres auraient été gonflés par les gouvernements et organismes les publiant pour des raisons politiques et ne représenteraient pas la réalité<sup>67</sup>. Par ailleurs, la crise vénézuélienne est, elle, présentée par cette même première partie de l'opinion publique comme une conséquence de la mauvaise gestion du pays par ses

---

<sup>66</sup> Baby-Collin Virginie, Cortes Geneviève, Faret Laurent *et al* (dir.), *Migrants des Suds*, Marseille, IRD Editions, Collection Objectifs Suds, 2009. p.17.

<sup>67</sup> Europa Press, « Maduro acusa a la ONU de "mentir" y dice que solo han salido del país "entre 300.000 y 700.000" venezolanos » [en ligne]. 20 septembre 2019. *op. cit.*

dirigeants, impactant directement les conditions de vie de la population, alors qu'elle est pour l'autre partie de l'opinion publique la conséquence de processus et facteurs économiques internes mais aussi internationaux.

Nous analyserons les résultats obtenus en croisant ici deux types d'approches : une approche thématique puis une autre chronologique. À travers l'approche thématique, nous tenterons de développer ces deux points de vue en nous intéressant dans un premier temps à ces facteurs et processus internes, puis à ces facteurs internationaux en partant de l'hypothèse qu'ils pourraient avoir constitué des *push factors* pour les migrants vénézuéliens. Enfin, comme nous l'ont montré les résultats de l'analyse des flux migratoires vénézuéliens vers la Colombie, certains pics ont marqué l'évolution du phénomène sur le plan migratoire comme l'été 2015 et l'année 2017. L'approche chronologique nous permettra ainsi de voir s'il existe une correspondance entre ces périodes de pics et les moments critiques de la crise vénézuélienne afin de voir si ces différents facteurs de répulsion économiques, politiques, sociaux ou sanitaires, qu'ils soient internes ou externes, auraient pu avoir une incidence sur le plan migratoire.

## **1. La situation de crise vénézuélienne**

Dans la mesure où les migrations n'ont ici pas été motivées par des causes dites « physiques » comme des catastrophes naturelles poussant une population à migrer du territoire sur lequel elles vivaient (séisme, grande sécheresse...), on peut se demander si l'émigration massive et soudaine ne témoignerait pas d'une situation économique, sociale ou politique critique ayant lieu dans la région de départ des migrants. À l'inverse, les migrations semblent, en effet, avoir été causées par des facteurs dits « humains », c'est-à-dire d'ordre politiques, économiques ou sociaux qui peuvent prendre la forme de crises économiques, de guerres et guerres civiles, de génocides ou encore d'atteintes aux droits de l'Homme<sup>68</sup>.

En effet, le Venezuela se trouve actuellement dans une situation de crise économique, sociale et politique profonde dans laquelle l'hyperinflation, la dette publique et la corruption seraient des plus élevées au monde. En outre, l'analyse de la future sortie de la crise du

---

<sup>68</sup> Echeverry Hernandez, Ariel Augusto, «Análisis de la migración venezolana a Colombia durante el gobierno de Hugo Chávez (1999-2011). Identificación de capital social y compensación económica.» [en ligne], Revista Análisis Internacional, 2012, n°4, p.14.

Venezuela publiée par le CSIS et rédigée par Moises Rendon, Mark Schneider et Jaime Vazquez en novembre 2019 présente un futur incertain pour le pays, notamment en raison de l'énorme dette s'élevant approximativement entre 170 et 200 milliards de dollars<sup>69</sup>, alors que le PIB du pays s'élèverait seulement à 60 milliards. De plus, selon la Banque Centrale vénézuélienne (BCV) et le FMI, en 2018 l'inflation du pays s'est élevée à 130 060,20% et en 2019 à 9 585,5%<sup>70</sup>.

En conséquence, Pierre de Chantenay écrivait en 2015 au sujet du Venezuela qu' « *il faut insister sur la vie quotidienne car, au-delà de tous les indices économiques, elle porte un poids de souffrance qui ne se mesure pas*<sup>71</sup> ». En effet, les pénuries alimentaires et de médicaments sont peu à peu devenues chroniques dans le pays et ont fait croître la malnutrition, la mortalité infantile et maternelle et ont également fait ressurgir des épidémies par manque de traitements médicaux<sup>72</sup>. L'insécurité et la criminalité ont aussi augmenté au cours de ces dernières années. Certains organismes ont rapporté une hausse des décès liés à des meurtres, au manque de soins, ainsi qu'une augmentation de la traite humaine due à la situation de vulnérabilité dans laquelle se trouve la population. D'un point de vue thématique, ces faits sont inévitablement considérés comme des *push factors* qui se sont accumulés et aggravés à mesure que la crise vénézuélienne se prolongeait. Certaines analyses affirment que ces facteurs représentent les causes étant à l'origine du phénomène migratoire et du tournant de 2015. Alexandra Castro Franco décrit par exemple dans son étude de la migration de retour :

quienes han retornado de manera reciente, en particular desde la crisis del 2015, llegan por el empeoramiento de las condiciones socioeconómicas en Venezuela. A ello se suma que muchos fueron expulsados, por lo cual salieron de sus viviendas sin un proyecto definido, sino más bien sin rumbo cierto, sin preparación y sin recursos<sup>73</sup>.

S'il ne fait aucun doute que les déportations de citoyens colombiens en 2015 par le gouvernement vénézuélien soient directement liées à une partie de la hausse de la migration de retour, nous nous contenterons dans ce travail de recherche d'analyser les autres facteurs internes développés ci-dessus comme ayant potentiellement joué sur le changement de profils socio-économiques des migrants depuis 2015 puisque « *jusqu'en 2016, seules les classes moyennes ou supérieures, par définition hostiles au chavisme, quittaient le Venezuela pour tenter leur chance sous d'autres cieux. Crise économique, hyperinflation, instabilité chronique*

---

<sup>69</sup> CSIS CSIS, *Voices of Venezuela: The Future of the Venezuelan Economy*, [podcast], [en ligne]. 10 juin 2020.

<sup>70</sup> FMI, « Inflation rate, end of period consumer prices, annual percent change » [en ligne].

<sup>71</sup> Chantenay, Pierre, « Le Venezuela, un pays affaibli et divisé » [en ligne] in *Etudes*, juillet-août 2015. *op. cit.* p.8.

<sup>72</sup> Wilson Center, « Understanding the Venezuelan Refugee Crisis » [en ligne], 13 septembre 2019. *op. cit.*

<sup>73</sup> Castro Franco, Alexandra (ed.), « Migración de retorno en el contexto de la crisis venezolana », Bogota, Universidad Externado de Colombia, avril 2019. *op. cit.* p. 81.

*et surtout pénuries affectent maintenant les plus humbles*<sup>74</sup> ». Maurice Lemoine met en exergue le fait que la dégradation de la conjoncture économique ainsi que de la situation politique vénézuélienne depuis 2015 soit liées à la paupérisation du profil des migrants que nous avons constatée. C'est-à-dire que l'élargissement des facteurs de répulsion aurait de même démultiplié les profils de migrants, une plus grande variété d'individus serait ainsi sensible à ces facteurs.

D'un point de vue chronologique, les racines de cette situation actuelle ne sont pas récentes puisque l'économie nationale s'est peu à peu affaiblie après la crise de la dette de 1983 et la dévaluation du bolivar<sup>75</sup>. La crise de 2008 a par la suite participé à l'aggravation de la situation économique du pays qui a ensuite connu une inflation et de très fortes pénuries qui se sont ensuite poursuivies sous le régime de Nicolás Maduro, arrivé au pouvoir du Venezuela le 19 avril 2013 dans un contexte de crise qui gagna encore en intensité sur le plan économique à partir de 2014 et sur le plan diplomatique à partir de 2015 avec la naissance de la crise frontalière. C'est donc sous le régime de Maduro que la crise s'est très largement accentuée au niveau institutionnel, social, sanitaire avec de violentes vagues de protestation de la population principalement en 2014, 2017, 2018 et 2019.

Nous remarquons que la hausse des flux est survenue de manière parallèle à ces vagues de contestation car la première a eu lieu entre février et mai 2014 et la seconde entre avril et août 2017, ce qui correspond quelques mois plus tard pour chacune des périodes aux moments de pics migratoires. Cependant, des évènements politiques et économiques ciblés peuvent expliquer des liens directs entre la conjoncture du pays et les hausses des flux migratoires comme les expulsions de 2002-2003 ou les déportations de 2015, mais en dehors de ces cas, les correspondances entre ces divers facteurs et les hausses des flux ne sont jamais directes. Ces différents facteurs internes ont assurément constitué des *push factors*, et une accumulation de ceux-ci dans une même région peut en effet mener à une plus grande probabilité à ce que les individus migrent mais nous ne pouvons ainsi pas affirmer qu'il s'agisse des motifs étant à l'origine du phénomène migratoire. Ces causes internes ne suffisent donc pas à expliquer la complexité des origines du phénomène mais permettent de comprendre dans quel contexte ont eu lieu les migrations et le tournant de 2015 au cours duquel les profils socio-économiques des migrants se sont modifiés.

---

<sup>74</sup> Lemoine, Maurice, *Venezuela, chronique d'une déstabilisation*, Editions Le Temps des Cerises, Montreuil, 2019. *op. cit.* p. 508.

<sup>75</sup> Andreani Fabrice, Laplace Lucie, « Quand la (contre-)révolution vote avec ses pieds : penser l'explosion migratoire vénézuélienne », [en ligne]. *Hérodote*, vol. 171, no. 4, 2018. *op. cit.* p. 32.

## 2. Politique internationale et contexte régional

Les facteurs que nous retrouvons dans certaines sources présentées comme étant à l'origine de la crise économique vénézuélienne et de l'émigration de la population ne seraient pas simplement d'ordre interne mais également d'ordre international et liés à une politique de déstabilisation du pays menée par une partie de la communauté internationale, notamment par les États-Unis<sup>76</sup>. Nous citerons, par ailleurs, les travaux de Maurice Lemoine qui a étudié les mesures mises en place par les États-Unis, suivies par l'Union Européenne et certains autres pays du continent comme la Colombie et le Brésil pour « asphyxier et étouffer » l'économie et le peuple vénézuélien. Il explique dans une interview au *Quotidien* luxembourgeois en mars 2019 :

la crise humanitaire est en réalité une crise économique provoquée par un sabotage. Cela ne veut pas dire que le gouvernement vénézuélien ne commet pas d'erreurs, mais aucun autre gouvernement faisant les mêmes erreurs ne se trouverait dans une situation aussi catastrophique. Il y a une déstabilisation économique à l'intérieur et à l'extérieur avec des sanctions des États-Unis qui sont devenues importantes<sup>77</sup>.

Il dénonce un sabotage de l'économie par des procédés d'isolement du pays, une campagne médiatique anti-Maduro et des mesures coercitives unilatérales mises en place par les États-Unis. Il présente dans son œuvre *Venezuela : chronique d'une déstabilisation*, ce sabotage de l'intérieur qui auraient lieu sous la forme de « pénuries organisées » notamment dans les réseaux de distribution de médicaments, ainsi qu'une contrebande de biens à la frontière colombienne organisée par les opposants au gouvernement et les narcotrafiquants, afin d'affaiblir l'économie du pays et provoquer un retournement des chavistes contre Maduro<sup>78</sup>.

Maurice Lemoine ajoute que le sabotage par l'extérieur a lieu à travers la mise en place de mesures contraignant l'accès aux capitaux étrangers vers le Venezuela et de sanctions contre certains hauts fonctionnaires vénézuéliens par les États-Unis<sup>79</sup>. En outre, l'entreprise pétrolière nationale PDVSA est sanctionnée économiquement par la communauté internationale et plusieurs banques étrangères retiennent des sommes d'argent à l'État vénézuélien en tant que sanctions. Il explique que ces gels des comptes de l'entreprise et de sa filiale Citgo mettent

---

<sup>76</sup> Lemoine, Maurice, *Venezuela, chronique d'une déstabilisation*, Editions Le Temps des Cerises, Montreuil, 2019. *op. cit.*

<sup>77</sup> Le Quotidien, « Venezuela : Il est scandaleux de voir les Européens s'aligner sur Trump » [en ligne]. 4 mars 2019.

<sup>78</sup> Lemoine, Maurice, *Venezuela, chronique d'une déstabilisation*, Editions Le Temps des Cerises, Montreuil, 2019. *op. cit.*

<sup>79</sup> *Ibid.* p. 512.



l'économie du pays en difficulté et ne lui permettent pas de sortir de la crise. Maurice Lemoine explique également que les États-Unis envisageraient également de taxer les *remesas* envoyées au Venezuela, afin d'« *affamer le peuple, étrangler le gouvernement*<sup>80</sup> ». José Luiz Rodríguez Zapatero soutient aussi cette hypothèse et a même « *attribué l'intensification des flux migratoires vénézuéliens « aux sanctions économiques imposées par les États-Unis*<sup>81</sup> » en septembre 2018. Cette affirmation est lourde de sens puisqu'elle impliquerait que l'augmentation massive des flux étudiés seraient la conséquence de politiques internationales et donc de facteurs extérieurs. Enfin, comme le décrit Fatira Serraiocco :

les États-Unis avaient déjà pour cible le Venezuela dans les années nonante lorsque le pays était sous la gouvernance d'Hugo Chavez. Désormais, Donald Trump veut agir et intervenir afin d'évincer le président actuel Nicolás Maduro pour laisser la place à son opposant Juan Guaidó [...]. Les États-Unis avaient planifié d'entrer sur le territoire vénézuélien et d'intervenir militairement en passant par les frontières des pays de droite tout en invoquant l'argument humanitaire<sup>82</sup>.

Par ailleurs, les différents pays du continent adoptent des postures différentes quant à la situation vénézuélienne. La figure de Juan Guaidó est importante car elle est sujet à controverse à la fois dans le pays et sur la scène internationale. Alors que Cuba, Le Nicaragua, la Bolivie et le Salvador apportent leur soutien au président Maduro, le groupe de Lima composé de la Colombie, du Brésil, de l'Argentine, de l'Équateur, le Costa Rica, le Chili, le Guatemala, le Honduras, le Pérou, le Paraguay, le Panama et le Canada soutiennent Juan Guaidó, reconnu le 23 janvier 2019 comme chef d'État par intérim par une cinquantaine de pays sur les 194 de l'assemblée générale des Nations Unies. Enfin, le Mexique et l'Uruguay restent plus neutres dans ce contexte régional et se positionneraient en faveur du dialogue entre le gouvernement vénézuélien et l'opposition.

En outre, il est intéressant de s'intéresser au traitement médiatique international de la crise vénézuélienne. Celui-ci tend globalement à attribuer les maux du pays au chavisme et à sa proposition de « socialisme du XXI<sup>ème</sup> siècle » que s'est engagé à poursuivre l'actuel président Nicolás Maduro après la mort de Hugo Chávez en 2013. L'élection à la présidence de Chávez en 1998 n'a pas fait l'unanimité dans le pays ni sur la scène internationale. Ses opposants le considèrent comme responsable de l'instabilité politique, sociale et économique du pays, alors que l'autre partie de l'opinion publique le considère comme le président ayant

---

<sup>80</sup> Lemoine, Maurice, *Venezuela, chronique d'une déstabilisation*, Editions Le Temps des Cerises, Montreuil, 2019. *op. cit.* p. 525.

<sup>81</sup> *Ibid.* p. 512.

<sup>82</sup> Serraiocco Fatira, « La crise politico-économique vénézuélienne dans la Libre Belgique : Analyse de représentations politiques, sociales et idéologique » [Mémoire], [en ligne]. 2018-2019. p.17.

fait diminuer les inégalités sociales, la pauvreté et lutté pour la solidarité et l'union des peuples latino-américains. L'opposition et l'impopularité du régime politique en place sont donc omniprésentes sur la scène internationale et dans les médias occidentaux qui dénoncent une illégitimité de son pouvoir depuis 2013<sup>83</sup>.

L'émigration vénézuélienne est ainsi au cœur d'enjeux politiques internationaux. Son existence, son intensité et sa soudaineté font l'objet d'une grande quantité d'analyses et d'articles de presse qui les mettent en lien avec l'effondrement économique du pays dont est tenu responsable le gouvernement vénézuélien. En outre, tout comme les facteurs internes, les facteurs externes et internationaux sont considérés comme étant des *push factors*, leur accumulation a donc également pour conséquence de favoriser une émigration de la population mais ils ne semblent pas non plus expliquer à eux seuls le tournant de l'année 2015 ni la très forte hausse des flux migratoires sur la période 2015-2019.

Après avoir analysé les résultats obtenus au regard du contexte général de la crise vénézuélienne à laquelle ils sont souvent rattachés, nous analyserons le contexte des relations colombo-vénézuéliennes. Il est pertinent de s'interroger sur les raisons pour lesquelles la population vénézuélienne émigre en majeure partie vers la Colombie et si leurs liens historiques, culturels et géographiques ne constitueraient pas un des déterminants de ces migrations. Nous tâcherons d'étudier ces différents facteurs au travers de l'analyse des relations binationales qui nous permettront, par ailleurs, de recontextualiser et de mettre en exergue l'importance du phénomène de la migration de retour dans les migrations vénézuéliennes en Colombie.

## **B. Les relations colombo-vénézuéliennes : entre hostilité et fraternité**

Selon les chiffres disponibles analysés, la Colombie est actuellement le premier pays récepteur de migrants vénézuéliens. Le premier facteur qui pourrait expliquer ce fait est la proximité géographique entre les deux pays. Cependant, le Brésil, autre voisin du Venezuela, accueille nettement moins de migrants et depuis une période plus récente. Les autres facteurs

---

<sup>83</sup> CSIS CSIS, *Voices of Venezuela: analyzing Obstacles to Venezuela's Future*, [podcast], [en ligne]. Novembre 2019.

qui expliqueraient que la Colombie accueille une importante partie des vénézuéliens émigrés seraient liés aux relations historiques binationales, du fait qu'ils partagent la même langue, une culture relativement proche et qu'une partie de leurs populations ait des liens de parenté découlant de migrations antérieures.

## 1. Deux pays au passé commun

Le Venezuela et la Colombie sont deux pays relativement proches d'un point de vue culturel car ils partagent une identité commune qui est aussi celle des autres pays du sous-continent. L'identité et la culture latino-américaines se caractérisent par des éléments hérités de la domination et de la colonisation exercée par un même Empire : la Couronne d'Espagne pendant plus de trois siècles (de la fin du XV<sup>ème</sup> au début du XIX<sup>ème</sup> siècle). Ces deux pays partagent donc une histoire commune, celle de peuples ayant vécu chronologiquement la conquête, puis la colonisation espagnole, les guerres d'indépendance menées par l'élite créole contre la Couronne espagnole et menant par la suite aux premières tentatives de fondation et de construction de nations indépendantes<sup>84</sup>. Dans ces deux nations, de nombreux éléments fondateurs, qu'ils soient culturels ou économiques, se sont mis en place à ce moment-là, telle que la « *tradition rentière et mono-exportatrice de l'économie coloniale* »<sup>85</sup>. Les populations de ces deux pays étant le fruit de la colonisation et donc du métissage culturel et racial sont deux sociétés d'origine métisse. Le Venezuela et la Colombie partagent également un autre élément identitaire commun qui est la culture hispanique avec l'espagnol comme langue commune. On retrouve encore aujourd'hui des traces de cet héritage historique commun comme leurs drapeaux nationaux par exemple.

Les guerres d'indépendance qui ont mis un terme à la domination de la Couronne espagnole sur le territoire américain ont été initiées par une partie de l'élite créole et notamment par Simón Bolívar et Francisco de Miranda, qui s'étaient donné pour objectif de faire sortir les diverses nations du sous-continent de la domination espagnole et de les unifier dans une même grande nation. La frontière terrestre colombo-vénézuélienne qui s'étend sur 2219 km, résulte ainsi de la division des deux pays qui, pendant une période n'en formaient qu'un seul. En effet,

---

<sup>84</sup> Lavallé Bernard, *L'Amérique espagnole, de Colomb à Bolivar*, Paris, Belin Sup Histoire, juillet 2004.

<sup>85</sup> Compagnon Oliver (dir.), Rebotier Julien, Srevet Sandrine, *Le Venezuela au-delà du mythe : Chávez, la démocratie, le changement social*. p.14.

l'ex-capitainerie du Venezuela et la vice-royauté de Nouvelle-Grenade (correspondant aux territoires de l'actuelle Colombie et du Panama) libérées de la souveraineté espagnole par Simón Bolívar conformaient une organisation politico-administrative nommée la *Gran Colombia* de 1819 à 1831<sup>86</sup>.

## 2. Contexte migratoire binational

La singularité de la migration vénézuélienne en Colombie est notamment due au fait que des vagues de migrations colombiennes, plus ou moins fortes selon les périodes, ont eu lieu au Venezuela à partir des années 1960 et jusqu'en 2013 pour fuir le conflit armé ou pour des raisons économiques, tandis que le pays voisin profitait d'une relative situation de prospérité économique et démocratique. Le tournant que marque l'année 2015 est fondamental parce que la Colombie n'avait jamais été un pays d'immigration, mais, à l'inverse, de forte émigration avec en outre de nombreux déplacements internes de population. A l'inverse, le Venezuela était un pays d'immigration. À partir de 2015, les statuts migratoires de pays émetteur et pays récepteur vont s'inverser. Les migrations vénézuéliennes actuelles constituent ainsi un phénomène migratoire nouveau et inédit pour la Colombie.

Le Venezuela et la Colombie sont donc deux pays de destinations migratoires dites historiques. C'est-à-dire que la migration frontalière est relativement dynamique et qu'une part relativement élevée de la population des deux pays aurait migré de l'autre côté de la frontière selon les périodes. C'est dans son analyse *La dinámica migratoria colombo-venezolana: evolución y perspectiva actual*, que Raquel Álvarez de Flores explique que c'est depuis les années 1960 que la Colombie s'est distinguée comme un pays émetteur de migrants internationaux, principalement en direction des États-Unis, du Venezuela, de l'Équateur et plus récemment vers l'Espagne et le Panama. Parallèlement, à partir des années 1970 le Venezuela est devenu un pays récepteur de nombreux migrants du sous-continent, attirés par l'amélioration significative du niveau de vie et cherchant à fuir les dictatures. Le Venezuela a alors accueilli une forte main d'œuvre colombienne en raison de la différence salariale entre ces deux pays et du conflit armé<sup>87</sup>. C'est dans l'article « Quand la (contre-)révolution vote avec ses pieds : penser

---

<sup>86</sup> Cancillería de Colombia, « Frontera terrestre Colombia – Venezuela » [en ligne], 2019.

<sup>87</sup> Álvarez de Flores, Raquel « La dinámica migratoria colombo-venezolana: evolución y perspectiva actual » [en ligne], *Geoenseñanza*, juillet-décembre 2004, Vol. 9. p. 191.

l'explosion migratoire vénézuélienne » que Frabrice Andreani et Lucie Laplace écrivent que « *jusqu'aux années 2000, les Colombiens y échappent par centaines de milliers à l'extrême pauvreté, et dans une moindre mesure au conflit armé*<sup>88</sup> ». Selon les recensements disponibles, la population colombienne immigrée au Venezuela est passée de 45 969 à 178 289 individus entre 1950 et 1971<sup>89</sup> et s'élèverait officiellement à 684 040 individus en 2011<sup>90</sup>. Maurice Lemoine évoque de son côté qu'entre 4 et 5,6 millions de colombiens auraient migré au Venezuela<sup>91</sup>. Ces contradictions numériques entre les recensements et les estimations seraient notamment dues au nombre conséquent d'individus qui possèdent la double nationalité ou aux descendants de colombiens nés sur le sol vénézuélien. Cette forte immigration latino-américaine au Venezuela s'est poursuivie de manière plus limitée à partir de la crise économique du milieu des années 1980. Puis, on a de nouveau observé une légère hausse pendant la seconde moitié des années 2000.

L'importante population colombienne présente au Venezuela depuis le milieu du XX<sup>ème</sup> siècle a donc contribué à l'augmentation du nombre d'individus possédant la double nationalité. Par la suite, comme nous l'avons vu de nombreux vénézuéliens d'ascendance colombienne ont migré en Colombie et y ont fait une demande de naturalisation. Le passé migratoire des deux pays est donc un élément fondamental à la compréhension de la complexité et des origines du phénomène des migrations vénézuéliennes car la double nationalité et la migration de retour qui en résultent ont constitué la majorité des flux migratoires jusqu'en 2017.

Alors que les chiffres divulgués par les autorités colombiennes montrent une très forte hausse des flux migratoires vénézuéliens vers le pays depuis quelques années, certains spécialistes de la situation comme Alexandra Castro Franco affirment en 2019 que « *las migraciones son bidireccionales y no han frenado en ninguno de los dos lados de la frontera*<sup>92</sup> ». Il est difficile de trouver des sources quantifiant depuis 2015 la population colombienne immigrée dans le pays voisin puisque nous rappelons que le SAIME, organisme responsable des sondages et recensements de population au Venezuela, ne produit plus de rapports depuis

---

<sup>88</sup> Andreani Fabrice, Laplace Lucie, « Quand la (contre-)révolution vote avec ses pieds : penser l'explosion migratoire vénézuélienne », [en ligne]. *Hérodote*, vol. 171, no. 4, 2018. *op. cit.* p. 30-31.

<sup>89</sup> Álvarez de Flores Raquel, « La dinámica migratoria colombo-venezolana: evolución y perspectiva actual » [en ligne], *Geoenseñanza*, juillet-décembre 2004, Vol. 9, *op. cit.* p. 191-202.

<sup>90</sup> Pacheco Ríos Gladys, « Idas y venidas: el flujo migratorio entre Colombia y Venezuela 1999-2015 » [Mémoire], [en ligne]. Universidad militar Nueva Granada, Bogota, 2016. *op. cit.* p.31.

<sup>91</sup> Lemoine, Maurice, *Venezuela, chronique d'une déstabilisation*, Editions Le Temps des Cerises, Montreuil, 2019. *op. cit.* p. 509.

<sup>92</sup> Castro Franco, Alexandra (ed.), « Migración de retorno en el contexto de la crisis venezolana », Bogota, Universidad Externado de Colombia, avril 2019. *op. cit.* p. 74.

2011. Parallèlement, l'Association des colombiens au Venezuela aurait recensé 120 000 arrivées de colombiens sur le territoire vénézuélien entre août 2015 et août 2016, ces chiffres sont nettement plus élevés que les flux inverses d'arrivées de vénézuéliens en Colombie pour la même période<sup>93</sup>.

Par ailleurs, la Colombie n'a, dans son histoire moderne, jamais reçu de fortes vagues d'immigration comme l'Argentine ou le Brésil par exemple. Cette faible immigration dans le pays a eu des répercussions sur la politique migratoire du pays. May Stefanny González Verjel et Marcy Jeanette Lancheros Maldonado présentent dans leur étude historique « *Tratados históricos entre Colombia y Venezuela: una mirada en el marco de las relaciones Táchira-Norte de Santander* » la législation et les divers traités frontaliers signés par les gouvernements des deux pays. Les auteurs y mentionnent qu'ils ont signé 67 traités migratoires, dont 47 sont encore en vigueur. Le premier accord migratoire signé, le *Estatuto de Régimen Fronterizo*, date du 5 août 1942. Il a permis la mise en œuvre d'une politique frontalière bilatérale réglementant les passages et les séjours des individus entre les deux pays. Cependant, les réglementations migratoires ont peu évolué depuis 1942 et les accords et traités signés se sont majoritairement articulés autour des échanges commerciaux et du transport de marchandises. Avec l'augmentation des flux bilatéraux, la création d'une nouvelle réglementation plus adaptée aux évolutions de la réalité migratoire a été freinée par le contexte assez houleux dans lequel se sont déroulées les relations diplomatiques au cours de ces dernières années, ce qui a eu pour conséquence la marginalisation progressive de la zone frontalière<sup>94</sup>. Face à cette marginalisation et en l'absence d'une législation adaptée à la situation, le gouvernement colombien s'est vu dans la nécessité de renforcer sa politique migratoire et ses contrôles aux frontières à partir de 2008-2011 et de manière plus soutenue après 2015.

### **3. Des relations diplomatiques complexes**

De nombreux termes antagonistes fusent dans la presse et dans les analyses culturelles et historiques pour décrire les relations diplomatiques entre le Venezuela et la Colombie. Comme l'explique Socorro Ramírez dans l'œuvre *Colombia-Venezuela: retos de la*

---

<sup>93</sup> *Ibid.*

<sup>94</sup> González Verjel May Stefanny, Lancheros Maldonado Marcy Jeanette, « *Tratados históricos entre Colombia y Venezuela: una mirada en el marco de las relaciones Táchira-Norte de Santander* » [en ligne], in *Justicia*, No. 28, Universidad Simón Bolívar, Colombia, mai 2015. p. 157.

*convivencia*, les deux pays entretiennent une relation oscillant entre la fraternité et l'hostilité depuis plusieurs siècles : « *el tránsito de períodos de mútuo entendimiento a momentos de tensión, y de éstos a un nuevo reencuentro ha sido una constante en la relación colombo-venezolana*<sup>95</sup> ». La fraternité qui les lie tient son origine de leur héritage culturel commun, alors que l'hostilité entre leurs gouvernements est plus récente et leurs relations diplomatiques contemporaines sont assez instables.

Le contexte régional hostile au gouvernement vénézuélien de Maduro et le fait que le président colombien Iván Duque reconnaisse en janvier 2019 Juan Guaidó comme président par intérim et considère Nicolás Maduro comme un « *usurpador* » du pouvoir a mené à des tensions et une dégradation des relations diplomatiques. Celles-ci sont rompues depuis le 23 février 2019, jour où Maduro a annoncé arrêter tous types de relations avec le pays voisin qui avait accepté le passage par son territoire d'un plan d'aide humanitaire dirigé par les États-Unis et considéré par le Venezuela comme une intervention militaire états-unienne. Par ailleurs, la proximité entre le gouvernement colombien et états-unien a peu à peu mené à un éloignement des deux pays frontaliers car la Colombie se présente comme leur allié alors que le Venezuela tente depuis une vingtaine d'année de se séparer de leur tutelle.

Le climat est également particulièrement conflictuel depuis 2004 pour des raisons liées à la sécurité nationale et la souveraineté des États. Socorro Ramírez explique que la plupart des conflits ayant lieu entre les deux pays se rapporte aux thèmes de la sécurité nationale, qui serait un sujet sensible pour la Colombie et de la souveraineté nationale, qui le serait du côté vénézuélien, d'où la naissance de tensions survenues à la suite d'évènements menaçant l'un ou l'autre de ces principes<sup>96</sup>.

De même, la présence des FARC est à l'origine de plusieurs conflits et de la rupture des relations commerciales et diplomatiques entre les deux pays. Ce fut le cas en 2004 en raison de la capture sur le territoire vénézuélien et du transfert clandestin en Colombie du dirigeant des FARC, Rodrigo Granda. Puis, une nouvelle crise diplomatique éclate en mars 2008, à la mort du porte-parole des FARC, Raúl Reyes, tué par l'armée colombienne en Équateur. Ces deux évènements seront perçus par le Venezuela comme une atteinte à la souveraineté

---

<sup>95</sup> Cadenas José María, Ramírez Socorro, *Colombia-Venezuela: retos de la convivencia*, Bogota: Universidad Nacional de Colombia, avril 2006. p.23.

<sup>96</sup> *Ibid.* p.24.

nationale. De l'autre côté, en juillet 2010, Uribe accuse le gouvernement vénézuélien de protéger des membres des FARC-ELN au Venezuela.

Enfin, en août 2015, Maduro fait fermer une partie de la frontière entre les deux pays et déclare l'État d'exception dans la zone frontalière afin de lutter contre le paramilitarisme et la contrebande. Malgré plusieurs réouvertures temporaires de la frontière, elle ne sera entièrement réouverte qu'en août 2016. La zone frontalière joue ainsi un rôle important dans ces conflits liés à la sécurité et à la souveraineté nationale puisqu'elle a connu une large augmentation de son affluence au cours des dernières décennies et par la même occasion, une hausse du trafic de drogues, d'armes et de biens de contrebande. Elle semble ainsi être à l'origine de nombreuses tensions entre ces pays qui la perçoivent dans l'actualité comme une zone menaçante bien que la question de la délimitation de la frontière représente un des plus anciens sujets de discorde entre les deux pays depuis la division de la *Gran Colombia*. Sa délimitation est ainsi encore aujourd'hui un thème sensible au cœur des relations diplomatiques binationales.

Par ailleurs, le gouvernement vénézuélien indique que les chiffres de l'émigration vénézuélienne de Migración Colombia, de l'OIM et de l'UNHCR sont volontairement gonflés et que les flux en augmentation correspondraient quasiment seulement à la migration de retour de colombiens vivant au Venezuela, qui seraient plus nombreux que ce qu'indiquent les chiffres officiels. De plus, le gouvernement vénézuélien affirme que des photos utilisées par le gouvernement voisin sur lesquelles il est visible une foule de migrants du côté vénézuélien du pont frontalier Simón Bolívar attendant de traverser vers la Colombie, ont été prises au cours d'une fermeture volontaire du pont le temps de prendre la photo et montrer ainsi au monde une fausse image de la situation migratoire afin d'affaiblir le gouvernement de Nicolás Maduro. Ces deux pays, à la fois *hermanos* et rivaux, entretiennent donc des relations contemporaines instables très marquées par une certaine hostilité diplomatique.

Pour conclure, l'existence des flux migratoires intenses vénézuéliens vers la Colombie que nous connaissons aujourd'hui prend ainsi place dans ce contexte complexe marqué par le passé historique et migratoire binational, des relations diplomatiques contemporaines instables et fragiles, la situation de crise vénézuélienne et d'opposition au gouvernement de Maduro d'une partie de la communauté internationale dont la Colombie fait partie.

Ces facteurs de répulsion ont évolué et ne sont plus les mêmes en 2019 qu'en 2015, nous pourrions donc voir un parallèle entre leur accumulation au niveau interne ou externe et l'intensification des flux migratoires sur la période. Cependant, contrairement à ce qu'un grand



nombre de sources expliquent, la crise vénézuélienne et ses facteurs internes ou externes ne semblent pas être les seuls déterminants expliquant et contextualisant le tournant migratoire de 2015 bien que les conséquences de la crise économique ainsi que l'instabilité politique et sociale vénézuélienne représentent assurément des *push factors* pour la population qui serait ainsi plus encline à migrer.

Ce que beaucoup d'articles de presse occidentaux ne mentionnent pas, c'est que le passé migratoire colombo-vénézuélien a encore aujourd'hui de nombreuses répercussions sur les résultats migratoires obtenus étant donné que les migrations vénézuéliennes actuelles en Colombie représentent aussi une dynamique et une « logique historique binationale<sup>97</sup> ». En effet, comme nous l'avons vu, jusqu'en 2017 une très grande majorité des migrations correspondait à des flux de retour de colombiens ou de vénézuéliens d'ascendance colombienne. Comme l'explique Maurice Lemoine « *il s'agit d'un retour de colombiens ou de familles mixtes et non d'une hémorragie des seuls Vénézuéliens*<sup>98</sup> ».

En l'absence de sources gouvernementales vénézuéliennes permettant de contrebalancer les sources colombiennes et internationales, mais surtout en l'absence de sources neutres dans cette situation migratoire se trouvant au cœur d'enjeux et d'intérêts politiques internationaux, la lecture et la caractérisation des résultats est complexe car ils nécessitent d'être interprétés au regard de tous ces facteurs contextuels.

## Partie 4

### IV. Discussion : ampleur, spécificités et enjeux de ces migrations depuis 2015

Comment caractériser les migrations vénézuéliennes en Colombie depuis le tournant ayant eu lieu en 2015 ? La complexité de la situation migratoire mène à différentes lectures du phénomène qui est souvent analysé dans la presse comme un cas de migrations forcées, une crise migratoire, un exode, des migrations économiques, ou encore comme une émigration

---

<sup>97</sup> Pacheco Ríos Gladys, « Idas y venidas: el flujo migratorio entre Colombia y Venezuela 1999-2015 » [Mémoire], [en ligne]. Universidad militar Nueva Granada, Bogota, 2016. *op. cit.* p.51.

<sup>98</sup> Lemoine, Maurice, *Venezuela, chronique d'une déstabilisation*, Editions Le Temps des Cerises, Montreuil, 2019. *op. cit.* p. 509.

correspondant à une situation de crise humanitaire vénézuélienne. L'attribution de ces termes ne fait pas l'unanimité et peut poser problème sachant que leurs définitions et leurs emplois varient selon les points de vue et les critères sélectionnés pour l'analyse. Il est évident qu'au regard du contexte international que nous venons d'étudier, ces différentes expressions peuvent parfois être utilisées dans un but politique. Il est ainsi nécessaire de discuter ces termes en apportant un regard critique sur les sources qualitatives constituant notre second corpus afin de comprendre quels sont les enjeux de la caractérisation de ces flux migratoires.

## **A. Caractérisation du phénomène migratoire depuis 2015**

Nous étudierons ces divers termes en nous basant sur leurs définitions que fournit l'OIM dans un glossaire des termes migratoires assez complet disponible sur son site internet. Malgré le fait que ce glossaire se veuille assez exhaustif par rapport aux termes qu'il définit, nous verrons que les définitions présentes sont parfois très larges et peu précises.

### **1. Crise migratoire et migrations de masse**

Les migrations vénézuéliennes en Colombie sont généralement associées à une migration de masse ou migration collective, qui est définie selon l'OIM comme la « *migration soudaine d'un grand nombre d'individus*<sup>99</sup> ». Qu'est-ce que « soudain » ? Qu'est-ce qu'un « grand nombre » ? Cette définition, comme les autres que nous passerons en revue, est très large et ne présente pas de seuil permettant de déterminer à partir de quel moment des flux migratoires sont réellement considérés comme une migration de masse. Les caractérisations des migrations vénézuéliennes qui sont faites depuis 2015 représentent donc des lectures plus ou moins subjectives qu'en font les producteurs de sources. Que ces sources nous semblent fiables ou non, en l'absence de seuils ou de catégorisations précises, ces différentes lectures sont toujours discutables.

Les résultats que nous avons obtenus pour le cas ciblé des migrations vénézuéliennes en Colombie (plus d'1,7 million d'individus auraient migré entre 2015 et 2019, soit une hausse de

---

<sup>99</sup> OIM « Glossaire de la migration » [en ligne]. N. 9, Genève, 2007. *op. cit.*

la population immigrée de 5 528% sur la période) associés aux chiffres de l'émigration vénézuélienne générale que citent Fabrice Andreani et Lucie Laplace dans une analyse de la situation dont le titre de l'œuvre présente le cas étudié comme une explosion migratoire : « à l'été 2018, on estime que sur un total d'environ 32 millions d'habitants entre 2,5 et 4 millions d'individus ont quitté le Venezuela entre début 2014 et fin 2017, et qu'ils pourraient être 1,5 million à les rejoindre au cours de la seule année 2018<sup>100</sup> », pourraient répondre à la définition d'une migration de masse que livre l'OIM si on considère que ces chiffres sont nombreux et leur augmentation soudaine.

De plus, pour ce qui en est de l'expression « crise migratoire », celle-ci impliquerait que la Colombie ou les autres pays récepteurs soient confrontés à une hausse problématique des flux d'immigration. Alors que cette notion est communément employée pour désigner la crise des réfugiés syriens en Europe depuis 2015, le représentant régional des États-Unis et de la Caraïbe à l'UNHCR, Matthew Reynolds, a déclaré en septembre 2018, lors d'une conférence organisée par le CSIS que l'émigration vénézuéliennes était pour l'UNHCR « *one of our largest crisis. This is on the scale of Syria*<sup>101</sup> ». Cette affirmation compare et assimile un phénomène migratoire à un autre sans préciser sur quel plan ni échelle précise ces phénomènes seraient similaires. Peut-on prendre ce propos et son locuteur pour référence objective ?

Si le critère de la soudaineté annoncé par l'OIM est celui qui caractérise en premier lieu une migration de masse, alors il semblerait que les migrations vénézuéliennes en Colombie correspondent à ce type de phénomène. En revanche, en l'absence de définition du terme de crise migratoire se basant sur des seuils chiffrés, on peut seulement affirmer que l'année 2017 constitue un boom ou une explosion migratoire comparé aux années précédentes et surtout par rapport à 2016 étant donné que le nombre d'entrées a plus que doublé entre ces deux années, passant d'environ 375 000 à près de 796 000 alors que le nombre de sorties n'a pas tellement augmenté depuis les cinq dernières années. Ce contraste d'une année sur l'autre, caractéristique des booms ou explosions migratoires est donc incontestable, alors que l'attribution de l'expression de crise migratoire ne repose pas sur la classification des flux migratoires selon leur quantité exacte, mais plutôt sur l'avis propre et personnel de celui qui l'exprime comme telle. Au vu de cette limite méthodologique, il convient de rappeler que les différentes analyses

---

<sup>100</sup> Andreani Fabrice, Laplace Lucie, « Quand la (contre-)révolution vote avec ses pieds : penser l'explosion migratoire vénézuélienne », *Hérodote*, vol. 171, no. 4, 2018. *op. cit.* p. 29-44.

<sup>101</sup> CSIS « Crisis Response : Tracking Venezuela's Unprecedented Migrant and Refugee Flows » [en ligne]. Washington D.C., 18 septembre 2018.

du phénomène tendent à classer les flux selon les intérêts politiques, diplomatiques, sociaux ou économiques que défendent leurs auteurs.

## 2. L'émigration vénézuélienne : un exode ?

Depuis quelques années, les migrations vénézuéliennes en Colombie font l'objet de nombreuses études en raison de leur ampleur sans précédent dans l'histoire du Venezuela et d'Amérique latine. On peut remarquer l'utilisation récurrente du terme « exode » par la presse, ainsi que par de nombreux organismes et experts internationaux pour se référer au phénomène étudié. On citera une nouvelle fois Matthew Reynolds annonçant en 2018 au nom de l'UNHCR : « *in its modern history, Latin America has never experienced an exodus of this dimension*<sup>102</sup> », phrase similaire à celle que nous retrouvons dès les premières lignes de la page officielle de l'organisme traitant du phénomène, nommée « Situación en Venezuela »<sup>103</sup>.

Cependant, la notion d'exode renvoie dans un premier temps à la sortie d'Égypte des Hébreux dirigés par Moïse et à leurs pérégrinations<sup>104</sup>. C'est une acception puisqu'il a, à la fois, une connotation religieuse et une connotation géographique en lien avec le concept d'exode rural. Le terme est communément employé pour signifier l'émigration en masse d'un peuple, bien qu'il soit au départ fort de symbolique religieuse. L'OIM le définit comme un « *mouvement en groupes, isolé et sporadique, hors du pays d'origine. L'exode en masse est un mouvement d'un grand nombre de personnes ou d'une fraction d'une communauté*<sup>105</sup> ».

Malgré le fait que nous rencontrons de fortes populations vénézuéliennes immigrées dans de nombreux pays du monde, nous ne pouvons pas proprement parler d'un phénomène d'« exode » vénézuélien, si ce n'est de manière métaphorique puisque le Venezuela ne se vide pas entièrement de sa population. L'ampleur du phénomène est toutefois conséquente puisque ce sont environ 16%<sup>106</sup> des citoyens vénézuéliens qui auraient migré hors du pays en 2019 alors que le dernier recensement de population réalisé par l'INE en 2011 recensait seulement 4,2% de la population vénézuélienne vivant à l'étranger<sup>107</sup>.

---

<sup>102</sup> CSIS « Crisis Response : Tracking Venezuela's Unprecedented Migrant and Refugee Flows » [en ligne]. Washington D.C., 18 septembre 2018. *op. cit.*

<sup>103</sup> UNHCR, « Situación en Venezuela » [en ligne], 2019.

<sup>104</sup> CNRTL « Exode » [en ligne].

<sup>105</sup> OIM « Glossaire de la migration » [en ligne]. N. 9, Genève, 2007. *op. cit.*

<sup>106</sup> CSIS « Voices of Venezuela » [en ligne]. *op. cit.*

<sup>107</sup> INE, « XIV censo nacional de población y vivienda » [en ligne]. Mai 2014. p. 40..

Betilde Muñoz-Pogossian, directrice du *Department of Social Inclusion* de l'OEA prononce cependant en septembre 2018 que « *as long as democracy and human rights are not restored in Venezuela this exodus will continue*<sup>108</sup> », témoignant ainsi implicitement d'une violation des droits de l'Homme et, en conséquence, de la présence d'un exode. Maurice Lemoine explique par ailleurs que les positions de l'OEA sur la situation tendent à se calquer sur celles des États-Unis et que l'organisation parlerait au nom de leurs intérêts, c'est-à-dire de présenter la situation comme une crise humanitaire comprenant une violation des droits de l'Homme par le gouvernement et ses autorités nécessitant ainsi l'envoi d'une aide humanitaire extérieure<sup>109</sup>.

### **3. L'attribution des termes « migrations contraintes » et « migrations forcées »**

En outre, nous retrouvons également un débat assez présent dans plusieurs analyses autour de la caractérisation des migrations vénézuéliennes comme étant des migrations contraintes. Comme l'a écrit Karen Akoka en 2016 à propos de la crise des migrants en Europe, il est nécessaire de « *questionner la notion de « volonté » et le degré de contrainte dans le choix d'un moment de départ et d'un lieu de destination chez les migrants*<sup>110</sup> ». La migration contrainte ou forcée est définie par l'OIM comme un :

terme généralement utilisé pour décrire le mouvement non volontaire de personnes, causé notamment par la crainte de persécutions, par des situations de conflit armé, de troubles internes, de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme. La notion de migration forcée comprend le mouvement des réfugiés et des personnes déplacées (à l'intérieur ou à l'extérieur de leur pays)<sup>111</sup>.

L'attribution des termes « migrations forcées » ou « migrations contraintes » est complexe et discutée, car elle marque une opposition forte de conséquence avec les « migrations économiques » qui, elles, ne font a priori pas émerger de problématiques liées au respect des droits de l'Homme, ni la nécessité d'action de la communauté internationale. Ainsi, par opposition, les migrants dits « économiques » sont les :

---

<sup>108</sup> CSIS « Crisis Response : Tracking Venezuela's Unprecedented Migrant and Refugee Flows » [en ligne]. Washington D.C., 18 septembre 2018. *op. cit.*

<sup>109</sup> Lemoine, Maurice, *Venezuela, chronique d'une déstabilisation*, Editions Le Temps des Cerises, Montreuil, 2019. *op. cit.*

<sup>110</sup> Akoka Karen, « Crise des réfugiés ou des politiques d'asiles ? » [en ligne], 31 mai 2016. *op. cit.*

<sup>111</sup> OIM « Glossaire de la migration » [en ligne]. No.9, Genève, 2007. *op. cit.*

migrants quittant leur pays d'origine pour s'installer sur le territoire d'un État étranger afin d'améliorer leurs conditions d'existence. Ce terme peut être utilisé pour distinguer ces personnes des réfugiés fuyant les persécutions. Il s'applique également aux personnes essayant d'entrer dans un pays sans autorisation ou en usant des procédures d'asile sans motif légitime, ainsi qu'aux travailleurs saisonniers<sup>112</sup>.

Cette définition ne présente pas de caractéristiques spécifiques des migrants économiques, elle se contente de les opposer aux réfugiés fuyant la violence dans leur pays d'origine. Elle pourrait donc s'appliquer à un très grand nombre de migrants internationaux. La différence entre les migrations forcées et les migrations économiques tournerait donc autour du degré de contrainte du choix de migrer.

les déterminants de la migration ne peuvent être réduits au manque de développement économique. L'insécurité génératrice de migration doit tout autant, si ce n'est plus, au manque de développement politique. Une confiance minimum dans les administrations, dans l'impartialité de la justice, dans la probité de la police, etc., est une condition indispensable pour envisager un avenir acceptable dans son propre pays<sup>113</sup>.

Comme nous l'avons vu, certains facteurs incitent la migration, ce sont généralement les facteurs d'attraction et d'autres poussent ou parfois forcent à la migration, ce sont généralement les facteurs de répulsion<sup>114</sup>. À partir de quel moment une accumulation de *push factors* fait migrer une population ? Là encore, ce degré de contrainte ne peut pas être mesuré. En conséquence, la lecture du phénomène comme un cas de migrations forcées ou contraintes n'a rien d'évident et dépend des critères choisis pour l'analyse.

Un rapport présenté sur la plateforme R4V « Migración desde Venezuela a Colombia : impactos y estrategia de respuesta en el corto y mediano plazo » datant d'octobre 2018, explique que :

independientemente de su estatus migratorio, los movimientos actuales comparten características claves con las crisis de refugiados que se han presentado en otros países. Esto incluye una llegada muy rápida de personas (la migración económica tradicional tiende a ser más lenta) y una proporción relativamente alta de personas en condiciones de vulnerabilidad socioeconómica<sup>115</sup>.

---

<sup>112</sup> OIM « Glossaire de la migration » [en ligne]. No.9, Genève, 2007. *op. cit.*

<sup>113</sup> Cambrézy Luc, Laacher Smaïn, Lasailly-Jacob Véronique *et al*, *L'asile au Sud*, Paris, La Dispute, 2008. *op. cit.* p.217.

<sup>114</sup> Echeverry Hernandez Ariel Augusto, «Análisis de la migración venezolana a Colombia durante el gobierno de Hugo Chávez (1999-2011). Identificación de capital social y compensación económica.» [en ligne], Revista Análisis Internacional, 2012, n°4. *op. cit.* p.19-20.

<sup>115</sup> R4V « Migración desde Venezuela a Colombia : impactos y estrategia de respuesta en el corto y mediano plazo » [en ligne], Washington D.C., octobre 2018. p. 52.

Il semblerait que le critère de la soudaineté soit ici celui qui est sélectionné pour distinguer les migrations vénézuéliennes des migrations économiques en plus du profil socio-économique des migrants.

Selon ces critères, les premières vagues migratoires antérieures à 2015 auraient principalement été des migrations d'ordre économique (avec des flux de *Brain Drain*, des flux postérieurs aux grèves du pétrole de 2002, aux expropriations et à la crise économique de 2008) accompagnées de flux motivés par des raisons politiques, telles que la dissidence au gouvernement chaviste et la répression politique. En revanche, depuis 2015 ce ne sont plus uniquement les élites, les professionnels hautement qualifiés ni les opposants au régime qui migrent vers la Colombie mais principalement des individus des classes moyennes et inférieures. En 2019, 70,6% la population vénézuélienne immigrée en Colombie était en âge de travailler ; de cette population active, 56% seraient des individus possédant au minimum une formation professionnelle ou seraient diplômés et qualifiés mais ne travailleraient pas en lien avec leur profession initiale. Environ 45,5% des migrants vénézuéliens en Colombie travailleraient de manière informelle et 27,9% seraient sans emploi pour l'année 2018<sup>116</sup>. Une fois avoir migré en Colombie, les vénézuéliens ont donc tendance à vivre dans une situation modeste voire précaire.

Est-ce que le changement de profil socio-économique des migrants ainsi que la soudaineté des flux migratoires depuis 2015 que nous avons constatés à travers les résultats, peuvent permettre à eux seuls de dire que les migrations qui étaient auparavant majoritairement d'ordre économique ne le seraient plus aujourd'hui ? Peut-on parler de migrations contraintes dans la seule perspective d'opposition avec les migrations économiques ?

Certains spécialistes de la situation migratoire étudiée évoquent « *le caractère hybride de cette explosion migratoire – entre migration économique et forcée*<sup>117</sup> ». Enfin, selon Baby-Collin, Cortes et Faret « *des processus de déplacements forcés et de recherche d'asile laissent par exemple place -ou au contraire viennent succéder- à des logiques relevant de l'exode économique*<sup>118</sup> ».

---

<sup>116</sup> Pismataro Ramos Francesca (dir.), « Retos y oportunidades de la movilidad humana venezolana en la construcción de una política migratoria colombiana » [en ligne], septembre 2018, p. 12.

<sup>117</sup> Andreani Fabrice, Laplace Lucie, « Quand la (contre-)révolution vote avec ses pieds : penser l'explosion migratoire vénézuélienne », [en ligne]. *Hérodote*, vol. 171, no. 4, 2018. *op. cit.* p. 43.

<sup>118</sup> Baby-Collin Virginie, Cortes Geneviève, Faret Laurent *et al* (dir.), *Migrants des Suds*, Marseille, IRD Editions, Collection Objectifs Suds, 2009. *op. cit.* p.19.

#### 4. Crise humanitaire et situation d'urgence humanitaire

Alexandra Castro Franco écrit en mars 2019 que « *la llegada masiva de gran cantidad de venezolanos en un corto periodo ha llevada a que organismos internacionales califiquen la actual situación migratoria como una verdadera catástrofe humanitaria que representa grandes desafíos para los Estados de tránsito y destino*<sup>119</sup> ».

La situation économique, politique, sociale, sanitaire et migratoire vénézuélienne actuelle correspond-t-elle à une situation d'urgence ou de crise humanitaire ? En quoi l'augmentation des flux migratoires depuis 2015 ferait partie des éléments permettant de dire que la crise vénézuélienne constitue désormais une crise humanitaire ?

Qu'est-ce qu'une crise humanitaire ? Là encore, les critères et caractéristiques qui la définissent varient beaucoup d'une source à l'autre. Alors que certains spécialistes de la situation et organismes internationaux préfèrent le terme « crise humanitaire », d'autres privilégient le terme « urgence humanitaire » pour se référer au cas vénézuélien. D'une part, selon Coalition Humanitaire, « *une urgence humanitaire est un événement, ou une série d'événements, qui constitue une menace sérieuse à la santé, la sécurité ou le bien-être d'une communauté ou d'un groupe de personnes, sur une zone étendue*<sup>120</sup> ». D'autre part, la crise humanitaire est définie par le droit international humanitaire comme une situation causée par des désastres naturels ou par des conflits armés. Une des branches de la crise humanitaire est la situation d'« urgence politique complexe »<sup>121</sup>. Cette situation se différencie de la crise humanitaire parce qu'elle tend à plus s'étaler dans le temps.

Les définitions de la notion de crise ou d'urgence humanitaire sont-elles représentatives du cas vénézuélien ? Une étude réalisée par l'association *Transparencia Venezuela*, tâche d'analyser la situation vénézuélienne au regard de la situation de crise que traverse le pays et y décrit que le concept de crise humanitaire a été communément employé pour désigner la situation par laquelle passe le Venezuela sans que les différences caractéristiques entre celle-ci et « l'urgence politique complexe » soient prises en compte. L'association défend l'attribution de cette dernière expression au contexte vénézuélien en indiquant que la population du pays

---

<sup>119</sup> Castro Franco, Alexandra (ed.), *Venezuela migra: aspectos sensibles del éxodo hacia Colombia*, Universidad Externado de Colombia, Bogota, mars 2019. *op. cit.*

<sup>120</sup> Coalition humanitaire « Qu'est-ce qu'une urgence humanitaire ? » [en ligne].

<sup>121</sup> Transparencia Venezuela, « ¿Crisis humanitaria o emergencia compleja en Venezuela? » [en ligne].



émigre principalement pour deux raisons : l'insécurité juridique et personnelle et la situation économique<sup>122</sup>.

En effet, le taux de pauvreté a énormément augmenté et serait passé selon les résultats du sondage ENCOVI (*Encuesta Nacional de Condiciones de Vida*) d'environ 51,5% en 2014 à 87% en 2017<sup>123</sup> et la pauvreté extrême serait passée de 23,6% à 51,2%. Selon ce sondage qui couvre aussi l'alimentation et la nutrition des vénézuéliens, pour l'année 2017, « 80% de los hogares presentan inseguridad alimentaria<sup>124</sup> » avec une perte de qualité et de quantité de l'alimentation de la population vénézuélienne entre 2014 et 2017 par manque de moyens financiers ou pour cause de pénuries alimentaires. Il est recensé que sur environ 32 millions d'habitants, 8,2 millions mangent seulement une à deux fois par jour, ce qui a eu pour conséquence directe une perte de poids moyenne de 11,4 kg chez 64,3% de la population sur la période étudiée. De plus, selon l'ONU un vénézuélien sur trois souffrirait de famine, facteur qui serait devenue la principale cause de désertion scolaire.

Selon l'INED, en 2019 la Colombie possède le 93<sup>ème</sup> PIB du monde, alors que le Venezuela se situe en 198<sup>ème</sup> position. Pour ce qui est de la durée de vie moyenne, la Colombie se place à la 65<sup>ème</sup> position avec comme âge moyen 77,5 ans et le Venezuela au 124<sup>ème</sup> rang avec 72,1 an<sup>125</sup>. Le taux de mortalité est également plus élevé au Venezuela avec 7,2, contre 5,7 en Colombie pour l'année 2020. En outre, le Venezuela présente un taux de mortalité infantile de 26,2 en 2019 comparé à 13,9 en 2009<sup>126</sup>. La Colombie possède, elle, un taux de mortalité infantile de 11,8, soit 2 fois moins élevé que celui du Venezuela.

Le Venezuela rassemble donc un nombre conséquent de *push factors*. En revanche, la définition des *pull factors* ne semble pas caractériser la Colombie, qui n'est pas un pays en situation de plein emploi, ni de sécurité nationale optimale. Le fait que la Colombie ne soit pas un pays possédant des *pull factors* traditionnels pourrait laisser voir le fait que l'émigration de vénézuéliens vers ce pays serait en partie réalisée sous la contrainte des *push factors* puisque les déplacements de population font ressortir des disparités sociales. Ainsi, les catégories sociales de vénézuéliens migrant depuis 2015 ne sont pas les mêmes que celles qui ont migré

---

<sup>122</sup> Transparencia Venezuela, « ¿Crisis humanitaria o emergencia compleja en Venezuela? » [en ligne]. *op. cit.*

<sup>123</sup> Prodavinci, « Qué dice la ENCOVI 2017 sobre la calidad de vida de los venezolanos » [en ligne]. Février 2018.

<sup>124</sup> ENCOVI, « Encuesta Nacional de Condiciones de Vida Venezuela 2017 » [en ligne]. 2017. p. 14.

<sup>125</sup> INED, « Amérique Latine et Caraïbes – Amérique du Sud – estimations 2020 » [en ligne].

<sup>126</sup> *Ibid.*

avant cette date. Le changement de profil socio-économique des migrants semblerait être un indicateur de l'augmentation de la situation d'urgence humanitaire au Venezuela.

La baisse significative du niveau de vie des vénézuéliens a pour conséquence une crise sanitaire croissante qui serait directement liée à l'augmentation de l'émigration vénézuélienne et aux migrations pendulaires se réalisant dans le but de se ravitailler en biens de première nécessité à la frontière colombienne. Cependant, Alfredo Zayas, expert auprès du Conseil des droits humains de l'ONU, expose en 2017 son accord avec la FAO et la CEPAL pour dire que la situation vénézuélienne ne correspond en aucun cas à une crise humanitaire « *bien que dans certains secteurs il y ait des pénuries, des problèmes d'approvisionnement, des retards de distribution, etc.*<sup>127</sup> ».

## **B. Enjeux de ces termes au niveau international**

Comme nous venons de le voir, les termes souvent employés par la presse pour caractériser les migrations vénézuéliennes sur la période 2015-2019 sont tous discutables et controversés. Dans le contexte international actuel, leur utilisation n'est pas anodine. La caractérisation des flux migratoires vénézuéliens est ainsi au centre d'enjeux internationaux que reflètent l'emploi de ces termes.

### **1. Les vénézuéliens en Colombie : migrants ou réfugiés ?**

La Convention de Genève sur les réfugiés, en vigueur depuis 1951 avec son protocole datant de 1967, définissent les réfugiés et les migrants en les distinguant selon les raisons motivant leur départ. Ces définitions impliquent l'idée qu'un migrant est celui qui quitte volontairement son pays d'origine, à la recherche de meilleures conditions de vie. Elles sous-entendent qu'il le fait d'un point de vue économique, alors qu'un réfugié ou demandeur d'asile le ferait sous la contrainte, pour des raisons principalement politiques, telles que la persécution et les violences quotidiennes, ou encore pour des menaces et risques en raison de l'appartenance

---

<sup>127</sup> Lemoine, Maurice, *Venezuela, chronique d'une déstabilisation*, Editions Le Temps des Cerises, Montreuil, 2019. *op. cit.* p. 517.

à un certain groupe social, religieux ou politique<sup>128</sup>. Les définitions établies par la convention de Genève, ne permettent pas d'envisager que les migrants puissent quitter leur pays pour un ensemble de facteurs très divers, alors que la majorité des flux de migrants quittant le Venezuela pour rejoindre la Colombie seraient pourtant des flux regroupant différentes catégories de raisons :

one of the reasons that the crisis has not received enough international attention or funding is that it defies the conventional understanding of what drives people to leave their country en masse. The United Nations defines the stream leaving Venezuela as a "mixed flow" of migrants and asylum-seekers<sup>129</sup>.

Les flux diversifiés ou *mixed flow* sont des « *flux migratoires complexes composés de migrants économiques, de réfugiés, de personnes déplacées et autres migrants*<sup>130</sup> ». Les migrations vénézuéliennes en Colombie paraissent faire partie de la catégorie des *mixed flow*, puisque comme nous l'avons vu, la migration a d'abord été d'ordre économique et dans une certaine mesure politique. Certains, comme Betilde Muñoz-Pogossian, défendent l'idée qu'elles pourraient même avoir évolué vers des migrations humanitaires en raison de la violation des Droits de l'Homme.

La Déclaration de Carthagène sur les réfugiés a été adoptée en 1984 par une partie des pays latino-américains dont le Venezuela et la Colombie. Elle donne une définition du statut de réfugié bien plus large que la Convention de Genève en mentionnant que les réfugiés sont des « *personas que han huido de sus países porque su vida, seguridad o libertad han sido amenazadas por la violencia generalizada, la agresión extranjero, los conflictos internos, la violación masiva de los derechos humanos u otras circunstancias que hayan perturbado gravemente el orden público*<sup>131</sup> ». Elle permet d'établir la protection internationale des réfugiés en Amérique Latine et la protection du droit d'asile<sup>132</sup>. Selon le point de vue depuis lequel nous nous positionnons, d'après cette déclaration les émigrés vénézuéliens pourraient être considérés comme des demandeurs d'asile.

La distinction entre migrants et demandeurs d'asile serait ainsi aujourd'hui moins nette qu'en 1951. Karen Akoka a démontré que les individus migrants auraient tendance à opter pour le statut le moins contraignant et le plus susceptible d'être accepté par le pays d'accueil. Une

---

<sup>128</sup> Akoka Karen, « Crise des réfugiés ou des politiques d'asiles ? » [en ligne], 31 mai 2016. *op. cit.*

<sup>129</sup> Wilson Center, « Understanding the Venezuelan Refugee Crisis » [en ligne], 13 septembre 2019. *op. cit.*

<sup>130</sup> OIM « Glossaire de la migration » [en ligne]. No.9, Genève, 2007. *op. cit.*

<sup>131</sup> R4V « Migración desde Venezuela a Colombia : impactos y estrategia de respuesta en el corto y mediano plazo » [en ligne], Washington D.C., octobre 2018. *op. cit.*

<sup>132</sup> UNHCR « Déclaration de Carthagène sur les réfugiés » [en ligne], Carthagène des Indes, Colombie, 22 novembre 1984.

part très peu nombreuse des migrants vénézuéliens ferait la demande d'asile auprès du gouvernement colombien parce qu'il est relativement difficile de l'obtenir et de prouver les conditions nécessaires à son obtention. En outre, certains migrants n'ont ni passeport ni papiers d'identité et n'ont donc pas la possibilité de demander l'asile en raison des délais de délivrance de ces documents par l'administration vénézuélienne qui sont parfois très longs. Cette difficulté à obtenir le statut de réfugié est également due au contexte géopolitique et diplomatique plus global. Comme l'affirme Andrés Cañizález, nous remarquons que :

ACNUR y OIM, en sus declaraciones conjuntas, se han cuidado de hablar simultáneamente de “refugiados y migrantes” venezolanos. No hay consenso ni dentro de la ONU, ni en el conjunto de países sudamericanos (los más afectados por la llegada masiva) en catalogar como refugiados a todos aquellos venezolanos que huyen de la crisis<sup>133</sup>.

A l'heure actuelle, les migrants vénézuéliens ne sont toujours pas reconnus par la communauté internationale comme un groupe de réfugiés. En 2018, l'UNHCR a fait part de son avis en faveur de la reconnaissance des vénézuéliens comme un groupe de réfugiés selon la définition de la Déclaration de Carthagène qu'ont, par ailleurs, signé la majorité des pays d'Amérique latine :

Venezuelans are fleeing a profound economic and political crisis, characterized by the systematic violation of human rights and a deepening humanitarian emergency. Because of developments inside the country, the UNHCR has called on the international community to recognize Venezuelans as a group as refugees, based on the wider criteria outlined in the Cartagena Declaration of 1984<sup>134</sup>.

Tout comme l'UNHCR, de nombreux spécialistes de la situation suggèrent que cette définition soit appliquée en Amérique Latine pour le cas vénézuélien<sup>135</sup>. Cependant, la communauté internationale n'a jusqu'à présent pas validé cette terminologie.

Cette absence de catégorisation laisse donc chacun des pays récepteurs libre de considérer les migrants vénézuéliens comme ils l'entendent en leur octroyant des visas de travail ou des visas temporaires, à défaut du statut de réfugié. La reconnaissance de ce statut aurait l'avantage d'assurer aux vénézuéliens de pouvoir rester légalement dans le pays où ils ont migré. En somme, ces droits ne sont pas reconnus par tous les États de la région car ils impliqueraient l'admission légale et permanente des réfugiés dans le pays d'accueil, ce qui pourrait avoir des répercussions politiques négatives pour les chefs d'États latino-américains si l'opinion publique n'est pas en faveur de la réception de cette immigration. Faute de

---

<sup>133</sup> Revista Sic « ¿Se pueden comparar los éxodos de población de Siria y Venezuela? » [en ligne].

<sup>134</sup> Wilson Center, « Understanding the Venezuelan Refugee Crisis » [en ligne], 13 septembre 2019. *op. cit.*

<sup>135</sup> CSIS « Crisis Response : Tracking Venezuela's Unprecedented Migrant and Refugee Flows » [en ligne]. Washington D.C., 18 septembre 2018. *op. cit.*

reconnaissance de ce statut, les migrants vénézuéliens font donc légalement partie de la catégorie des migrants économiques malgré le fait qu'un grand nombre d'entre eux arrive dans les divers pays d'Amérique latine dans une situation de vulnérabilité et de précarité.

## 2. Réponse et action de la communauté internationale

La considération ou la reconnaissance des migrants vénézuéliens comme un groupe de réfugiés par la communauté internationale permettrait en effet une meilleure accessibilité à des fonds d'urgence finançant une aide humanitaire pour cette population<sup>136</sup>.

En 2018, l'UNHCR a fait une demande de 46 millions de dollars pour financer neuf actions dans différents pays de la région, tels que la Colombie, le Brésil, le Costa Rica, le Mexique, le Pérou, le Panama, l'Équateur, les Caraïbes et également au Venezuela<sup>137</sup>. En 2019, cette demande de budget est passée à 158,2 millions de dollars<sup>138</sup>. Le RMRP 2020, *Refugee and Migrant Response Plan*, présente également un projet d'aide humanitaire par secteur selon les besoins de la population émigrée<sup>139</sup>.

Face à ces demandes, le programme *Food for Peace* de l'*US Agency for International Development* a, par exemple, financé 6 millions de dollars de nourriture en 2018. Ces aides servent aussi à financer la construction de refuges, l'approvisionnement en eau potable, du matériel d'hygiène, ou encore des soins essentiels. L'action humanitaire a été coordonnée par l'OIM et l'UNHCR et comptait 95 organismes implantés dans 16 pays d'Amérique Latine apportant une assistance aux migrants et réfugiés vénézuéliens à la date de décembre 2018.

Cependant, comme le souligne un rapport de l'organisme migratoire R4V d'octobre 2018, malgré l'envergure de la crise le Venezuela a reçu nettement moins de fonds humanitaires que les autres pays passant par des crises considérées comme similaires dans l'actualité, avec seulement 225 millions de dollars de 2017 à 2020, alors que le Soudan du Sud en aurait reçu 4,3 milliards et la Syrie 7,7 milliards pour cette même période<sup>140</sup>.

---

<sup>136</sup> Revista Sic « ¿Se pueden comparar los éxodos de población de Siria y Venezuela? » [en ligne]. 22 janvier 2019. *op. cit.*

<sup>137</sup> CSIS « Crisis Response : Tracking Venezuela's Unprecedented Migrant and Refugee Flows » [en ligne]. Washington D.C., 18 septembre 2018. *op. cit.*

<sup>138</sup> UNHCR, « Emergency plan for refugees and migrants from Venezuela launched » [en ligne]. Décembre 2018.

<sup>139</sup> Voir annexe 7.

<sup>140</sup> CSIS, *Voices of Venezuela*, [podcast], [en ligne]. *op. cit.*

Bien que de nombreuses ONG et initiatives humanitaires voient le jour sur le continent pour répondre à l'émigration vénézuélienne, l'envoi d'une aide humanitaire au Venezuela est sujet à controverse parce qu'elle couvrirait une « *multitude d'effets pervers qu'est susceptible de receler sa globalisation sous des modalités humanitaires*<sup>141</sup> ». Certains comme le représentant du Venezuela à l'ONU, Samuel Moncada, le considèrent comme une énième forme d'interventionnisme et de main mise états-unienne sur le continent. Celui-ci affirme à propos du sommet réunissant la plupart des membres du Groupe de Lima en septembre 2018 à Quito, qu' « *il ne s'agit pas d'une résolution sur les migrants mais de la déclaration [...] d'un État en déliquescence incapable d'agir sur son propre territoire et générant une crise qui déstabilise la région et ne peut être arrêtée que par une intervention humanitaire*<sup>142</sup> ». Le groupe de Lima a été créé dans le but d'organiser la résolution de la crise vénézuélienne, mais ses décisions seraient orientées par les États-Unis, qui n'en sont pas membre mais participent tout de même aux réunions. De même, Fabrice Andreani et Lucie Laplace expliquent également au sujet de l'intensité et de la soudaineté de l'émigration vénézuélienne que :

la reconnaissance même de son ampleur et sa présentation par une myriade d'acteurs institutionnels comme étant un problème public régional de première importance sont lourdes de sens politique. Ne serait-ce que parce qu'elles mettent plus que jamais en péril la cohérence du récit des autorités bolivariennes et leurs soutiens sur l'état du pays, quasi unanimement disqualifié sur la scène internationale par les porteurs plus ou moins volontaires (et sincères) d'un horizon de « *globalisation démocratique* »<sup>143</sup>.

En effet, la crise vénézuélienne et le tournant migratoire de 2015 représentent un enjeu politique international puisque ces sujets sont souvent utilisés pour décrédibiliser la politique du gouvernement vénézuélien qui en est tenue pour responsable par une majorité des médias occidentaux qui défendent la nécessité d'une intervention étrangère humanitaire voire militaire.

Par ailleurs, Maurice Lemoine explique le paradoxe et le côté pervers que représente l'action humanitaire états-unienne vis-à-vis des sanctions économiques que le même pays impose au Venezuela : « *d'un côté, il y a un étranglement économique du pays et, de l'autre, on annonce une opération humanitaire pour l'aider. C'est une absurdité. Si les sanctions sont levées, il n'y a plus besoin d'aide humanitaire*<sup>144</sup> ».

---

<sup>141</sup> Andreani Fabrice, Laplace Lucie, « Quand la (contre-)révolution vote avec ses pieds : penser l'explosion migratoire vénézuélienne », [en ligne]. *Hérodote*, vol. 171, no. 4, 2018. *op. cit* p. 43.

<sup>142</sup> Lemoine, Maurice, *Venezuela, chronique d'une déstabilisation*, Editions Le Temps des Cerises, Montreuil, 2019. *op. cit*. p. 512.

<sup>143</sup> Andreani Fabrice, Laplace Lucie, « Quand la (contre-)révolution vote avec ses pieds : penser l'explosion migratoire vénézuélienne », [en ligne]. *Hérodote*, vol. 171, no. 4, 2018. *op. cit*. p. 31.

<sup>144</sup> Le Quotidien, « Venezuela : Il est scandaleux de voir les Européens s'aligner sur Trump » [en ligne]., 4 mars 2019.

### 3. 2015 : un tournant pour l'émigration vénézuélienne dans les autres pays ?

L'intensité et la soudaineté des flux migratoires vénézuéliens en Colombie après 2015 ont-ils été similaires dans les autres pays du monde et du sous-continent ? Le tournant de l'année 2015 a-t-il constitué un cas isolé en Colombie ?

Anitza Freitez publiait en 2011 une analyse sur les récentes tendances à l'émigration de la population vénézuélienne. Elle y étudie la hausse remarquable de manière générale vers des pays étrangers comme les États-Unis ou l'Espagne dès les années 2005-2006. Nous observons une augmentation considérable du nombre de réfugiés vénézuéliens à l'étranger entre 1999, où le nombre est proche de 0, et 2009, où nous constatons près de 6 500 réfugiés<sup>145</sup>. Les arrivées de migrants vénézuéliens ne se sont pas réalisées simultanément dans les pays récepteurs, certains pays ont accueilli une immigration vénézuélienne plus tôt que d'autres. L'explosion migratoire de 2017 a, par ailleurs, été plus importante en Colombie plus que dans tout autre pays du monde<sup>146</sup>. La période d'arrivée des migrants vénézuéliens et la quantité varient ainsi énormément d'un pays à l'autre.

Cependant, la crise migratoire vénézuélienne a des répercussions sur les flux d'immigration de beaucoup de pays, « *migration can be viewed as an interconnected spatial system in which the effect of a change in one location will be felt in various other locations*<sup>147</sup> ». Moises Rendon, directeur de *The Future of Venezuela Initiative and Fellow*, de l'*Americas Program* du CSIS, met en exergue l'intensité du phénomène d'émigration actuel en expliquant : « *this is not a Venezuelan crisis, this is a regional crisis*<sup>148</sup> ».

L'Équateur, le Panama et un grand nombre de pays d'Amérique centrale et du Sud reçoivent une importante immigration vénézuélienne accédant à leurs frontières par une migration de transit. Les demandes d'asile ont dernièrement explosé au Pérou, passant de 182 en 2015 à 33 149 en 2017<sup>149</sup>. De la même façon, l'émigration vénézuélienne en Argentine était

---

<sup>145</sup> Voir annexe 8.

<sup>146</sup> Voir annexe 9.

<sup>147</sup> Cadwallader Martin T., *Migration and residential mobility : Macro and Micro approaches*, The University of Wisconsin Press, Londres, 1992. *op. cit.* p. 8.

<sup>148</sup> CSIS « Voices of Venezuela » [en ligne].

<sup>149</sup> Voir annexe 10.

très peu nombreuse avant 2011, puis une hausse significative se dessine à partir de 2015, avant de devenir très importante en 2017.

Pour les autres pays comme pour la Colombie, 2015 n'a pas été une année de tournant en termes quantitatifs puisqu'elle n'a pas connu d'intensification des flux spectaculaire. En revanche, cette année a constitué l'élément déclencheur qui mènera par la suite au boom migratoire de 2017, qui lui marquera un tournant significatif sur le plan quantitatif en Colombie comme dans les autres pays. L'inversement des soldes migratoires colombo-vénézuéliens et l'existence de la crise frontalière de l'été 2015 sont ainsi des événements propres au contexte binational n'ayant pas connu d'écho dans les autres pays. Pour conclure, la Colombie n'est pas le seul pays à connaître un changement dans ses dynamiques migratoires, mais c'est sans aucun doute celui qui a connu le boom migratoire le plus fulgurant entre 2015 et 2019.

## **Conclusion**

Rendre compte de la complexité de la situation migratoire colombo-vénézuélienne depuis 2015 n'est pas sans difficulté car la frontière entre la Colombie et le Venezuela est l'une des plus dynamiques d'Amérique du Sud et son affluence reflète depuis un demi-siècle les situations de crises internes qu'ils ont vécues. Si les colombiens ont fortement migré vers le Venezuela dans la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, ces tendances migratoires se sont inversées depuis 2015. Selon les chiffres livrés par le DANE, Migración Colombia et la plateforme R4V, ce sont en effet les vénézuéliens qui migrent aujourd'hui en masse vers la Colombie. Le passé migratoire binational est l'élément crucial permettant de comprendre les origines de ce phénomène très complexe prenant place depuis 2015 puisque les migrations antérieures de colombiens vers le Venezuela sont à l'origine d'une très forte population possédant la double nationalité. En conséquence, la migration de retour de colombiens qui vivaient au Venezuela ou de vénézuéliens d'ascendance colombienne représentait encore environ 67% des flux d'immigration de vénézuéliens en Colombie en 2017. Ce chiffre peut se comprendre par l'expérience migratoire qu'ont connue les colombiens vivant au Venezuela, celle-ci les rendrait plus enclins à migrer de nouveau vers la Colombie sur le début de la période que des individus vénézuéliens n'ayant ni proches à l'étranger ni premier vécu en tant que migrants. Par ailleurs,



cette migration de retour a par la suite permis la création en Colombie de réseaux de migrants facilitant l'arrivée de nouveaux migrants colombo-vénézuéliens dans le pays.

Cependant, si la période précédant 2015 recense majoritairement des migrations de retour, des migrations motivées par des raisons politiques et des flux de *Brain Drain* de classes socio-économiques moyennes et supérieures ayant majoritairement lieu dans un cadre légal, la période 2015-2019 recense des types de flux et des profils de migrants différents. Bien que cette période n'ait pas été homogène et qu'il soit possible de la diviser en deux vagues migratoires, 2015-2016 et 2017-2019, elle se constitue d'individus de classes socio-économiques moyennes-inférieures provenant de moins en moins d'une migration de retour de colombiens immigrés au Venezuela ou de vénézuéliens d'ascendance colombienne. Nous avons également observé après 2015 une très forte tendance à l'augmentation de la migration de transit, de la migration pendulaire mais aussi de la migration irrégulière qui témoigne ainsi de cette paupérisation de la population migrante et de la soudaineté de ces flux. En outre, la période 2017-2019 représente une véritable explosion migratoire. Le nombre d'entrées de vénézuéliens sur le territoire colombien a plus que doublé entre 2016 et 2017, passant d'environ 375 000 à près de 796 000 et la population vénézuélienne immigrée a augmenté de 651% sur cette année.

L'année 2015 a ainsi démarqué un avant d'un après sur le plan migratoire. L'élément déclencheur de ces changements que nous identifions comme un tournant dans les migrations vénézuéliennes en Colombie correspond à la crise frontalière d'août 2015. C'est pendant cette crise qu'a eu lieu la déportation de milliers de colombiens immigrés au Venezuela accompagnés du retour de leurs proches ainsi que plusieurs fermetures et réouvertures de la frontière entre les deux pays, obstruant ainsi le passage régulier des individus poussant ainsi des foules à la traverser lors des moments de réouverture pour migrer de manière permanente ou bien pour effectuer une migration pendulaire et se ravitailler en biens de première nécessité. C'est également au cours de cette année qu'a eu lieu le point d'inflexion et de basculement des tendances migratoires entre la Colombie et le Venezuela. Cette année constitue ainsi une rupture sur le plan migratoire par rapport aux années antérieures.

Le renversement des statuts migratoires pour le Venezuela comme pour la Colombie entre la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle et l'actualité est très frappant, car la Colombie était un pays de forte émigration et le Venezuela, un pays de forte immigration. Le basculement du solde migratoire colombien vers le Venezuela et même du solde migratoire colombien total passant tous les deux d'une valeur négative à une valeur positive en 2015 a donc modifié la dynamique migratoire entre ces pays voisins à travers l'inversement des statuts historiques de

pays émetteur et de pays récepteur. Malgré ces changements, la mobilité entre les deux pays semble manifester une logique historique étant donné le contexte des relations binationales dans lequel elle prend place.

De manière générale, la migration est perçue par les peuples comme un moyen d'échapper aux risques, ainsi elle se présente souvent comme une des conséquences des situations de crises. Dans le cas vénézuélien, les facteurs internes et externes que nous avons étudiés ont assurément constitué des *push factors*, et une accumulation de ceux-ci pourrait, en effet, inciter la population à migrer, mais nous ne pouvons pas affirmer qu'il s'agisse des motifs ayant déterminé le tournant migratoire de 2015, ni la très forte hausse des flux entre 2015 et 2019. Nous remarquons donc que le Venezuela rassemble différents *push factors* pour sa population mais que la Colombie ne présente pas vraiment de *pull factors*. Elle attirerait tout de même des migrants vénézuéliens qui la verraient comme un pays attractif en comparaison avec le Venezuela.

Nous observons, par ailleurs, une correspondance chronologique entre les intensifications des flux migratoires et les divers moments critiques de la crise vénézuélienne sur la période 2015-2019. En conséquence, le phénomène des migrations vénézuéliennes est souvent analysé comme reflétant la situation de crise économique, politique et sociale vénézuélienne dont le gouvernement est tenu responsable par une partie de l'opinion publique nationale comme étrangère. Le phénomène migratoire est donc au cœur d'enjeux politiques internationaux et sert d'argument à différents individus et organismes pour décrédibiliser la politique du gouvernement vénézuélien. Les sources quantitatives mais surtout qualitatives sont donc très contradictoires et controversées sur la question de la caractérisation des flux migratoires vénézuéliens depuis 2015. Nous trouvons un grand nombre de termes attribués de manière récurrente à ces flux, tels que migrations forcées, exode, migrations de masse, crise migratoire, situation d'urgence humanitaire et enfin crise humanitaire.

Face à ce contexte international hostile au gouvernement vénézuélien et à l'absence de sources produites par le Venezuela, l'analyse des flux migratoires est donc très complexe parce qu'elle nécessite une grande prise de recul par rapport aux sources et à leurs producteurs qui tendent à les caractériser suivant leur position ou leurs intérêts politiques. La fiabilité des sources disponibles constitue donc la plus grande difficulté de ce travail de recherche. Les résultats obtenus et livrés dans ce Mémoire ne peuvent à eux seuls retranscrire la situation migratoire colombo-vénézuélienne actuelle et leur interprétation ne peut se faire sans la prise en compte des nombreux facteurs contextuels qui leur donnent du sens.

Le chiffre de départ de 1 771 237 immigrants vénézuéliens présents en Colombie au 31 décembre 2019 paraît considérable, mais il est important de le comprendre au regard du contexte dans lequel il se place car comme nous l'avons vu, jusqu'à 2017 une très grande majorité des migrations correspondaient à des flux de retour de colombiens ou de vénézuéliens d'ascendance colombienne. La période 2015-2019 constituerait néanmoins une véritable explosion des flux migratoires vénézuéliens en Colombie qui pourrait évoluer vers une crise humanitaire si la situation venait à s'intensifier et perdurer sur le long terme.

Ce sujet de recherche montre, une fois de plus sur le continent latino-américain, comment l'implication des États-Unis est importante lorsqu'il y a des intérêts à faire valoir. Le thème des migrations vénézuéliennes en Colombie montre également comment des données peuvent être utilisées, sélectionnées ou parfois détournées dans le but de servir une idéologie ou un intérêt politique. En effet, les États-Unis et la Colombie s'opposent fortement au gouvernement de gauche de Maduro, cela pourrait avoir des répercussions sur la fiabilité des sources traitant de la situation migratoire vénézuélienne. Étant donné que le Venezuela ne réalise plus d'études, nous ne disposons ainsi que des analyses réalisées par l'opposition, le gouvernement vénézuélien n'est donc pas dans une posture légitime pour démentir ces données. Il est donc important d'obtenir des informations par le plus d'intermédiaires différents possible et de les lire en fonction du contexte général car la production et la caractérisation des données sont stratégiques et peuvent être dangereuses puisqu'elles permettent de diriger, d'orienter ou de manipuler l'opinion publique en présentant une version qui peut être éloignée de la réalité.



# Bibliographie

## Sources primaires

- CASTRO FRANCO, Alexandra (ed.), « Migración de retorno en el contexto de la crisis venezolana » [en ligne]. Bogota, Universidad Externado de Colombia, avril 2019. Disponible sur : <<https://www.cairn.info/revue-etudes-2015-7-page-7.htm>>. [Consulté le 19 mai 2020].
- DANE, « Anuario 2003, movimientos migratorios internacionales de Colombia » [en ligne], Colombie, 2004. Disponible sur : <[https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/poblacion/migraciones/Anuario\\_2003.pdf](https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/poblacion/migraciones/Anuario_2003.pdf)>. [Consulté le 24 mars 2020].
- DANE, « Anuario estadístico 2008, entradas y salidas internacionales de Colombia » [en ligne], Bogota, 2012. Disponible sur : <[https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/poblacion/migraciones/Anuario\\_2008.pdf](https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/poblacion/migraciones/Anuario_2008.pdf)>. [Consulté le 25 mars 2020].
- DANE, « Anuario de movimientos internacionales de viajeros de Colombia 2013 » [en ligne], Bogota, juillet 2014. Disponible sur : <[https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/poblacion/migraciones/Anuario\\_2013\\_2\\_02\\_2015.pdf](https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/poblacion/migraciones/Anuario_2013_2_02_2015.pdf)>. [Consulté le 25 mars 2020].
- DANE, « Anuario de movimientos internacionales de viajeros 2014 » [en ligne], Colombie, 2016. Disponible sur : <[https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/poblacion/migraciones/Anuario\\_2014.pdf](https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/poblacion/migraciones/Anuario_2014.pdf)>. [Consulté le 26 mars 2020].
- DANE, « Anuario de movimientos internacionales de viajeros 2015 » [en ligne], Bogota, janvier 2017. Disponible sur : <[https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/poblacion/migraciones/Anuario\\_2015.pdf](https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/poblacion/migraciones/Anuario_2015.pdf)>. [Consulté le 26 mars 2020].
- DANE, « Anuario de movimientos internacionales de viajeros 2016 » [en ligne], Bogota, mars 2018. Disponible sur : <[https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/poblacion/migraciones/Anuario\\_2016.pdf](https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/poblacion/migraciones/Anuario_2016.pdf)>. [Consulté le 26 mars 2020].
- DANE, « Anuario estadístico de movimientos internacionales 2017 » [en ligne], Bogota, avril 2019. Disponible sur : <[https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/poblacion/migraciones/Anuario\\_2017.pdf](https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/poblacion/migraciones/Anuario_2017.pdf)>. [Consulté le 24 mars 2020].
- ENCOVI, « Encuesta Nacional de Condiciones de Vida Venezuela 2017 » [en ligne]. 2017. p .14. Disponible sur : <<https://encovi.ucab.edu.ve/wp-content/uploads/sites/2/2018/02/ucv-ucab-usb-encovi-alimentacion-2017.pdf>>. [Consulté le 22 mai 2020].
- Europa Press, « Maduro acusa a la ONU de "mentir" y dice que solo han salido del país "entre 300.000 y 700.000" venezolanos » [en ligne]. 20 septembre 2019. Disponible sur : <<https://www.europapress.es/internacional/noticia-maduro-acusa-onu-mentir-dice-solo-salido-pais-300000-700000-venezolanos-20190920140417.html>>. [Consulté le 7 août 2020].
- Géo Confluences, « Migrations » [en ligne], ENS Lyon. Disponible sur : <<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/migrations>>. [Consulté le 27 janvier].

- INE, « XIV censo nacional de población y vivienda » [en ligne]. Mai 2014. p. 40. Disponible sur : <<http://200.109.65.66/documentos/Demografia/CensodePoblacionyVivienda/pdf/nacional.pdf>>. [Consulté le 4 août 2020].
- INED, « Amérique Latine et Caraïbes – Amérique du Sud – estimations 2020 » [en ligne]. Disponible sur : <[https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/graphiques-cartes/population\\_graphiques/](https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/graphiques-cartes/population_graphiques/)>. [Consulté le 22 juin 2020].
- La Banque Mondiale, « Venezuela » [en ligne]. Disponible sur : <<https://donnees.banquemondiale.org/pays/venezuela>>. [Consulté le 11 avril 2020].
- Migracion Colombia « Radiografía Migratoria Colombia – Venezuela (Corte al 31 de diciembre del 2017) » [en ligne], 19 janvier 2018. p. 2. Disponible sur : <<https://www.migracioncolombia.gov.co/infografias/radiografia-migratoria-colombia-venezuela-corte-al-31-de-diciembre-del-2017>>. [Consulté le 30 janvier 2020].
- Migración Colombia, « Entradas y salidas de venezolanos con pasaportes premier semestre 2018 » [en ligne], 18 juin 2018. Disponible sur : <<https://www.migracioncolombia.gov.co/infografias/230-categorias-migratorias/entradas-y-salidas-de-venezolanos-con-paraportes-primer-semester-2018>>. [Consulté le 22 octobre 2019].
- Migración Colombia, « Colombia y Venezuela, más que 2 200 kilómetros de frontera: especial de 3 años » [en ligne], 3 septembre 2018. Disponible sur : <<https://www.migracioncolombia.gov.co/infografias/colombia-y-venezuela-mas-que-2-200-kilometros-de-frontera-2>>. [Consulté le 11 février 2020].
- Migración Colombia, « Especial - Así ha sido la evolución de la crisis migratoria venezolana - corte agosto 31 de 2019 » [en ligne], 24 octobre 2019. Disponible sur : <<https://www.migracioncolombia.gov.co/infografias/231-infografias-2019/especial-asi-hasido-la-evolucion-de-la-crisis-migratoria-venezolana-corte-agosto-31-de-2019>>. [Consulté le 22 octobre 2019].
- Migración Colombia, « Especial - Así ha sido la evolución de la crisis migratoria venezolana - corte agosto 31 de 2019 » [en ligne], 24 octobre 2019. Disponible sur : <<https://imgcdn.larepublica.co/cms/2017/08/16165857/PRESENTACION-RADIOGRAFIA.pdf>>. [Consulté le 27 octobre 2019].
- Migración Colombia, « Venezolanos en Colombia corte 31 de diciembre de 2018 » [en ligne], 12 février 2019. Disponible sur : <<https://www.migracioncolombia.gov.co/infografias/231infografias-2019/venezolanos-en-colombia-corte-31-de-diciembre-de-2018>>. [Consulté le 22 octobre 2019].
- Migración Colombia, « Total de Venezolanos en Colombia corte a 31 de octubre de 2019 » [en ligne], 2019. Disponible sur : <<https://www.migracioncolombia.gov.co/infografias/231infografias-2019/total-de-venezolanos-en-colombia-corte-a-31-de-octubre-de-2019>>. [Consulté le 22 janvier 2020].
- Migración Colombia, « Todo lo que tiene que saber sobre la migración venezolana » [en ligne]. Novembre 2018. Disponible sur : <<https://www.migracioncolombia.gov.co/infografias/todo-lo-que-tiene-que-saber-sobre-la-migracion-venezolana>>. [Consulté le 27 avril 2020].
- Migración Colombia, « Total de Venezolanos en Colombia corte a 31 de diciembre de 2019 » [en ligne]. 25 février 2020. Disponible sur : <<https://www.migracioncolombia.gov.co/infografias/total-de-venezolanos-en-colombia-corte-a-31-de-diciembre-de-2019>>. [Consulté le 17 mars 2020].
- Migración Colombia, « Radiografía de venezolanos en Colombia » [en ligne]. 2017. Disponible sur : <<https://imgcdn.larepublica.co/cms/2017/08/16165857/PRESENTACION-RADIOGRAFIA.pdf>>. [Consulté le 27 octobre 2020].

- Migracion Colombia, « Radiografía Venezolanos en Colombia corte a 31 de marzo de 2020. » [en ligne], 28 mai 2020. Disponible sur : <<https://www.migracioncolombia.gov.co/infografias/venezolanos-en-colombia-corte-a-31-de-marzo-de-2020>>. [Consulté le 9 juin 2020].
- News UN, « Exode massif des Vénézuéliens : l'ONU et l'Europe appellent à agir » [en ligne], 23 octobre 2019. Disponible sur : <<https://news.un.org/fr/story/2019/10/1054601>>. [Consulté le 23 avril 2020].
- OIM, « L'OIM et la Citi Foundation élargissent leur partenariat pour soutenir la réintégration des Vénézuéliens » [en ligne], 19 novembre 2019. Disponible sur : <<https://www.iom.int/fr/news/loim-et-la-citi-foundation-elargissent-leur-partenariat-pour-soutenir-la-reintegration-des>>. [Consulté le 24 avril 2020].
- OIM « Glossaire de la migration » [en ligne]. No. 9, Genève, 2007. Disponible sur : <[https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml\\_9\\_fr.pdf](https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_9_fr.pdf)>. [Consulté le 17 novembre 2019].
- OIM, « Termes clés de la migrations » [en ligne]. Disponible sur : <<https://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration>>. [Consulté le 17 novembre 2019].
- UNHCR « Colombia toma medidas para garantizar que los niños y las niñas hijos de padres venezolanos no se conviertan en apátridas » [en ligne]. 6 août 2019. Disponible sur : <<https://www.acnur.org/noticias/briefing/2019/8/5d4974604/colombia-toma-medidas-para-garantizar-que-los-ninos-y-las-ninas-hijos-de.html>>. [Consulté le 16 janvier 2020].
- UNHCR, « Venezuela: crisis de refugiados y migrantes » [en ligne]. Disponible sur : <<https://eacnur.org/es/labor/emergencias/venezuela-crisis-de-refugiados-y-migrantes>>. [Consulté le 5 mai 2020].
- UNHCR « Déclaration de Carthagène sur les réfugiés » [en ligne], Carthagène des Indes, Colombie, 22 novembre 1984. Disponible sur : <<https://www.unhcr.org/fr/about-us/background/4b14f4a5e/declaration-carthagene-refugies-adoptee-colloque-protection-internationale.html>>. [Consulté le 27 avril 2020].
- UNHCR, « Emergency plan for refugees and migrants from Venezuela launched » [en ligne]. 14 décembre 2018. Disponible sur : <<https://www.unhcr.org/news/press/2018/12/5c136d834/emergency-plan-refugees-migrants-venezuela-launched.html>>. [Consulté le 14 avril 2020].
- UNHCR, « Situación en Venezuela » [en ligne], 2019. Disponible sur : <<https://www.acnur.org/situacion-en-venezuela.html>>. [Consulté le 14 novembre 2019].
- R4V « Migración desde Venezuela a Colombia : impactos y estrategia de respuesta en el corto y mediano plazo » [en ligne], Washington D.C., octobre 2018. Disponible sur : <<https://r4v.info/es/documents/download/66643>>. [Consulté le 11 mars 2020].
- R4V, « Plataforma de coordinación para refugiados y migrantes de Venezuela » [en ligne]. Disponible sur : <<https://r4v.info/es/situations/platform>>. [Consulté le 4 janvier 2020].

## Sources secondaires

- AKOKA, Karen, « Crise des réfugiés ou des politiques d'asiles ? » [en ligne], 31 mai 2016. Disponible sur : <<https://laviedesidees.fr/Crise-des-refugies-ou-des-politiques-d-asile.html>>. [Consulté le 26 février 2020].
- ÁLVAREZ DE FLORES, Raquel, « La dinámica migratoria colombo-venezolana: evolución y perspectiva actual » [en ligne], *Geoenseñanza*, juillet-décembre 2004, Vol. 9, p. 191-202. Disponible sur : <<https://www.redalyc.org/pdf/360/36090205.pdf>>. [Consulté le 29 mars 2020].

- ANDREANI Fabrice, LAPLACE Lucie, « Quand la (contre-)révolution vote avec ses pieds : penser l'explosion migratoire vénézuélienne », [en ligne]. *Hérodote*, vol. 171, no. 4, 2018, p. 29-44. Disponible sur : < <https://www.cairn.info/revue-herodote-2018-4-page-29.htm#>>.
- BABY-COLLIN, Virginie, CORTES Geneviève, FARET, Laurent, GUÉTATS-BERNARD, Hélène (sous la direction), *Migrants des Suds*, IRD Editions, Marseille, 2009.
- CADWALLADER, Martin T., *Migration and residential mobility : Macro and Micro approaches*, The University of Wisconsin Press, Londres, 1992.
- CAMBRÉZY Luc, LAACHER Smaïn, LASSAILLY-JACOB Véronique et al. (dir.), *L'asile au Sud*, Paris, La Dispute, 2008.
- CASTRO FRANCO, Alexandra (ed.), *Venezuela migra: aspectos sensibles del éxodo hacia Colombia*, Universidad Externado de Colombia, Bogota, mars 2019.
- CNRTL « Exode » [en ligne]. Disponible sur : <<https://www.cnrtl.fr/definition/exode>>. [Consulté le 28 mai 2010].
- Coalition humanitaire « Qu'est-ce qu'une urgence humanitaire ? » [en ligne]. Disponible sur : < <https://www.coalitionhumanitaire.ca/quest-ce-que-une-urgence-humanitaire>>. [Consulté le 27 avril 2020].
- CSIS « Analyzing Obstacles to Venezuela's Future » [en ligne]. Novembre 2019. Disponible sur : <[https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/publication/191106\\_RendonSchneiderVazquez.pdf](https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/publication/191106_RendonSchneiderVazquez.pdf)>. [Consulté le 25 avril 2020].
- CSIS « Crisis Response : Tracking Venezuela's Unprecedented Migrant and Refugee Flows » [en ligne]. Washington D.C., 18 septembre 2018. Disponible sur : <<https://www.csis.org/events/crisis-response-tracking-venezuelas-unprecedented-migrant-and-refugee-flows>>. [Consulté le 3 avril 2020].
- CSIS, *Voices of Venezuela*, [podcast], [en ligne]. Disponible sur : <<https://www.csis.org/programs/americas-program/voices-venezuela>>. [Consulté le 19 juin 2020].
- CORNUAU, Frédérique, DUNEZAT, Xavier, « L'immigration en France : concepts, contours et politiques » [en ligne], *Espace, populations, sociétés*, février 2008. p. 331-352. Disponible sur : <<https://journals.openedition.org/eps/3330?lang=en#quotation>>. [Consulté le 14 décembre 2019].
- ECHEVERRY HERNANDEZ, Ariel Augusto, « Análisis de la migración venezolana a Colombia durante el gobierno de Hugo Chávez (1999-2011). Identificación de capital social y compensación económica. » [en ligne], *Revista Análisis Internacional*, 2012, n°4, p.11-32. Disponible sur : < <https://revistas.utadeo.edu.co/index.php/RAI/article/view/84>>. [Consulté le 12 novembre 2019].
- France24 « Yván Gil : las cifras de migraciones venezolanas no tienen bases científicas » [en ligne]. 4 décembre 2019. Disponible sur : <<https://www.france24.com/es/20191204-la-entrevista-yvan-gil-venezuela-migracion-maduro>>. [Consulté le 12 août 2020].
- FREITEZ L., Anitza, « La emigración desde Venezuela durante la última década » [en ligne]. Novembre 2011. p. 25. Disponible sur : < [http://w2.ucab.edu.ve/tl\\_files/IIES/recursos/Temas%20de%20Coyuntura%2063/1.La\\_emigracion\\_Venezuela\\_Freitez..pdf](http://w2.ucab.edu.ve/tl_files/IIES/recursos/Temas%20de%20Coyuntura%2063/1.La_emigracion_Venezuela_Freitez..pdf)>. [Consulté le 15 mars 2020].
- GANDINI, Luciana, LOZANO ASCENCIO, Fernando, PRIETO, Victoria (dir.), *Crisis y migración de población venezolana. Entre la desprotección y la seguridad jurídica en Latinoamérica*, [en ligne]. UNAM, Mexique, 2019. Disponible sur : <<https://www.sdi.unam.mx/docs/libros/SUDIMER-CyMdpV.pdf>>. [Consulté le 14 juin 2020].
- Human Rights Watch, « Venezuela: La OEA debería invocar la Carta Democrática » [en ligne], 16 mai 2016. Disponible sur : <<https://www.hrw.org/es/news/2016/05/16/venezuela-la-oea-deberia-invocar-la-carta-democratica>>. [Consulté le 14 avril 2020].



- KOECHLIN, José, EGUREN Joaquín (Eds.), *El éxodo venezolano: entre el exilio y la emigración*, [en ligne]. Lima, Pérou : Biblioteca Nacional del Perú, Collection OBIMID, volume n°4, décembre 2018. Disponible sur : [https://www.academia.edu/38151622/Exodo\\_Venezolano\\_completo\\_PDF\\_final](https://www.academia.edu/38151622/Exodo_Venezolano_completo_PDF_final). [Consulté le 22 novembre 2019].
- La Republica, « Del total de venezolanos que entra a Colombia, 40% tiene doble nacionalidad » [en ligne]. 17 août 2017. Disponible sur : <https://www.larepublica.co/globoeconomia/del-total-de-venezolanos-que-entra-a-colombia-40-tiene-doble-nacionalidad-2537642>. [Consulté le 26 juillet 2020].
- Le Quotidien, « Venezuela : Il est scandaleux de voir les Européens s’aligner sur Trump » [en ligne]., 4 mars 2019. Disponible sur : <https://lequotidien.lu/a-la-une/venezuela-il-est-scandaleux-de-voir-les-europeens-saligner-sur-trump/?fbclid=IwAR0Ut60jDcLlFwLvBsIUog0s5tA4FFR-HdFDou39vWxRJrQuws9VNu5GnA>. [Consulté le 17 juillet 2020].
- PACHECO RÍOS, Gladys, « Idas y venidas: el flujo migratorio entre Colombia y Venezuela 1999-2015 » [Mémoire], [en ligne]. Universidad militar Nueva Granada, Bogota, 2016. Disponible sur : <https://repository.unimilitar.edu.co/bitstream/handle/10654/15018/PachecoRiosGladys2016.pdf?sequence=1&isAllowed=y>. [Consulté le 28 novembre 2020].
- PICHE, Victor, « Les théories migratoires contemporaines au prisme des textes fondateurs » [en ligne], in *Population*, janvier 2013, Vol. 68, p. 153-178. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-population-2013-1-page-153.htm>. [Consulté le 27 juillet 2020].
- PISMATARO RAMOS, Francesca (dir.), « Retos y oportunidades de la movilidad humana venezolana en la construcción de una política migratoria colombiana » [en ligne], septembre 2018. Disponible sur : <https://www.kas.de/documents/287914/287963/Retos+y+oportunidades+de+la+movilidad+humana+venezolana+en+la+construcci%C3%B3n+de+una+pol%C3%ADtica+migratoria+colombiana.pdf/bcee4a33-9677-4405-bc16-b10dc4565937>. [Consulté le 12 mai 2020].
- Prodavinci, « Qué dice la ENCOVI 2017 sobre la calidad de vida de los venezolanos » [en ligne]. Février 2018. Disponible sur : [https://prodavinci.com/que-dice-la-encovi-2017-sobre-la-calidad-de-vida-de-los-venezolanos/?fbclid=IwAR1C6XGZ834ELoHYeQ-r0d\\_M17sVEGtHKCE0YpWLZ8IdhdLKH9cNBujm45o](https://prodavinci.com/que-dice-la-encovi-2017-sobre-la-calidad-de-vida-de-los-venezolanos/?fbclid=IwAR1C6XGZ834ELoHYeQ-r0d_M17sVEGtHKCE0YpWLZ8IdhdLKH9cNBujm45o). [Consulté le 18 juillet 2020].
- Revista Sic « ¿Se pueden comparar los éxodos de población de Siria y Venezuela? » [en ligne]. 22 janvier 2019. Disponible sur : <https://revistasic.gumilla.org/2019/se-pueden-comparar-los-exodos-de-poblacion-de-siria-y-venezuela/>. [Consulté le 4 mars 2020].
- RMRP 2020, *For refugees and migrants from Venezuela*, [en ligne]. Disponible sur : [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/76211\\_0.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/76211_0.pdf). [Consulté le 3 juin 2020].
- SANTANA RIVAS, Daniel, « Geografía de la inmigración venezolana en Colombia entre 1993 y 2008. » [en ligne], Ar@cne, n°124, Université de Barcelone, septembre 2009. Disponible sur : <http://www.ub.edu/geocrit/ aracne/ aracne-124.htm>. [Consulté le 23 février 2020].
- TASSARA, Carlo (ed.), « Colombia en el escenario internacional: oportunidades y retos para el desarrollo » [en ligne]. *Revista Internacional de Cooperación y Desarrollo*, Carthagène, Colombie, Universidad de Roma Sapienza. Vol. 2, No. 2, 2015. p. 235. Disponible sur : [https://www.academia.edu/19838532/Colombia\\_en\\_el\\_escenario\\_internacional\\_oportunidades\\_y\\_retos\\_para\\_el\\_desarrollo](https://www.academia.edu/19838532/Colombia_en_el_escenario_internacional_oportunidades_y_retos_para_el_desarrollo). [Consulté le 9 juin 2020].
- Transparencia Venezuela, « ¿Crisis humanitaria o emergencia compleja en Venezuela? » [en ligne] Disponible sur : [https://transparencia.org.ve/wp-content/uploads/2017/05/Boleti%CC%81n-15\\_05\\_2017-49.pdf](https://transparencia.org.ve/wp-content/uploads/2017/05/Boleti%CC%81n-15_05_2017-49.pdf). [Consulté le 17 février 2020].

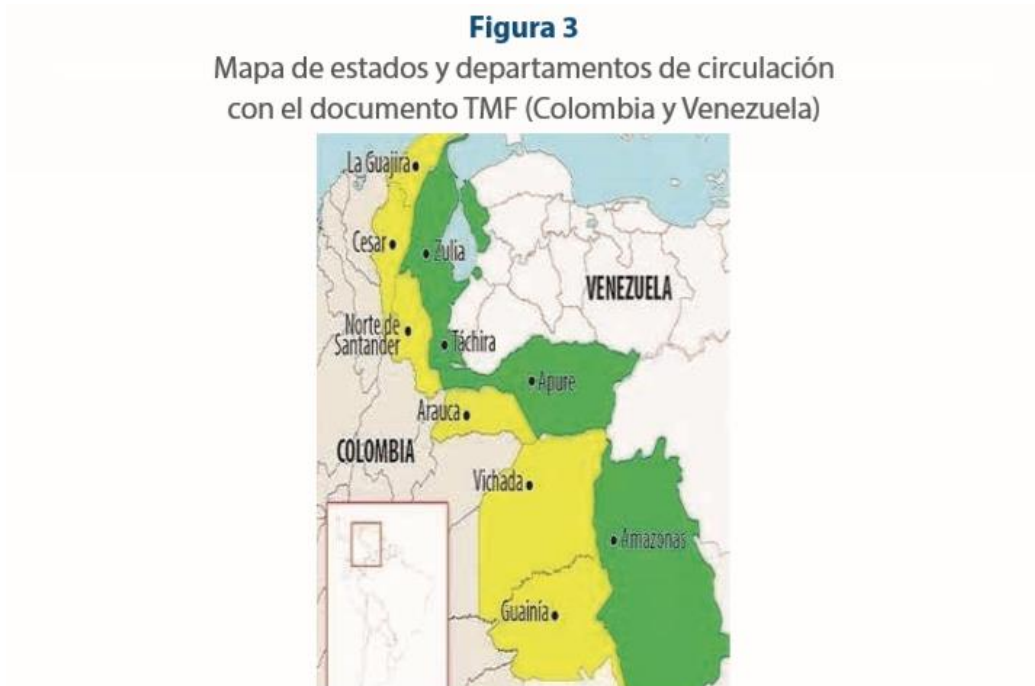
- OHCHR, « UN Human Rights report on Venezuela urges immediate measures to halt and remedy grave rights violations » [en ligne], Genève, 4 juillet 2019. Disponible sur : <<https://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=24788&LangID=E>>.
- WIHTOL DE WENDEN, Catherine, *L'immigration découvrir l'histoire, les évolutions et les tendances des phénomènes migratoires*, Groupe Eyrolles, Paris, 2017.
- Wilson Center, « Understanding the Venezuelan Refugee Crisis » [en ligne], 13 septembre 2019. Disponible sur : <<https://www.wilsoncenter.org/article/understanding-the-venezuelan-refugee-crisis>>. [Consulté le 19 février 2020].
- ZLOTNIK, Hania « La migración internacional en las Américas: crece la migración intrarregional » [en ligne] UNAM N. 5, 1992. Disponible sur : <<http://www.journals.unam.mx/index.php/dms/article/view/6595/6115>>. [Consulté le 4 avril 2020].

## Sources de contextualisation

- CADENAS, José María, RAMÍREZ, Socorro, *Colombia-Venezuela: retos de la convivencia*, Bogota: Universidad Nacional de Colombia, avril 2006.
- Cancillería de Colombia, « Frontera terrestre Colombia – Venezuela » [en ligne], 2019. Disponible sur : <<https://www.cancilleria.gov.co/content/frontera-terrestre-colombiavenezuela>>. [Consulté le 4 janvier 2020].
- COMPAGNON, Oliver (dir.), REBOTIER, Julien, SREVET, Sandrine, *Le Venezuela au-delà du mythe : Chávez, la démocratie, le changement social*, Paris, Editions de l'Atelier/Editions Ouvrières, 2009.
- FMI, « Inflation rate, end of period consumer prices, annual percent change » [en ligne], Disponible sur : <<https://www.imf.org/external/datamapper/PCPIEPCH@WEO/OEMDC/VEN>>. [Consulté le 13 mars 2020].
- FMI, « Perspectives de l'économie mondiale, juillet 2019 » [en ligne], juillet 2019. Disponible sur : <<https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2019/07/18/WEOupdateJuly2019>>. [Consulté le 13 mars 2020].
- GONZÁLEZ VERJEL, May Stefanny, LANCHEROS MALDONADO, Marcy Jeanette, « Tratados históricos entre Colombia y Venezuela: una mirada en el marco de las relaciones Táchira-Norte de Santander » [en ligne], in *Justicia*, No. 28, Universidad Simón Bolívar, Colombia, mai 2015. p. 152-158. Disponible sur : <<http://www.scielo.org.co/pdf/just/n28/n28a10.pdf>> [Consulté le 17 janvier 2020].
- LAVALLÉ, Bernard, *L'Amérique espagnole, de Colomb à Bolivar*, Paris, Belin Sup Histoire, juillet 2004.
- LEMOINE, Maurice, *Venezuela, chronique d'une déstabilisation*. Editions Le Temps des Cerises, Montreuil, 2019.
- SERRAIOCCO, Fatira, « La crise politico-économique vénézuélienne dans la Libre Belgique : Analyse de représentations politiques, sociales et idéologique » [Mémoire], [en ligne]. 2018-2019. Disponible sur : <<https://matheo.uliege.be/bitstream/2268.2/7861/4/PDF%20MEMOIRE%20CORRIGE.pdf>>. [Consulté le 16 juillet 2020].
- Wikipedia, « Colombie », [en ligne], dernière modification de cette page le 4 janvier 2020. Disponible sur <<https://fr.wikipedia.org/wiki/Colombie>> [Consulté le 6 janvier 2020].

## Annexes

### Annexe 1 : Carte des États et départements de circulation délimités dans la zone frontalière autorisée aux détenteurs de la TMF



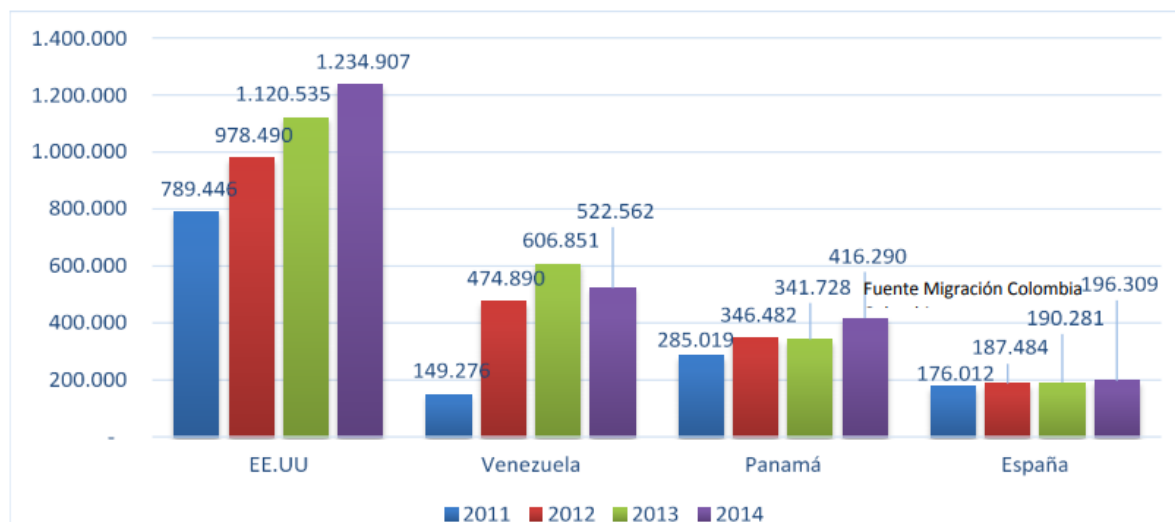
(Diario el Meridiano, 2017)

Fuente: El Meridiano. Migración Colombia Implementó la Tarjeta Fronteriza. 20 de febrero 2017  
Recuperado de <http://www.elmeridiano.co/migracion-colombia-implemento-la-tarjeta-de-movilidad-fronteriza/66594>

Source : KOEHLIN, José, EGUREN Joaquín (Eds.), *El éxodo venezolano: entre el exilio y la emigración*, [en ligne]. Lima, Biblioteca Nacional del Perú, Collection OBIMID, n°4, décembre 2018. Disponible sur : <[https://www.academia.edu/38151622/Exodo\\_Venezolano\\_completo\\_PDF\\_final](https://www.academia.edu/38151622/Exodo_Venezolano_completo_PDF_final)>. [Consulté le 22 novembre 2019].

## Annexe 2 : Comparatif des flux d'émigration de colombiens pour la période 2011-2014

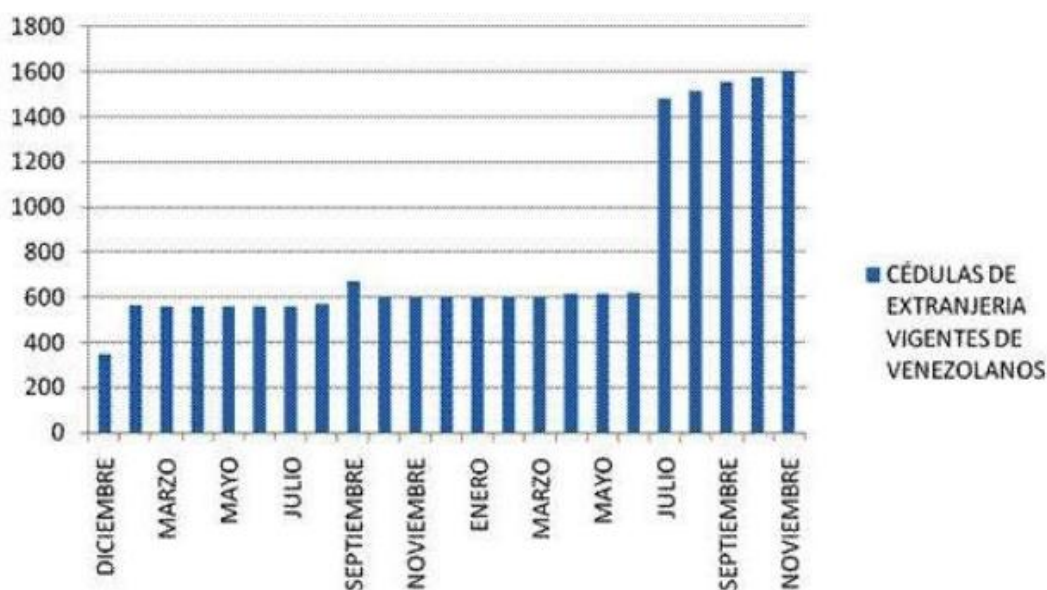
Grafica 5 Comparativo flujo de salida de colombianos por año 2011- 2014



Source : PACHECO RÍOS, Gladys, « Idas y venidas: el flujo migratorio entre Colombia y Venezuela 1999-2015 » [Mémoire], [en ligne]. Universidad militar Nueva Granada, Bogota, 2016. Disponible sur : <<https://repository.unimilitar.edu.co/bitstream/handle/10654/15018/PachecoRiosGladys2016.pdf?sequence=1&isAllowed=y>>. [Consulté le 28 novembre 2020].

## Annexe 3 : Nombre de titres de séjour délivrés à des immigrants vénézuéliens entre décembre 2006 et novembre 2008

Figura 8. Número de cédulas de extranjería vigentes expedidas por venezolanos.



Fuente: Estadísticas migratorias DAS (2008).

Source : SANTANA RIVAS, Daniel, « Geografía de la inmigración venezolana en Colombia entre 1993 y 2008. » [en ligne], Ar@cne, n°124, Université de Barcelone, septembre 2009. Disponible sur : <<http://www.ub.edu/geocrit/aracne/aracne-124.htm>>. [Consulté le 23 février 2020].

**Annexe 4 : Nombre de cartes de résident (CE) délivrées à des immigrants vénézuéliens entre 2005 et 2011**

**Número de Cédulas expedidas por la Subdirección de Migración de Colombia a inmigrantes venezolanos  
(Período 2005-2011)**

Año	Nº de cédulas expedidas
2005	530
2006	757
2007	903
2008	3.367
2009	4.284
2010	5.702
2011	7.176
<b>Total</b>	<b>22.719</b>

Fuente: Subdirección de Migración Colombia, Ministerio de Relaciones Exteriores.

Source : RAMOS PISMATARO, Francesca, RODRÍGUEZ, Ronal, F., « Colombia y Venezuela: la necesidad de reestructurar una compleja relación » [en ligne]. Cuadernos sobre Relaciones Internacionales, Regionalismo y Desarrollo, Vol. 7. No. 13, janvier-juin 2012. p. 20. Disponible sur : <<http://revencyt.ula.ve/storage/repo/ArchivoDocumento/cuadrird/v7n13/art03.pdf>>. [Consulté le 29 janvier 2020].

## Annexe 5 : Destinations des citoyens vénézuéliens qui sortent du territoire colombien

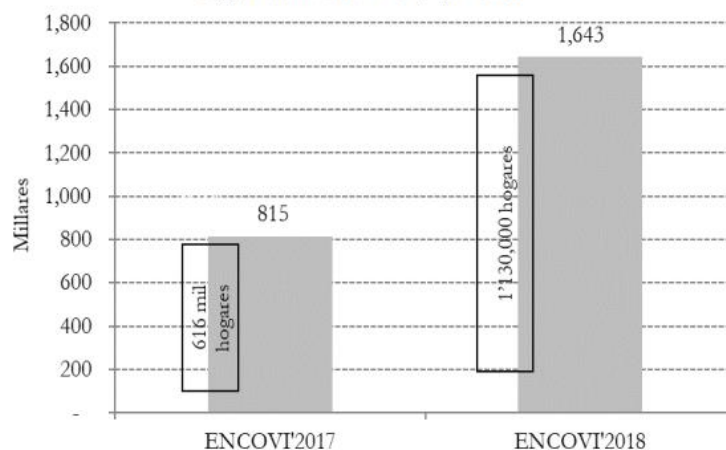
### 3. ¿CUÁLES SON LOS DESTINOS DE LOS CIUDADANOS VENEZOLANOS QUE SALEN DEL TERRITORIO COLOMBIANO?

PAÍS DE DESTINO	TOTAL
Ecuador	486.578
Venezuela	243.426
Perú	67.208
Chile	34.533
Estados Unidos	23.854
México	15.291
Panamá	13.992
España	10.274
Argentina	6.038
Brasil	3.036
Aruba	2.813
Costa Rica	2.374
República Dominicana	1.307
Otros	8.418
<b>TOTAL</b>	<b>919.142</b>

Source : Migración Colombia, « Todo lo que tiene que saber sobre la migración venezolana » [en ligne]. Novembre 2018. p. 20. Disponible sur : <<https://www.migracioncolombia.gov.co/infografias/todo-lo-que-tiene-que-saber-sobre-la-migracion-venezolana>>. [Consulté le 27 avril 2020].

## Annexe 6 : Nombre de personnes émigrées par foyer d'origine vénézuélienne selon les sondages ENCOVI 2017 et 2018

**Gráfico 1.** Venezuela. Número de personas emigradas reportadas en el hogar de origen según la ENCOVI 2017 y 2018.


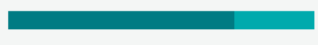



















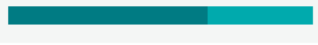






































Fuentes: elaboración propia con base en la Encuesta Nacional de Condiciones de Vida 2017 y 2018 (UCAB-USB-UCV).

Nota: El indicador alude a las personas que emigraron al exterior dentro del lapso de 5 años previos a la entrevista en el hogar.

Source : GANDINI, Luciana, LOZANO ASCENCIO, Fernando, PRIETO, Victoria (dir.), *Crisis y migración de población venezolana. Entre la desprotección y la seguridad jurídica en Latinoamérica*, [en ligne]. UNAM, Mexique, 2019. p. 56. Disponible sur : <https://www.sdi.unam.mx/docs/libros/SUDIMER-CyMdPV.pdf>. [Consulté le 14 juin 2020].

## Annexe 7 : RMRP 2020 : besoins en aide humanitaire prévus pour la population migrante vénézuélienne

SECTOR	PEOPLE IN NEED	PEOPLE TARGETED	REQUIREMENTS	COVID-19 REQUIREMENTS	PARTNERS
 Education	1.52 M 	398 K	\$ 49.89 M 	\$ 9.69 M 	47 
 Food Security	3.23 M 	1.82 M	\$ 242.6 M 	\$ 81.12 M 	66 
 Health	4 M 	2.3 M	\$ 258.11 M 	\$ 131.63 M 	72 
 Humanitarian Transportation	68 K 	38 K	\$ 9.88 M 	\$ 144 K 	17 
 Integration	4.57 M 	1.6 M	\$ 282.26 M 	\$ 23.34 M 	97 
 NFI	1.49 M 	373 K	\$ 31.8 M 	\$ 10.56 M 	44 
 Nutrition	256 K 	129 K	\$ 6.45 M 	\$ 772 K 	20 
 Protection*	3.62 M 	2.06 M	\$ 203.04 M 	\$ 30.28 M 	106 
 Shelter	1.88 M 	357 K	\$ 68.87 M 	\$ 18.78 M 	51 
 WASH	2.17 M 	1.09 M	\$ 45.97 M 	\$ 14.46 M 	38 
 Multipurpose CBI			\$ 154.94 M 	\$ 107.62 M 	45 
 Support Services**			\$ 53.78 M 	\$ 10.4 M 	66 

\*Includes GBV, Child Protection, Human Trafficking & Smuggling | \*\*Communication, Coordination, Information Management, Fundraising and Communication with Communities (CwC).

In order to avoid duplication, refugees and migrants in-transit to other countries are not included in the key population figures. However, the total budget and sector specific requirements include activities targeting this population group.

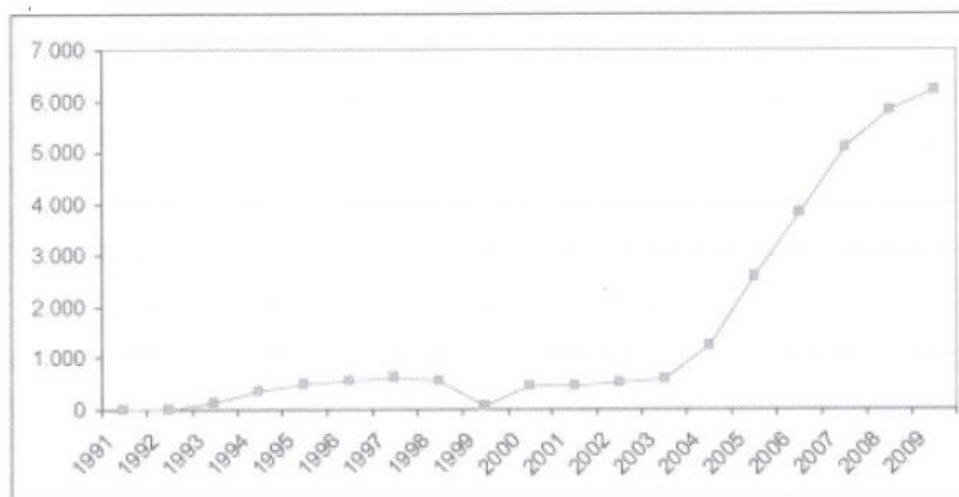
Source : RMRP 2020, *For refugees and migrants from Venezuela*, [en ligne]. Disponible sur : [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/76211\\_0.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/76211_0.pdf). [Consulté le 3 juin 2020].



## Annexe 8 : Vénézuéliens réfugiés à l'étranger entre les années 1991 et 2009

Gráfico 3

Venezolanos refugiados o en situación similar a refugiado. Años: 1991-2009.

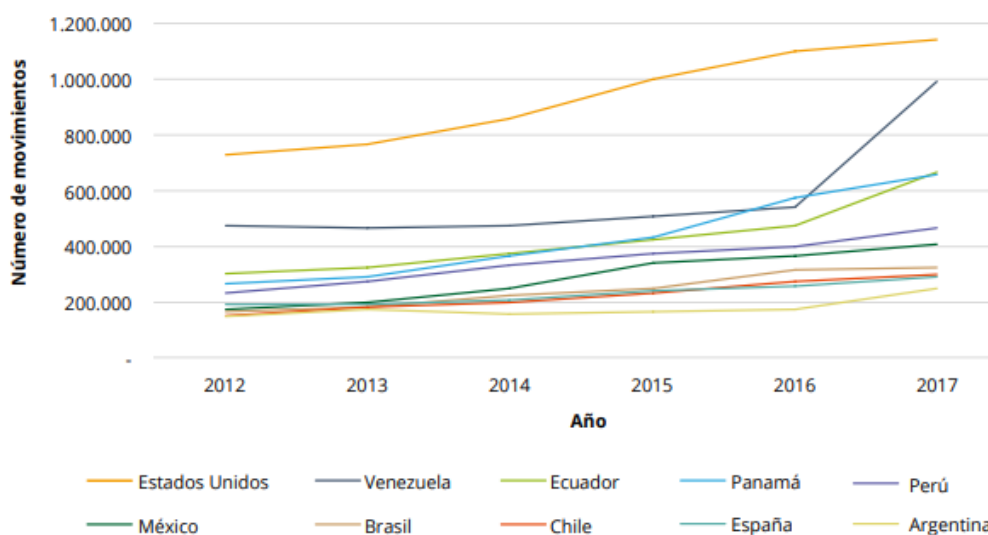


Fuente: ACNUR. [www.unhcr.org/statistics/populationdatabase](http://www.unhcr.org/statistics/populationdatabase)

Source : FREITEZ L., Anitza, « La emigración desde Venezuela durante la última década » [en ligne]. Novembre 2011. p. 25. Disponible sur : <  
[http://w2.ucab.edu.ve/tl\\_files/IIES/recursos/Temas%20de%20Coyuntura%2063/1.La\\_emigracion\\_Venezuela\\_Freitez..pdf](http://w2.ucab.edu.ve/tl_files/IIES/recursos/Temas%20de%20Coyuntura%2063/1.La_emigracion_Venezuela_Freitez..pdf)>. [Consulté le 15 mars 2020].

## Annexe 9 : Mouvements internationaux d'étrangers selon les 10 premiers pays d'origine ou de destination pour la période 2012-2017

Gráfica 47. Número de movimientos internacionales de extranjeros, según los 10 primeros países de origen o destino, 2012-2017



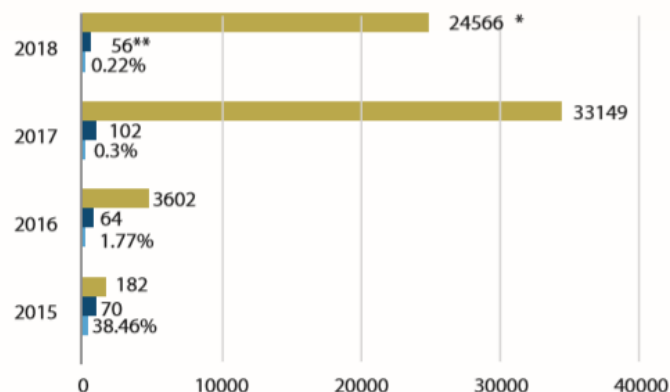
Fuente: UAEMC. Cálculos DANE

Source : Source : DANE, « Anuario estadístico de movimientos internacionales 2017 » [en ligne], Bogota, abril 2019. p. 86. Disponible sur : <  
[https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/poblacion/migraciones/Anuario\\_2017.pdf](https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/poblacion/migraciones/Anuario_2017.pdf)>. [Consulté le 24 mars 2020].

## Annexe 10 : Demandes d'asile de vénézuéliens pour la période 2015-2018 au Pérou

**Figura 11**

Solicitudes de refugio de venezolanos, 2015-2018



	2015	2016	2017	2018
■ Solicitudes de refugio	182	3602	33149	24566
■ Solicitudes aceptadas	70	64	102	56
■ % de aceptación	38.46	1.77	0.3	0.22

\*Hasta el 15 de febrero

\*\* Hasta el 10 de mayo

Fuente: Comisión Especial Para los Refugiados del Ministerio de Relaciones Exteriores<sup>58</sup>

Elaboración propia

Source : KOECHLIN, José, EGUREN Joaquín (Eds.), *El éxodo venezolano: entre el exilio y la emigración*, [en ligne]. Lima, Pérou : Biblioteca Nacional del Perú, Collection OBIMID, volume n°4, décembre 2018. Disponible sur :

<[https://www.academia.edu/38151622/Exodo\\_Venezolano\\_completo\\_PDF\\_final](https://www.academia.edu/38151622/Exodo_Venezolano_completo_PDF_final)>. [Consulté le 22 novembre 2019].

